

RATIONALISATION ET CHOMAGE

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 6 Décembre 1933, à 14 heures

PAR

Victor DELACROIX

Lauréat de la Faculté de Droit de l'Université de Lille (année 1929),

Lauréat du prix annuel offert par la Société

des anciens étudiants et amis de l'Université de Lille (année 1930).

JURY

Président : M. LESCURE, Professeur.

Suffragants : MM. AFTALION,

OUALID.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v^e)

1933

11

11 6110

11 6110

11 6110

11 6110

RATIONALISATION

ET

CHOMAGE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551816_0016

RATIONALISATION ET CHOMAGE

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 6 Décembre 1933, à 14 heures

PAR

Victor DELACROIX

Lauréat de la Faculté de Droit de l'Université de Lille (année 1929),

Lauréat du prix annuel offert par la Société

des anciens étudiants et amis de l'Université de Lille (année 1930).

JURY

Président : M. LESCURE, Professeur.

Suffragants : MM. AFTALION,

OUALID.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL (v°)

1933

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PÈRE

A MA MÈRE

BIBLIOGRAPHIE

Les aspects sociaux de la rationalisation (Bureau International du Travail, 1931).

Problèmes du chômage en 1931 (Bureau International du Travail, 1931).

Les problèmes du chômage aux Etats-Unis (Bureau International du Travail, 1931).

Nous faisons fausse route, par Jacques DUBOIN, 1932.

La grande Relève des hommes par la Machine, par Jacques DUBOIN, 1933.

Rationalisation, par FOURGEAUD, 1929.

Standards, par DUBREUIL, 1929.

Nouveaux Standards, par DUBREUIL, 1931.

Socialisme et Rationalisation, par MOCH, 1927.

Les paradoxes économiques de l'Allemagne moderne, par Max HERMANT, 1931.

Ma vie et mon œuvre, par FORD, 1927.

Aujourd'hui et demain, par FORD, 1926.

Des crises générales et périodiques de surproduction, par LESCURE, 4^e édit., 1932.

La Prévention du chômage, par FUSS, 1926.

La rançon du machinisme, par Gina LOMBROSO, 1931.

Traité sur la monnaie, par KEYNES, 1928.

Real Wages in the United States 1890-1926, par P. DOUGLAS.

Technological Unemployment, par P. DOUGLAS.

Rationalisation and Unemployment, par HOBSON, 1930.

The National Income and its Purchasing Power, par W. I. KING.

Les causes du chômage, par CASTRO. Thèse. Paris 1931.

Les conséquences sociales de la rationalisation et la classe ouvrière française, par VERGEADE. Thèse. Paris 1930.

La notion économique de chômage involontaire, par CRÉVY. Thèse. Bordeaux 1933.

Revue internationale du Travail.

Revue économique internationale.

Revue d'Economie politique.

INTRODUCTION

Le chômage : considérations générales, remèdes envisagés. ---
La Rationalisation, son contenu. — Position du problème à étudier, ses difficultés, sa complexité.

30 millions de chômeurs, une sous-consommation atteignant directement 100 millions d'êtres humains, une perte annuelle de salaires dépassant 500 milliards de francs, tels sont les chiffres que les livres et brochures les plus diverses et les journaux de toutes nuances nous donnent presque quotidiennement. Le problème du chômage est mondial, universel; il passe au premier plan des préoccupations, il intéresse l'homme de la rue, le paysan aux champs, l'ouvrier à l'usine tout aussi bien que l'économiste, le statisticien, l'industriel ou l'homme politique.

Rarement une question économique ou sociale a éveillé tant d'intérêt. Problème immense que le chômage ! Immense par sa complexité et aussi par son infinie variété.

Varié, le problème du chômage l'est sans contredit; le seul fait que l'on parle couramment de chômage saisonnier, périodique, cyclique, endémique, permanent, technologique, structurel suffit amplement à le démontrer. Cette multitude d'aspects par-

lesquels se manifeste le chômage s'allie avec une complexité déconcertante : quelles répercussions engendre-t-il, quelles réactions suscite-t-il, à quoi est-il du, quel remède faut-il appliquer pour voir disparaître à tout jamais cette nouvelle plaie sociale ?

On a essayé de pratiquer en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et aussi en Allemagne une politique de grands travaux publics. Le résultat a été lamentable et dans chacun de ces pays la politique des travaux publics s'est révélée ce qu'elle était, c'est-à-dire un simple *palliatif* au chômage mais non pas un *remède*. Qu'est-ce au plus que l'emploi de quelques dizaines de milliers de chômeurs dans un pays qui en compte des millions...

Il est temps de trouver un remède efficient au chômage mondial; dans certains pays c'est une question capitale. En effet le problème du chômage dans un pays donné se pose sous deux aspects différents. D'abord sous un aspect passif : l'existence d'individus privés de travail, les usines fermées ou tournant au ralenti, l'économie générale en quelque sorte paralysée; et ensuite sous un aspect actif : la collectivité se doit d'assurer un minimum de bien-être aux chômeurs dénués de toute ressource. Or, dans certains pays, le nombre des gens sans travail atteint un niveau si élevé que des sommes considérables doivent leur être consacrées; la collectivité se voit donc frapper directement ou par voie d'incidence d'impôts supplémentaires ce qui ne contribue pas peu, chacun le sait, à ralentir une activité

économique déjà bien faible. C'est le cas notamment pour la Grande-Bretagne et pour l'Allemagne¹. Celle-ci avec plus de 5 millions de chômeurs se voit contrainte pour leur assurer un indéniable droit à la vie de verser annuellement la coquette somme de 17 à 18 milliards de francs², soit 5,2 % du revenu national évalué à 54.074 millions de marks. L'Angleterre, de son côté, connaît des chiffres tout aussi édifiants : 2 millions $\frac{1}{2}$ de chômeurs qui coûtent annuellement 11 milliards de francs³, soit 3,7 % du revenu national britannique évalué à 3.332 millions de livres. Au surplus ce pays se trouve atteint d'un mal beaucoup plus grave que le chômage en lui-même; celui-ci revêt en effet depuis la guerre un aspect chronique des plus inquiétant. De 1920 à 1929 la moyenne générale des individus sans travail n'est guère inférieure à 12 % du nombre total des salariés alors qu'avant 1914 elle n'atteignait que 4,5 %. La comparaison des pourcentages minima paraît aussi édifiante : avant guerre la courbe du chômage passait par un minimum au moment de la prospérité, 1,5 %; de 1920 à 1928 jamais elle n'est tombée au-dessous de 8 %⁴.

M. Chamberlain, chancelier de l'Echiquier, a d'ailleurs déclaré en février 1933, à la Chambre des Com-

(1) Et aussi pour l'Italie qui, en mars 1933, comptait environ 1.200.000 chômeurs.

(2) Chiffre pour 1931.

(3) Chiffre pour 1932.

(4) M. Jacques Rueff avance des chiffres légèrement différents : 2 % et 7 %, mais il ne considère que les chômeurs syndiqués (*Revue d'économie politique*, 1931, n° 2).

munes, que selon lui il y avait peu d'espoir de réduire sensiblement le chômage avant 10 ans et que le gouvernement n'entendait plus octroyer de subventions en vue d'organiser des travaux publics.

Parmi les pays qui comptent un chômage élevé et à côté de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, nous devons de citer les Etats-Unis; à tout point de vue ils méritent d'être placés sur le même plan que les deux grandes nations européennes. Ils connaissent actuellement un chômage intense qui atteint de 12 à 15 millions d'individus²; le nombre exact de chômeurs ne peut être connu, l'assurance-chômage n'existant pas³ et les statistiques faisant presque totalement défaut. Les variations de l'emploi durant ces dernières années paraissent donc difficiles à étudier. Néanmoins, d'après le docteur Wolman¹, les U. S. A., à l'instar de l'Angleterre, seraient depuis la guerre en proie à un chômage « normal », c'est-à-dire affectant un certain nombre de personnes sans travail même en période de prospérité. Le Dr Wolman évalue le taux de ce chômage chronique à 5 % du nombre total des travailleurs non agricoles, et le chiffre des salariés atteints oscillerait entre 1 million $\frac{1}{2}$ et 2 millions.

Ces quelques chiffres nous ont donné un aperçu de l'ampleur du chômage dans trois grands pays. Bien entendu le fléau ne s'en est pas tenu là : de-

(1) Chômage aux Etats-Unis (B.I.T.).

(2) 1.600.000 chômeurs pour la seule ville de New-York.

(3) A noter pourtant un mouvement assez récent procédant de l'initiative patronale en faveur de l'assurance-chômage.

puis la guerre, il s'est abattu sur le monde entier, s'étendant peu à peu, faisant tache d'huile et soudain se déclenchant brusquement avec la crise de 1929. Depuis cette date il a été s'accroissant sans cesse : en juin 1929, 5.041.000 chômeurs, juin 1930 10.631.000; fin 1931, le B.I.T. fixe leur nombre à 24 millions et évalue la perte annuelle de salaires à 525 milliards de francs. Au printemps de 1933 on parle couramment de 30 millions de chômeurs, d'aucuns même avancent le chiffre de 35 millions.

Une situation aussi tragique ne pouvait laisser les gouvernements indifférents, le problème s'avérait même vital pour certains pays rongés par le mal. « Un remède au chômage », demande-t-on de toutes parts à ceux qui détiennent le pouvoir... un remède, soit, mais *lequel*, on en a tant proposés ?

Quel remède appliquer, tout est là, toute la complexité du problème s'exprime dans cette question. Le remède dépend avant tout de la nature de la maladie, quelle est donc la nature de ce mal social qu'est le chôniage, quelle est en dernière analyse la cause du chômage dont souffre notre pauvre humanité ?

Chaque docteur possède des médicaments infailibles, chaque économiste détient un remède souverain contre le chômage parce qu'il y voit l'effet de telle ou telle cause. Où il y a pléthore de causes, il y a pléthore de remèdes; la confusion règne en la matière...

Et aussi bien, pour nous, le problème de la crise

mondiale de chômage se présente de la façon suivante : une balance primitivement en équilibre et dont l'un des plateaux sous le poids d'un chômage intense a fini par s'abaisser. Tout l'art consiste à agir sur le second plateau, à y placer des poids de qualité et en quantité adéquates pour ramener la balance à son état initial. C'est alors qu'interviennent les multiples consultations, et les médecines et panacées les plus miraculeuses... qui souvent se contredisent et même s'opposent complètement. Ici l'on voit surproduction générale, là-bas sous-consommation des masses, à droite inflation, à gauche déflation; la population est prise entre deux feux : d'aucuns l'accusent d'augmenter trop vite, d'autres de ne pas croître assez rapidement. Nous rappelons pour mémoire les travaux publics comme remède au chômage, cette thèse a d'ailleurs été reprise par M. Keynes qui propose de les financer par le moyen d'emprunts à long terme; le résultat serait certain, paraît-il, eu égard à la hausse des prix engendrée par ces travaux. On a encore parlé de baisser les coûts de production, de restaurer la liberté dans les échanges internationaux, de redistribuer l'or dans le monde, d'instituer une monnaie dirigée, etc...

De guerre lasse, de nombreux médecins ont abandonné la lutte ou plutôt changé de médicament; avec un ensemble touchant, ils ont fait volte face et dirigé leurs diatribes vers la rationalisation. C'est de la rationalisation que vient tout le mal, sans elle le chômage serait inconnu dans le monde ! Voyez les Etats-

Unis, voyez l'Allemagne, dit-on, pays essentiellement rationalisés, mais aussi pays qui possèdent à eux seuls les 3/5 des chômeurs mondiaux; ne cherchez pas plus loin, le pelé, le galeux le voilà : il s'appelle la rationalisation ! Comparez avec la France, ajoutez-on encore, où l'on n'adopte les progrès de la technique qu'avec une sage lenteur, et méditez ces paroles d'un ancien ministre des finances bien connu ¹ : « On nous a souvent reproché en France de ne pas voir assez grand. En certain temps ce fut peut-être un défaut, mais aujourd'hui ce défaut-là nous sauve : c'est l'esprit d'épargne de nos compatriotes et c'est le morcellement de notre sol qui nous permettent mieux que d'autres nations de traverser la crise. Aux Etats-Unis, tout se fait en série dans l'agriculture comme dans l'industrie. C'est le régime de la motoculture et c'est dans ce pays que suivant la formule célèbre de la marquise de Sévigné on meurt de faim sur des monceaux de blé. »

La rationalisation aurait donc été cause de chômage... Mais qu'entend-t-on au juste par rationalisation ? Le mot, made in Germania, paraît assez neuf puisqu'il date d'une conférence faite à Paris par un ancien ministre du Reich en décembre 1926 ². Rapidement d'ailleurs, il connaît le succès et acquiert droit de cité; en dépit de son allure scientifique, il tombe dans le domaine public, il se vulgarise même

(1) *Le Capital*, 27 octobre 1932, article de M. Chappedelaine.

(2) Conférence faite le 10 décembre 1926 à la Salle des ingénieurs civils sous les auspices du Redressement français par le professeur Julius Hirsch, ancien ministre du Reich.

à tel point qu'il donne lieu à de fausses interprétations¹. En réalité la grande majorité du peuple français ne saisit encore de nos jours que le côté synthétique du terme, et beaucoup de personnes soutiennent mordicus que partout et toujours on a rationalisé, tant il est vrai que le principe hédonistique constitue une base essentielle de la nature humaine.

On se plaint ainsi à citer l'*Hermippe* de La Bruyère : « il faisait 10 pas pour aller de son lit à la garde-robe, il n'en fait plus que 9 par la manière dont il a su tourner sa chambre : combien de pas épargnés dans le cours d'une vie ? Ailleurs l'on tourne la clef, l'on pousse contre ou l'on tire à soi et une porte s'ouvre : quelle fatigue ! voilà un mouvement de trop qu'il sait s'épargner. » Des définitions trop brèves sont à la base, semble-t-il, d'un entendement insuffisant de la rationalisation. Telle nous paraît être par exemple celle de M. Moch lorsqu'il nous dit que la rationalisation « constitue un effort systématique vers la meilleure utilisation des ressources humaines et naturelles »², et aussi celle-ci, assez proche parente de la précédente, que nous relevons dans les publications du Bureau international du Travail : « Un effort systématique pour obtenir des ressources — en force de travail et en maté-

(1) M. Dubreuil, dans « Nouveaux Standards », cite cette phrase d'un quotidien de Paris : « La taylorisation (emploi des machines) et la standardisation (production en série) jointes à la rationalisation (système de ventes par trusts) ont accentué le chômage.

(2) Moch, « Socialisme et Rationalisation », page 32.

riaux — engagées dans les différentes activités économiques le rendement maximum » ¹.

A la vérité toute la quintessence de la rationalisation nous échappe dans ces définitions et notre préférence va vers une autre, à la fois analytique et synthétique, donnée par la Conférence économique internationale réunie à Genève en 1927 : « Nous entendons par là les méthodes de technique et d'organisation destinées à assurer le minimum de perte de l'effort ou de matériel. La rationalisation comprend l'organisation scientifique du travail, la standardisation à la fois des matériaux et des produits, la simplification des procédés, ainsi que des améliorations dans les méthodes de transport et de mise en vente. »

Autrement dit, la rationalisation prolonge le machinisme et le taylorisme; en les englobant tous deux elle ajoute deux facteurs nouveaux. D'abord la *normalisation* (mot que nous préférons de beaucoup à celui de standardisation) grâce à laquelle désormais les produits fabriqués seront réduits à quelques modèles simples et constants, ce qui permettra une fabrication rapide en série et une division plus grande du travail. Mais la normalisation ne peut se concevoir sans l'existence au-dessus d'elle de compétences chargées de fixer et limiter les normes, diviser le travail rationnellement, répartir les tâches, etc... C'est alors que nécessairement la rationalisation aboutit à l'intégration d'un autre élément : l'existence entre les entreprises d'*ententes* variées,

(1) Aspects sociaux de la Rationalisation.

syndicats, trusts, cartels, etc... C'est par ce dernier trait surtout que la rationalisation constitue incontestablement quelque chose d'inédit.

Une construction à trois étages, tel nous paraît être le véritable contenu de la rationalisation. En bas la guerre au gaspillage par un meilleur rendement de la main-d'œuvre et l'application du système Taylor, par l'emploi judicieux de machines sans cesse perfectionnées et plus puissantes, par l'application du taylorisme aux machines elles-mêmes, par la pratique de ce que les allemands appellent le *Fliessarbeit* (travail fluent) qui correspond à notre travail à la chaîne. Au-dessus, la normalisation qui conditionne une division du travail sans cesse plus poussée entre les entreprises, facteur d'accroissement prodigieux de la production s'il en est un. Enfin constituant le sommet de l'édifice, les multiples ententes industrielles qui relient entre elles les entreprises similaires ou connexes, fixent les quote-parts de production, répartissent les commandes, centralisent les organes de recherche, de publicité et de vente pour économiser les frais généraux et qui, pour tout dire, donnent la vie à cette formidable machine qu'est la Rationalisation.

Appliquée dans deux grands pays au lendemain de la guerre, d'abord aux U. S. A., ensuite en Allemagne, elle a été à hauteur des résultats que l'on attendait d'elle. Pourtant, son introduction dans chacun de ces pays ne s'est pas faite de la même manière : alors qu'aux U. S. A. l'initiative revient en

grande partie au gouvernement, en Allemagne le mouvement est parti d'en bas. « C'est M. Hoover qui a réduit à un seul les quarante-cinq modèles de lits métalliques, et qui a fait une sorte de palmarès des usines, en donnant à chacune autant de mauvais points qu'elle commettait d'erreurs de routine. En Allemagne, c'est l'initiative privée, organisée en quatrième pouvoir, qui, d'elle-même, a marché de l'avant¹ ».

Le rayonnement de la rationalisation a dépassé le cadre de ces deux nations. L'exemple de la grande république américaine, surtout, a suscité des imitateurs; mais nulle part on n'a atteint un processus de rationalisation aussi élevé qu'aux U. S. A. et en Allemagne. Les rationalisations ont été partielles, secondaires et pour mieux dire inachevées ou limitées à quelques industries; en ce sens seulement on peut soutenir que la Tchéco-Slovaquie, le Japon, la France et même l'Angleterre ont rationalisé. Au surplus, ce mouvement de rationalisation qui s'amorçait incontestablement s'est brisé net dès les premières hésitations de la conjoncture en 1929. La crise allait amener son cortège de misères et de ruines et déclencher un violent mouvement contre l'exemple germano-américain². On a accusé les nouvelles méthodes de travail d'avoir été cause du chômage désastreux qui s'abattait sur le monde entier. Tel est le sujet

(1) MAX HERMANT, *Paradoxes économiques de l'Allemagne moderne*, p. 153.

(2) Voir annexe F.

qui doit nous préoccuper; la rationalisation engendre-t-elle nécessairement le chômage ? Si oui quels formidables problèmes ne soulève-t-elle pas... Question angoissante et combien difficile à résoudre ! On ressuscite tous les maux dus au machinisme et, dans l'espoir de frapper à mort la rationalisation et la voir disparaître à jamais, on s'attache à démontrer que de tout temps la machine a paru suspecte. On parcourt l'histoire des siècles, on fouille même l'histoire de la Rome antique, on remonte jusqu'à Tibère qui menaçait de la prison l'inventeur d'un appareil à fabriquer le verre parce qu'il jugeait dangereux tout citoyen qui contribuait à réduire la main-d'œuvre, jusqu'à Vespasien qui, pour la même raison, refusait d'adopter une machine destinée à transporter plus facilement les colonnes du Capitole. On cite des noms célèbres, des personnages illustres, des économistes éminents : Colbert, Montesquieu, Elisabeth d'Angleterre, Ricardo, Stuart Mill et surtout Sismondi... Tous sont d'accord pour dénoncer les méfaits du machinisme ¹.

Et pourtant... et pourtant l'hésitation est permise. A côté de ces violentes attaques, l'optimisme de l'école libérale classique éclate comme un sourire, comme un rayon de soleil qui transperce les nues et balaie la bourrasque. La machine c'est l'auxiliaire de l'homme, elle l'aide dans ses travaux, elle multiplie la production. Engendrer le chômage, elle ? Allons donc ! Il y a ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas,

(1) Voir aussi les polémiques entre Voltaire et J.-J. Rousseau.

disait Bastiat. La machine crée le bon marché des denrées, par suite elle libère un pouvoir d'achat qui va se porter vers d'autres produits; les ouvriers momentanément congédiés seront donc vite rappelés au travail. La machine ne cause pas de chômage, elle appelle à son service non seulement les personnes licenciées, mais d'autres encore; elle s'avère donc génératrice à la fois de prix bas et d'emploi.

D'un autre côté la rationalisation c'est la course au rendement et la guerre à outrance contre le gaspillage; or, peut-il y avoir gaspillage plus grand que 60 millions de bras inoccupés de par le monde ? En elle-même la rationalisation **exclut** le chômage puisqu'elle n'est jamais qu'un regroupement des forces, que leur réorganisation afin d'en perdre le moins possible. Comment peut-elle alors engendrer le chômage ? Et cependant le fait est là : ce sont les pays les mieux outillés pour produire qui comptent le plus de chômeurs !

Rationalisation et chômage, deux termes qui se contrarient et s'opposent, problème paradoxal et déconcertant, mais aussi problème compliqué. On se heurte, en l'étudiant, à des difficultés quasi insurmontables.

La rationalisation apparaît comme une synthèse originale d'éléments à la vérité assez disparates : machinisme, taylorisme, normalisation, concentration et fusion d'entreprises, ententes variées. Pour donner une solution juste au problème, il convient d'isoler chacun d'eux, de l'étudier séparément, de

voir dans quelle mesure il entraîne le congédiement d'ouvriers. En effet, chaque facteur rationnel possède sa réaction propre sur l'emploi. C'est ainsi que l'on peut s'avancer à dire que le machinisme est cause probable de chômage, tandis que la normalisation n'agit aucunement sur le Travail et que les ententes industrielles stabilisent l'emploi. Mais comment avoir des données, des chiffres sur l'effet souvent contradictoire des éléments de rationalisation sur le chômage ? Il faudrait disposer d'une documentation considérable, étudier les entreprises une à une, les suivre pas à pas dans leurs progrès techniques, en noter la répercussion sur la main-d'œuvre...

Une deuxième difficulté réside dans ce fait que, tout comme la rationalisation, le chômage comprend lui-même plusieurs variétés, nous l'avons vu plus haut. Il faut donc nous demander dans quelle mesure l'élément rationnel influe sur chacune de ces variétés. A cet égard il est classique de distinguer trois catégories de chômage : le chômage saisonnier qui existe à des degrés divers dans toutes les entreprises, le chômage cyclique qui les atteint toutes au même moment du cycle économique, et enfin le troisième que l'on baptise indifféremment suivant les circonstances chômage structurel, endémique, permanent, chronique ou technologique. Ces adjectifs paraissent synonymes ou à peu près. Dans le problème qui nous occupe, nous emploierons plus volontiers l'expression de chômage « technologique » tant il est vrai qu'elle renferme l'idée de technique, l'idée de

rançon du Progrès, et qu'elle condense à merveille notre sujet. Chômage technologique, nul doute que ce soit surtout celui-là que nous devons étudier, presque exclusivement. Et pourtant comment le discriminer en toute certitude des autres formes de chômage ? Sur les trente millions de chômeurs, combien sont affectés par la morte-saison, la crise cyclique, les progrès de la technique ?

Un troisième obstacle que nous rencontrons semble assez courant en matière économique. Dans ce domaine, les phénomènes de toute nature s'enchevêtrent tellement les uns dans les autres qu'il paraît souvent vain de rechercher où est l'effet, où est la cause. Les faits intimement liés entre eux sont à la fois cause et effet. Pour notre question il ne pouvait en être autrement : sans doute nous nous devons de préciser l'influence exacte de la rationalisation sur le chômage, mais il nous appartient aussi de montrer l'influence réciproque du chômage sur la rationalisation.

Enfin, nous abordons la 4^e difficulté qui ici se fait cruellement sentir : nous voulons parler de la rareté des chiffres et documents, difficulté déjà pressentie plus haut. Nous ne disposons guère que de statistiques générales sur le nombre des chômeurs dans un pays donné ; les chômeurs partiels ne sont presque jamais recensés, or, la pratique du « short time » a reçu dans le monde entier une très large extension¹. Lorsqu'il y a eu rationalisation dans un pays

(1) M. Landry déclarait l'an dernier à la Chambre : « Je cons-

et postérieurement une augmentation des individus sans travail, peut-on déduire que les progrès techniques en soient la cause ? Rien n'est moins certain; de multiples phénomènes concomitants à la rationalisation ont pu agir sur le chômage et en être véritablement la cause. La meilleure méthode consiste à suivre les ouvriers licenciés, à noter combien de temps ils sont restés sans travail, s'ils ont repris de l'ouvrage dans l'entreprise qui les a congédiés ou dans une entreprise similaire ou dans une industrie différente, ou s'ils sont restés chômeurs. De telles enquêtes devraient être effectuées sur une large échelle dans tous les pays; on connaîtrait alors avec certitude l'ampleur du chômage technologique dans l'agriculture, le commerce et l'industrie, on connaîtrait aussi sa durée réelle. Malheureusement ces enquêtes s'avèrent inexistantes ou presque; comment alors bâtir sur quelques cas fragiles une théorie qui se tienne. Dans la mesure du possible nous nous sommes servis des matériaux mis à notre disposition; nous avons voulu ensuite les **prolonger** et combler les lacunes par trop nombreuses en utilisant le raisonnement, c'est-à-dire ce que nous avons cru être le vrai bon sens. Mais dès que l'on quitte le terrain solide des faits on vogue vers l'aventure et

tate que dans les établissements enquêtés, à savoir ceux qui comptent 100 employés au moins, au 1^{er} novembre 1931, le pourcentage des chômeurs partiels était de 40,55; au 1^{er} décembre il était de 45,49 et au 1^{er} janvier 1932, 51,60. Ainsi au 1^{er} janvier dans les grands établissements, plus de la moitié du personnel subissait le chômage partiel. » (*Information financière*, 7 février 1932).

l'esprit a tendance à s'égarer, à faire fausse route. Peut-être avons-nous omis des considérations indispensables, avons-nous enfoncé des portes ouvertes ou bâti des colosses aux pieds d'argile. Nous nous en excusons : le problème *Rationalisation et Chômage* était à la fois trop simple et trop complexe, trop large et trop étroit.

Nous avons divisé le sujet en quatre chapitres :
dans le premier, nous étudions assez brièvement l'influence de la technique sur le chômage **périodique** (chômage cyclique et saisonnier);

dans le deuxième, la rationalisation et le chômage **technologique d'après les faits**;

dans le troisième, la même question que la précédente, mais envisagée *sous un angle théorique*;

enfin, dans un quatrième chapitre, nous nous sommes attachés à présenter une théorie élargissant la vieille thèse libérale sur l'effet du machinisme.

CHAPITRE PREMIER.

Rationalisation et Chômage périodique (Chômage cyclique et saisonnier).

SECTION I : Rationalisation et chômage saisonnier. — Origines du chômage saisonnier, ses inconvénients. — La rationalisation permet l'élimination progressive du chômage saisonnier, exemples variés.

SECTION II : Rationalisation et chômage cyclique. 1) La rationalisation cause principale de chômage cyclique. — La rationalisation facteur indirect de chômage cyclique : elle précipiterait ou retarderait l'éclatement de la crise. — 2) La rationalisation, en réalité, ne fait qu'assouplir la conjoncture : politique préconisée aux cartels. Les cartels allemands sont responsables d'une bonne partie du chômage en Allemagne. — 3) La rationalisation d'une entreprise s'effectue généralement pendant la dépression cyclique.

Nous passerons assez rapidement sur la question des rapports entre la rationalisation et le chômage périodique, car nous devons surtout nous attacher à l'autre forme de chômage, beaucoup plus intéressante : le chômage technologique. La rationalisation agit certainement sur le chômage saisonnier ; son action apparaît moins nette sur le chômage cyclique et suscite alors plus de discussions. Inversement, il

convient de noter l'influence de la conjoncture sur la rationalisation : à quel moment du cycle rationalise-t-on ?

SECTION I.

RATIONALISATION ET CHÔMAGE SAISONNIER.

Le chômage saisonnier est un phénomène bien connu qui apparaît et se résorbe à des dates régulières, variables selon les lieux et les industries. Il a toujours existé notamment en raison de l'influence des facteurs atmosphériques. Il atteint à des degrés divers toutes les entreprises grandes ou petites de quelque nature qu'elles soient : industrielle, agricole ou commerciale. La saisonnalité d'une industrie se répercute d'ailleurs sur les industries connexes.

Chacun sait que le bâtiment connaît une morte-saison durant la période hivernale, tandis que l'industrie charbonnière se repose, elle, pendant l'été. La métallurgie, le textile, la sucrerie, la brasserie et bien d'autres industries encore engendrent un chômage périodique parfois intense sur lequel point n'est besoin d'insister.

Mais si les facteurs atmosphériques agissent directement sur la conjoncture annuelle, ils ne sont pas seule cause du phénomène. A côté d'eux et occupant une place au moins aussi importante, il faut citer les facteurs sociaux et en premier lieu la mode. Essentiellement variable à tout moment et ne pou-

vant faire l'objet d'aucune prévision certaine, elle est cause indéniable d'une production irrégulière génératrice de chômage saisonnier. D'autre part, la société paraît en proie à certains préjugés qui ne contribuent certes pas à normaliser l'emploi de la main-d'œuvre : l'impression des cartes de visite ne se fait jamais avant la période Noël-Nouvel an, tout comme l'acquisition des jouets d'ailleurs; on achète son automobile au printemps ou à l'automne; pour la lingerie, la saison de blanc des grands magasins est bien connue.

Facteurs atmosphériques et facteurs sociaux, telles sont les sources directes des mortes-saisons. Celles-ci portent préjudice à la fois à l'ouvrier et au patron : à l'ouvrier parce que, durant ces périodes, il est victime de chômage ou dans le meilleur cas d'une baisse de salaire, au patron parce qu'il voit croître dans des proportions énormes ses frais généraux : l'amortissement de son matériel et aussi son entretien doivent en effet se faire toute l'année, bon an mal an, que la machine tourne ou ne tourne pas. Peut-on se faire une idée de cette hausse du prix de revient ? La Commission Américaine du Charbon a donné en 1923 des chiffres édifiants sur le coût de la tonne de charbon : « Si l'on prend le mois de 25 jours de travail comme normale, quand la mine travaille 16 jours — soit 4 jours par semaine — le coût de la tonne augmente de 8 à 9 %; quand elle travaille 12 jours, le coût est de 21 à 25 % supérieur au coût normal (mois de 25 jours) et quand on ne

travaille que 8 jours par mois, le coût augmente de 48 %. » Inversement, la succession à la morte-saison d'une période de production intense présente des inconvénients certains : l'entrepreneur, submergé de commandes urgentes dont il ne pouvait prévoir ni l'ampleur, ni les modalités, cherche coûte que coûte des ouvriers et souvent doit se contenter d'une main-d'œuvre médiocre et non qualifiée, achetée au prix de très hauts salaires; les machines menées à un rythme excessif et mal entretenues s'usent très vite; de son côté, l'ouvrier connaît un surmenage certain, le travail de nuit lui est souvent imposé.

Pour lutter contre le chômage saisonnier, on envisage deux remèdes, l'un en surface et l'autre en profondeur. Le premier consiste à développer les bureaux de placement en leur adjoignant un service spécial complémentaire chargé de diriger les chômeurs vers d'autres entreprises dont la période de morte-saison ne coïncide pas avec la leur. Des progrès incontestables ont été accomplis dans ce sens en France et à l'étranger, mais n'ont pas donné tout ce que l'on espérait, semble-t-il. Le travail n'obéit pas facilement aux lois qui régissent les marchandises ordinaires, l'ouvrier ne se déplace que difficilement, surtout lorsqu'il s'agit de quitter l'endroit où il a ses habitudes, son domicile et ses affections, pour s'adapter à une industrie qui lui est totalement étrangère. Cette absence de dynamisme bien naturelle chez l'homme constitue une grosse difficulté pour l'application du système. Au contraire, le

deuxième remède connaît un succès plus grand; il vise à atteindre le chômage saisonnier dans ses racines mêmes, à s'attaquer directement à sa cause. Il rallie à la fois l'adhésion ouvrière et patronale et consiste simplement à régulariser la production, à faire en sorte que la machine tourne sans défaillance pendant toute l'année. Il convient de citer à cet égard l'exemple déjà ancien mais typique d'un manufacturier américain, M. Dennisson. Celui-ci fabriquait des articles de Noël dont la vente a un caractère saisonnier très marqué. Il commença par chercher des débouchés pour la fabrication d'autres articles où la morte-saison tombait en hiver. Puis il obtint de sa clientèle habituelle, moyennant des conditions plus avantageuses, que les commandes soient passées au moins un an à l'avance. Une politique à peu près semblable a été suivie dans tous les pays par les compagnies productrices de gaz; celui-ci d'abord employé exclusivement comme mode d'éclairage suscitait durant les beaux jours une morte-saison quasi-catastrophique. Les compagnies se sont alors ingénérées à développer la consommation du gaz pour les usages domestiques (chauffage et cuisson des aliments très appréciés l'été) et aussi pour les emplois industriels en pratiquant la baisse des prix et une publicité appropriée. Les résultats ne se sont pas fait attendre et actuellement entre l'hiver et l'été, les usines à gaz ne connaissent plus guère qu'une différence de production très peu sensible. On peut en dire autant d'une grande industrie

américaine (sa valeur, en y comprenant les travaux publics, atteignait 9 milliards de dollars en 1928), nous voulons parler de l'industrie du Bâtiment aux U. S. A., pays sujet pourtant à des variations considérables de température¹. Le problème à résoudre paraissait insurmontable : comment faire sécher le ciment pendant l'hiver, comment préserver de la gelée l'eau nécessaire à la construction, comment surtout combattre le préjugé populaire hostile à tout travail pendant la mauvaise saison ? Pour renverser ce dernier obstacle, les multiples associations et ententes patronales qui se partagent l'industrie américaine du Bâtiment s'adressèrent à la publicité : on s'ingénia par tous les moyens propres à influencer le public et à marteler sa mentalité routinière, à lui faire changer d'idée; puis on le sollicita par des réductions de prix très intéressantes. Quant aux difficultés d'ordre pratique, les progrès techniques s'en chargèrent : les chantiers de construction furent chauffés par des procédés spéciaux. Pour les préserver des intempéries on eut même recours à d'immenses toiles protectrices qui les enveloppaient complètement. L'adjonction de produits chimiques à l'eau destinée à faire le mortier écarta tout risque de gelée. Les résultats paraissent concluants là aussi et c'est à juste titre que l'on a pu dire qu'aux U. S. A. l'industrie du Bâtiment avait cessé d'être saisonnière.

(1) Lire le très intéressant article du Dr Bernhard, intitulé « Le travail d'hiver dans l'industrie du bâtiment comme remède au chômage saisonnier », dans la *Revue internationale du Travail*, août-septembre 1931.

Sans aller en Amérique on rencontre fréquemment d'autres cas aussi frappants que les précédents : tantôt c'est le fabricant de sucre qui, pour ne pas rester inactif durant la belle saison, s'adjoint ou une distillerie, ou une raffinerie, ou bien encore quelques terres où il cultive la betterave et l'avoine pour ses chevaux. Tantôt l'entrepreneur arrive à régulariser sa production sans avoir recours à la fabrication d'autres produits, en suivant en quelque sorte dans le monde la saison qui lui ouvre des débouchés. Le

Indice des travailleurs occupés chaque mois en 1925
dans l'industrie des tapis et couvertures de laine
d'après l'importance des établissements (USA) (1)

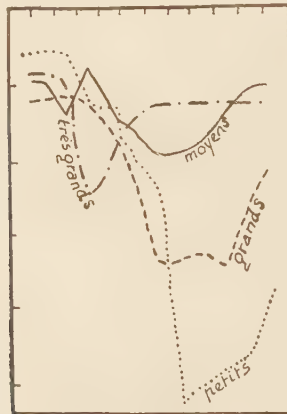


FIG. 1.

climat varie en effet avec les régions, l'hiver existe toujours à un moment donné sur notre globe terrestre; tout l'art consiste à avoir des débouchés à des

(1) Recent Economics Changes, p. 200.

latitudes variées en offrant les marchandises à un prix peu élevé. On remarque aussi que plus une entreprise est importante, moins elle connaît un chômage saisonnier, car l'intérêt du patron s'oppose à l'arrêt complet de machines qui ont coûté très cher; il s'arrange alors avec sa clientèle en lui offrant des conditions ou des garanties plus intéressantes que pendant la période de pleine activité.

Bas prix de vente, extension de la production, variété des produits, progrès techniques, intégration horizontale et verticale, concentration et action des

Graphique de la production et des ventes
à la Hill Brothers Company avant et après
les perfectionnements techniques (1)

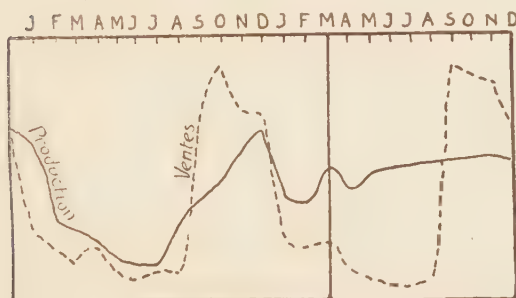


FIG. 2.

associations et cartels, tels nous paraissent donc, dictés par ces exemples, les meilleurs remèdes au chômage saisonnier. Nous allons en oublier un et

(1) D'après FELDMAN « The regularization of employment ».

d'importance : la normalisation. Pratiquée sur une large échelle aux U. S. A. elle apporte elle aussi sa quote-part à la question de la saisonnalité. Dans ce pays où les lits, matelas et sommiers de qualité courante ont été ramenés de 78 types à 4, les couvertures de 78 à 12, les bouteilles à lait de 49 à 9 et la vaisselle d'hôtel de 700 à 160, une conclusion péremptoire se dégage et s'impose : c'est que, plus un produit est normalisé, plus on peut le fabriquer à l'avance sans craindre la mévente, plus on peut par conséquent régulariser sa production pendant l'année entière. La normalisation c'est la guerre à mort contre la mode, facteur éminemment changeant et irrationnel par excellence. Avec la normalisation, le cercle des remèdes de fond au chômage saisonnier se ferme; nul besoin de mettre un nom dans sa conférence : tout le monde devine la *Rationalisation*. Abaisser le plus possible les prix de revient et par suite les prix de vente, afin de produire plus, tel est son but; ses moyens principaux : l'extension du machinisme et de la technique, l'adoption de normes, la concentration, l'intégration et la cartellisation des entreprises. Chacun des exemples pris dans des domaines variés contenait au moins un élément de rationalisation qui tendait à la suppression du chômage saisonnier. Les graphiques ci-dessus illustrent cette conclusion sans qu'il soit besoin de commentaire. Insistons pourtant sur ce fait que la rationalisation n'est jamais qu'une tendance, que son cercle toujours provisoire s'agrandit chaque jour devant un

contenu sans cesse plus grand, car le progrès ne s'arrête jamais. Elle se révèle donc source d'élimination progressive du chômage saisonnier.

SECTION II.

RATIONALISATION ET CHÔMAGE CYCLIQUE.

Il peut paraître étrange d'étudier l'influence de la rationalisation sur cette variété de chômage : n'est-elle pas avant tout, comme son nom l'indique, une des conséquences les plus regrettables des crises économiques ? Alors pourquoi mettre le progrès technique en cause là où il n'a rien à faire ? La source du chômage cyclique, c'est la crise, et la crise elle-même résulte d'un enchevêtrement de phénomènes et d'un mécanisme sur lesquels, à la vérité, tous les économistes ne réussissent pas à se mettre d'accord. Mais, encore une fois, pourquoi faire intervenir la rationalisation dans ce domaine ; elle paraît étrangère à la question, elle y détonne même, oserions-nous dire...

§ 1^{er}.

En réalité, il semble bien que la rationalisation agisse sur la conjoncture ; par là, elle se révélerait cause indirecte, mais certaine de chômage cyclique. Le tout est de préciser cette action qui apparaît assez difficile à saisir ; sous quelle modalité se pré-

sente-t-elle ? Tantôt on a vu dans la rationalisation une cause *principale* des crises économiques, en ce sens qu'elle fixe le rythme bien connu de la marche des affaires en déclanchant alternativement une période de prospérité et une période de dépression. Tantôt l'action de la rationalisation paraît simplement *secondaire*, moins décisive : elle influe sur la périodicité du cycle en en modifiant seulement la longueur d'onde, c'est-à-dire en précipitant ou retardant la crise, mais sans être cause initiale du mouvement. Facteur impulsif ou facteur occasionnel, tel est le dilemme. Karl Marx se range à la première hypothèse. Dans le livre II du *Capital*, il semble en effet donner aux renouvellements assez fréquents de l'outillage dans les industries, une très grande place parmi les facteurs qui agissent sur le rythme cyclique. Il voit une relation certaine de cause à effet entre renouvellement du capital fixe et marche des affaires : « Ce cycle de périodes successives et solidaires d'une durée de plusieurs années, pendant lesquelles le capital est captif de son élément fixe, fournit une base matérielle des crises économiques. Par suite de ces cycles de plusieurs années où des modifications concomitantes de l'élément fixe du capital absorbent l'attention des capitalistes, nous sommes en présence *d'une base matérielle des crises périodiques et d'une succession de périodes de dépression, de moyenne activité, de production fiévreuse, de crise* ¹. »

(1) *Le Capital*, traduction de Lescure; voir LESCURE, « Crises générales et périodiques de surproduction », page 429.

Malheureusement, la pensée du grand économiste allemand paraît assez obscure : il ne dit pas pourquoi les renouvellements d'outillage affectent eux aussi l'allure d'un cycle. On peut tout aussi bien supposer qu'ils sont l'effet et non pas la cause des périodes d'essor et de dépression. Ceci même paraît beaucoup plus vraisemblable : l'industriel change ou améliore son matériel, parce qu'il escompte une prochaine hausse de la conjoncture, ou bien parce que la période de morne activité où il se trouve lui impose une baisse du prix de revient grâce à un meilleur rendement de la main-d'œuvre et des machines, et aussi par l'adoption de nouvelles méthodes de production.

D'autres auteurs se sont ingéniés à voir dans la rationalisation, non pas un facteur substantiel du cycle économique, mais seulement un élément, parmi tant d'autres, qui contribue à modifier simplement sa longueur d'onde. Certains soutiennent que les progrès de la technique précipitent la crise, d'autres, au contraire, qu'ils en retardent l'éclatement. Parmi les premiers et en tête de liste, il faut citer Sismondi. Ce grand adversaire du libéralisme économique dénonçait un demi-siècle avant *Le Capital* les méfaits du machinisme et faisait le procès du régime qu'il engendrait : une production de plus en plus déchaînée, à laquelle correspondait une sous-consommation croissante à la fois ouvrière et capitaliste; il en concluait à l'existence de crises périodiques de plus en plus fréquentes et de plus en plus graves. Notre

intention n'est pas de réfuter complètement une théorie que l'on retrouve à peine modifiée chez certains économistes modernes où elle constitue le pilier central de leurs diatribes contre la rationalisation, source de chômage technologique. Nous rencontrerons cette question dans un autre chapitre. Il suffit de dire ici que pour Sismondi la crise repose sur deux phénomènes : d'abord la sous-consommation et ensuite la surproduction due aux machines; seul ce deuxième facteur nous retiendra. Il consiste à soutenir que la technique engendre inévitablement ou bien une surproduction dans toutes les branches de l'activité économique, ou bien dans quelques-unes seulement. Ceci prête à contestation. La loi des débouchés de J. B. Say suffit amplement à détruire pareille argumentation : il ne peut y avoir surproduction générale, car les produits s'échangent contre les produits, et le meilleur remède à une surproduction partielle, c'est l'augmentation corrélative de la production dans les autres branches d'industrie, donc en dernière analyse un développement plus grand du machinisme. Au surplus, l'existence de crises de plus en plus fréquentes n'a nullement été corroborée par les faits : depuis les premières années du XIX^e siècle, elles se déroulent suivant un rythme régulier et se répètent tous les huit ou dix ans.

Une théorie assez récente prétend au contraire que la rationalisation retarde le déclenchement de la crise, et par suite l'aggrave considérablement, en prolongeant la période d'essor et aussi la période

d'activité intense. Nous la trouvons notamment exprimée dans un article de la Revue d'Economie politique¹ : « Ainsi, l'adoption massive des méthodes rationalisatrices peut être une source d'aggravation des crises cycliques *et partant du chômage cyclique*. Ces méthodes ne tendent-elles pas souvent vers l'allongement du processus de la production, par suite de la concentration de capitaux importants mis au service d'une technique plus savante ? Or, une des théories dominantes explicatives des crises attribue précisément à l'allongement du processus productif un rôle de premier plan dans la genèse des déséquilibres cycliques, et il est permis d'en inférer que la diffusion des procédés rationalisateurs contribue à aggraver le chômage cyclique. »

Cette théorie ne traite que l'un des aspects du problème. Il faut en effet étudier d'une part l'influence *de l'adoption* des méthodes nouvelles dans une entreprise routinière sur la longueur du processus de production, et d'autre part l'effet de ces progrès techniques *une fois réalisés* sur ce même processus. Incontestablement dans le premier cas — et à condition d'admettre que la rationalisation s'effectue toujours en période d'essor, ce qui est très discutable comme nous le verrons bientôt — la réunion et l'investissement de gros capitaux, le renouvellement de l'outillage, l'étude de normes judicieuses, la construction de nouveaux bâtiments et le nouvel appren-

(1) *Revue d'Economie politique*, janvier-février 1932, « Le chômage technologique ».

tissage de la main-d'œuvre aboutissent très tardivement à la création de produits réclamés depuis longtemps déjà par une demande intense. Mais une fois l'entreprise rationalisée, une fois la machine mise en route avec ses rouages bien huilés, bien graissés, le procès de production comparé à celui de l'ancienne usine va diminuer considérablement en dépit d'une division du travail poussée à l'extrême. Produire vite et bien, telle est la devise du progrès technique. Chez Ford, par exemple, entreprise rationalisée s'il en est une, la transformation du minerai de fer (depuis le moment où on l'extrait de la mine) en une automobile prête à rouler n'est pas une question de mois, ni même de jours, mais une question *d'heures*.

Cette théorie suppose en outre le mécanisme cyclique parfaitement et définitivement expliqué par la longueur du processus productif en régime capitaliste. Or, rien n'est moins certain. Ce système nous paraît beaucoup trop simple et par suite insuffisant : il ne fait aucun cas du profit, du prix de vente, du salaire, de l'intérêt et du prix de revient en général, ou plutôt il ne voit dans les variations de ces facteurs que les effets d'une même cause, à savoir, la lenteur du processus de production. Or, on peut se demander, à juste raison d'ailleurs, si certains de ces éléments, le profit par exemple, ne jouent pas un rôle capital dans l'explication du rythme cyclique ¹.

(1) LESCURE, « Crises générales et périodiques de surproduction ».

§ 2°.

A la vérité et toute réflexion faite, il semble bien que la rationalisation ait un rôle à jouer dans le cycle des affaires. Elle ne lui donne pas son impulsion, elle ne précipite pas non plus ses alternatives, elle l'**assouplit** tout simplement grâce à l'existence d'ententes industrielles, trust et cartels.

Pour l'entrepreneur, la présence de *hauts* et de *bas* dans la conjoncture économique se révèle particulièrement néfaste : impossibilité de rien prévoir avec certitude, et par suite production au jour le jour, marche irrégulière des machines et chômage périodique. La rationalisation tend à stabiliser la production et à faire tourner régulièrement l'usine pendant l'année, nous l'avons vu. Il était à prévoir que du cycle des saisons, elle s'attaquerait au cycle des affaires, car il contient en lui-même quelque chose d'irrationnel. Pourquoi ces périodes d'activité intense et à côté des périodes de dépression où la vie économique est comme paralysée ? Pourquoi ne pas essayer là aussi d'introduire la régularité dans la conjoncture en supprimant les hauts et les bas ? La ligne droite, voilà l'idéal éminemment rationnel vers lequel on doit tendre le plus possible ! Voilà le problème ! Comment le résoudre ? Il s'annonce à la vérité sous une autre forme : la conjoncture reflète la courbe des prix, comment maintenir constant le niveau des prix ? Tout est là : si ceux-ci demeuraient invariables ou à peu près, la certitude naîtrait

chez les producteurs, on découvrirait l'avenir d'une bonne partie du voile qui le cache et le chômage cyclique disparaîtrait par voie de conséquence. Deux façons d'agir sur les prix : ou bien l'on met en application la théorie quantitative de la monnaie en faisant varier les moyens de paiement, ou bien l'on a recours au monopole de l'offre ou de la demande. Deux théories, deux politiques : l'une désuète et classique, mais de réalisation courante; l'autre neuve, jeune et hardie, bien faite pour séduire un peuple prompt à s'enflammer lorsqu'on lui parle d'expérimenter quelque chose. Il ne nous appartient pas de discuter ici dans ses détails la politique d'*Open Market* des Federal Reserve Banks; inaugurée en 1923, elle était basée sur l'application concrète de la fameuse équation des échanges d'Irving Fisher et avait la prétention d'assurer aux U. S. A. une prospérité indéfinie. Son échec a été lamentable, car elle faisait totalement abstraction de l'antique loi de l'offre et de la demande; celle-ci a pris une revanche éclatante et balayé le système pour si ingénieux qu'il soit.

Seule, la mainmise sur les offres ou sur les demandes d'une marchandise peut assurer la rigidité de son prix. Le problème certes paraît complexe. Il ne suffit plus de manipuler un facteur unique : la quantité de monnaie en circulation, mais d'assurer de nombreux monopoles effectifs, monopoles qui porteront pratiquement sur l'offre des denrées. Créés pour juguler une concurrence fratricide entre

industriels, génératrice de troubles économiques, de ruines, de surproduction et pour tout dire d'une marche irrégulière des affaires, les cartels se sont mis à la tâche avec ardeur. A condition d'occuper sur le marché la plus grande place leur action est certaine : libre à eux de fixer à la marchandise tel ou tel prix puisque par hypothèse on a besoin de tous les produits, y compris ceux du monopoleur et que ces derniers vont faire la loi vu leur nombre. Dans certains pays, les ententes industrielles se sont multipliées, tels les U. S. A., mais nulle part la cartellisation n'atteint un point aussi élevé que de l'autre côté du Rhin. A vrai dire, l'Allemagne a toujours connu de nombreux cartels : issus de la profonde dépression de 1873, ils se sont implantés dans ce pays bien plus que partout ailleurs; durant la guerre mondiale, leur existence n'a pas peu contribué à faciliter la tâche du gouvernement dans la mobilisation industrielle du pays. Mais à partir de 1924, ils connaissent une nouvelle floraison; à cette époque l'économie allemande sort du chaos où elle était plongée depuis la débâcle du mark et éprouve le besoin de regrouper ses forces suivant un plan rationnel. Ce n'est pas que l'outillage lui manque, mais les achats désordonnés de « Sachwerte » dus à la chute verticale du mark, l'existence de concern énormes et d'entreprises gigantesques grossies en « atmosphère de serre chaude » imposent une refonte générale. D'ailleurs, l'industrie se tire à bon compte de la période d'inflation : en même temps

que le mark s'annihilait, elle avait vu fondre ses dettes et grossir ses possibilités d'exportation, le Reich lui payait de larges indemnités en compensation de la perte d'usines situées en territoire désannexé, l'argent étranger allait accourir à doses massives grâce au plan Dawes et au rétablissement de la stabilité monétaire et aussi sous le stimulant d'un taux d'intérêt élevé; enfin les salaires restaient très bas. Tout se prête merveilleusement pour la colossale réforme, **für die Rationalisierung**, qui doit remanier l'économie entière à la fois en profondeur et en surface. En surface surtout : à partir de 1924 « les Konzerns monstrueux de l'inflation sont désagregés et leurs débris sont plus rationnellement ressoudés, réunis ou fusionnés à d'autres parties dans les multiples moules juridiques si souples qu'offre la législation commerciale allemande¹ » et les cartels se multiplient. Le mouvement se poursuit pendant les années suivantes; la crise de 1929 ne l'arrête pas : de nouvelles entreprises se groupent sans cesse en unions d'intérêts convergents pour offrir plus de résistance à la formidable secousse qui ébranle le monde entier. C'est le cas notamment dans les industries du jute et de la margarine. Le gouvernement lui-même favorise la naissance des *Verbände*, par exemple en 1931 en fixant un contingentement forcé du sucre; bien plus, il l'impose parfois, exemple encore la même année pour l'industrie de l'amidon de pommes de terre où vente et production sont

(1) FOURGEAUD, « Rationalisation », page 17.

réglementées. Actuellement, on évalue à 3.000 environ le nombre des cartels qui recouvrent l'Allemagne comme un filet aux mailles très serrées et harmonieusement disposées. Ce pays est un véritable champ d'expérience pour les cartels, c'est là mieux que partout ailleurs que nous pouvons étudier comment ils ont joué avec leur monopole pour maintenir constant le niveau des prix.

Depuis leur création et encore maintenant ¹ la politique des cartels allemands — et plus généralement de tous les cartels ou trusts — a été la suivante : en période de prospérité *contrarier le mouvement de hausse des prix*, pendant la dépression, *contrarier le mouvement de baisse*. Autrement dit freiner la hausse et freiner la baisse suivant la période où l'on se trouve, afin d'instituer entre les prix un minimum d'écart pendant toute la durée du cycle.

A priori cette manière de voir semble excellente et en tout point rationnelle : des prix quasi invariables, voilà ce qu'il faut aux entrepreneurs, ainsi ils feront marcher leurs usines avec certitude et sans à-coups. Mais lorsqu'on examine les choses plus profondément, on s'aperçoit qu'une telle politique présente de graves inconvénients. Tout d'abord, elle vise à prolonger artificiellement le cycle puisqu'elle consiste à agir sur les périodes d'essor et de dépression comme sur des élastiques en les étendant le plus possible.

(1) Voir par exemple, *Revue économique internationale* de janvier 1932, article du D^r Liefmann.

On ne joue pas impunément avec le rythme des affaires : il obéit à des causes qui, pour ne pas être extra-terrestres comme on l'a soutenu, échappent pourtant à la volonté humaine même lorsqu'elle s'exprime par la voix de groupements puissants. Toute tentative d'économie dirigée est condamnée à brève échéance à un échec certain si elle s'attaque aux lois mêmes sur lesquelles repose la conjoncture. On peut assouplir, on ne peut pas diriger.

Prolonger la période de prospérité est une bonne chose, il est vrai. Grâce à des prix constants ou à peu près, la fièvre spéculative à l'origine de bien des crises ne monte pas facilement ou en tout cas reste dans des limites raisonnables; les salaires, l'intérêt, le loyer n'augmentent que lentement et le profit — ce nerf moteur de l'activité économique — a le temps de s'adapter sans secousse à la compression qui le tue dans cette tenaille à deux branches que constituent un prix de vente invariable et un prix de revient sans cesse croissant. On pourrait croire que les mêmes avantages mais inversés se retrouvent en période de basse conjoncture lorsque l'on freine la baisse des prix : activité boursière en diminution, mais sans krachs, peu de faillites, chômage graduel, baisse très lente du prix de revient. *Mais en réalité seule une baisse profonde et rapide des prix s'impose lorsque la crise éclate*, et la politique suivie par les cartels durant la dépression cyclique se révèle désastreuse. Le professeur Lescure, dans son ouvrage sur les crises, en fournit une démonstration éclatante.

tante. En maintenant artificiellement des prix élevés on décourage la consommation, on prolonge et aggrave la crise, on donne des armes au fléau du chômage. N'oublions pas que sur la scène de l'économie du monde, le principal personnage c'est le consommateur. Atteint par la crise dans ses ressources, comment le pousser à la consommation si on lui offre des prix exorbitants ? Ses revenus ont diminué, il faut aussi diminuer les prix dans une proportion non seulement corrélative, mais par une chute verticale si importante que bon gré mal gré il se décide à acheter croyant faire la bonne affaire. Mais en réalité, ce sera le cartel qui aura remporté la victoire : plus vite la consommation sera ranimée, plus vite la prospérité renaîtra dans les entreprises et la crise n'aura été qu'un éclair dans cette prospérité.

Sans doute une telle baisse des prix engendrera des sacrifices : des industriels feront faillite, des banques sauteront, le chômage atteindra un étiage élevé. Qu'importe si le cataclysme est de courte durée et si le soleil radieux succède pour longtemps au brutal orage. Préfère-t-on une période de dépression qui dure des années, des entreprises qui disparaissent une à une, une armée de chômeurs qui ruinent un pays, un outillage coûteux qu'on ne peut pas amortir ? Est-on si sûr que cela d'éviter les krachs, les banqueroutes, la thésaurisation, la fuite devant la monnaie nationale en appliquant un remède banal dans sa simplicité : la hausse des prix, hausse *réelle* puisque le pouvoir d'achat des masses aura considé-

ramblement fléchi ? Ne va-t-on pas plutôt faire naître dans le pays un mal terrible parce que le temps lui aura permis de prendre racine et qui s'appelle le manque de confiance à l'état chronique ?

D'ailleurs si l'effondrement rapide des prix jette un trouble incontestable dans l'économie pendant quelques mois, la violence du remède se révélera salutaire et bienfaisante pour elle : au moment de la reprise, toutes les entreprises malsaines ou mal gérées auront disparu.

Au surplus, quand on y réfléchit bien, une politique de baisse rapide et profonde du niveau des prix s'impose logiquement aux cartels dès l'explosion de la crise. En effet, ayant allongé la période de prospérité par ce freinage certain qu'est la modération voulue et effective des prix ils doivent *obligatoirement* diminuer la période de dépression ou bien ils courent à un déséquilibre cyclique. On peut tirer sur un élastique, on ne peut pas tirer sur les deux ; encore une fois on peut assouplir le cycle, mais on ne peut jouer avec et le prolonger au mépris des lois qui le régissent.

Le respect de l'équilibre cyclique d'une part, l'intérêt des cartels et trusts d'autre part leur font donc un devoir de *contrarier la hausse* lorsque les affaires marchent et de *précipiter la baisse* dès l'arrivée de la crise : plus cette baisse sera sensible, plus vite se terminera le marasme économique. Ils n'ont malheureusement presque jamais compris ce dernier point.

1900, 1907, 1913, 1929... 4 années inaugurales de dépressions pour l'Allemagne depuis la naissance du XX^e siècle; nous ne comptons pas pour ce pays la crise de 1920, car c'est à peine si elle l'effleure, sans grand dommage d'ailleurs. A chaque secousse cyclique, les ententes opposent une rigidité des prix caractéristique, tels les cartels du coke et de la houille en 1900; bien plus, ce dernier, lors de la crise de 1907 ne se contente pas de résister à la baisse, mais il hausse ses prix, si bien que l'Etat prussien abandonne un pareil fournisseur et s'adresse aux charbonnages de la Ruhr. Le même cartel s'obstine dans sa politique avec la dépression de 1913 et maintient ses prix inchangés durant toute cette année. Autre cas typique : après la crise de 1907, le prix de la fonte s'effondre jusqu'en 1909 ce qui n'empêche pas le cartel de l'acier de tenir en 1909 ses prix de 1908. On aurait pu croire que la rationalisation allemande, en même temps qu'elle augmentait le nombre des ententes industrielles, changeait aussi leur mentalité. Il n'en a malheureusement rien été comme on va le voir. Il suffit de comparer les prix des moyens de production (relevant surtout des cartels) avec les prix des biens de consommation (qui échappent à peu près à leur influence) pour se faire une opinion ¹.

(1) *Revue d'économie politique*, 1931, page 1250.

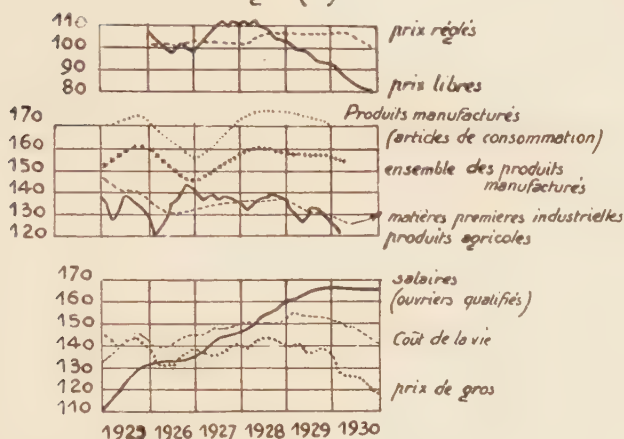
1913 = 100

	MOYENS DE PRODUCTION		BIENS DE CONSOMMATION	
	Matières premières	Produits	Matières premières	Produits
1930				
Janvier ..	136,7	139,5	129,2	168,4
Avril	134,9	138,8	122,5	161,3
Juillet ...	130,8	138	114,1	158,2
Octobre ..	128,6	137	100,8	151,6
1931				
Janvier ..	123,3	134,2	93,1	147,1
Mai	119,3	131,2	90,0	141,7

Entre janvier 1930 et mai 1931, la baisse des prix des biens de consommation a été de 45 % pour les matières premières, de 18,6 % pour les produits finis; en ce qui concerne les moyens de production elle est beaucoup plus faible : 14 % (matières premières) et 6 % (produit finis).

Durant l'année 1928, les prix des matières premières industrielles et aussi ceux des marchandises non cartellisées commencent à fléchir sensiblement. Réaction immédiate des cartels : l'indice général des prix de monopole monte d'environ 7 %. « En 1928, écrit M. Max Hermant, les indices des produits agricoles, des matières premières et des produits demi-finis ou destinés à l'industrie étaient tous compris entre 134 et 137 (1913=100) : celui des produits fabriqués destinés directement à la consommation était 174. Ainsi l'organisation rationnelle de l'industrie avait-elle pour résultat, non point de mettre les produits fabriqués à la portée d'un plus grand nombre

Indices des prix et salaires en Allemagne (1)



Pour les deux courbes supérieures 1926 = 100

Pour les autres courbes 1913 = 100

FIG. 3.

de consommateurs, mais au contraire de rendre ces produits plus chers » ². Par conséquent, en pleine période de prospérité, les cartels haussent leurs prix; ils font donc une entorse à leur politique officielle qui est de freiner la hausse en haute conjoncture et qui donne d'excellents résultats. Ils vont à l'encontre de leurs intérêts : ils précipitent la crise en creusant plus profondément le fossé qui sépare production et consommation, et une fois la crise déclenchée ils prolongent la dépression en maintenant des prix inaccessibles. Cette façon d'agir est déplo-

(1) D'après Max HERMANT dans « Paradoxes économiques de l'Allemagne Moderne ».

(2) *Paradoxes économiques de l'Allemagne moderne*, p. 162.

nable... Les prix de monopole se maintiennent à leur niveau élevé pendant toute l'année 1929 et jusqu'à la seconde moitié de 1930, époque à laquelle intervient un décret-loi (26 juillet) contre les cartels qui, d'après l'exposé des motifs, ont créés « *une situation impossible à justifier, dangereuse pour la sécurité publique* ».

Les prix du lait, de la viande, du pain, des pommes de terre, du charbon, de la fonte sont abaissés dans des proportions variables. Le gouvernement ne s'entient pas là et continue son offensive pendant l'année 1931 : ordonnance de janvier prescrivant une baisse de 10 % sur certaines marchandises, et surtout décret du 8 décembre 1931 « pour la consolidation de l'économie et des finances et pour la protection de la paix intérieure » qui a pour but d'adapter le pays à sa capacité réduite et à la situation économique mondiale; à cet effet les prix de tous les produits, les loyers, tarifs ferroviaires, intérêts, traitements et salaires sont abaissés d'environ 10 %.

Bien loin d'abandonner leur politique traditionnelle, on peut dire que les cartels allemands l'ont aggravée. Elle n'a pu être brisée qu'à coups de décrets sous la pression de l'opinion publique et d'économistes éminents¹. Les cartels ont plaidé non coupables : ils se sont défendus de vouloir autre chose qu'une conjoncture régulière sans saillants ni rentrants trop brutaux. Le niveau élevé des prix car-

(1) *Revue d'économie politique*, 1931, page 276, article du professeur Lederer.

tellaires en 1928, 1929, 1930 et 1931, s'explique, selon eux, par les salaires dont ils n'étaient pas maîtres d'adapter les fluctuations à celles du coût de la vie à cause de l'intransigeance syndicale et de l'arbitrage obligatoire. D'ailleurs, les cartels ont trouvé des défenseurs : le professeur Liefmann accuse les intermédiaires et commerçants de freiner la baisse même lorsque la matière première coûte de moins en moins cher; il fait remarquer aussi qu'en abaissant les prix de monopole, le problème de la baisse générale des prix ne serait pas résolu, car d'après une estimation de l'Institut für Konjunkturforschung, la vente annuelle d'objets de consommation en Allemagne atteint 35 à 36 milliards de marks dont 17 à 18 % seulement correspondraient à des prix cartellaires¹.

Ces arguments portent à faux : une baisse des prix des moyens de production aurait une répercussion certaine sur les produits finis et contribuerait à la baisse du niveau général des prix; de son côté, la hausse réelle des salaires depuis 1928 n'est guère à incriminer, car elle s'avère tout simplement la contre-partie des salaires de famine que touchaient les ouvriers allemands de 1920 à 1926. En réalité, et tout bien pesé, les cartels nous apparaissent l'un des facteurs les plus importants qui ont plongé l'économie allemande dans le marasme actuel et des millions d'individus dans un chômage dont on n'entrevoit pas la fin. La rationalisation aurait-elle donc

(1) *Revue économique internationale*, janvier 1932.

engendré véritablement le chômage ? L'erreur ne repose pas tant sur la rationalisation en elle-même ni par conséquent sur les ententes industrielles. Nous croyons avoir suffisamment démontré plus haut leur utilité, leur nécessité oserions-nous dire; sans elles, l'édifice construit avec des pierres de choix aurait été inachevé, la colossale machine n'aurait tourné que lentement, en grinçant. En un sens, on a pu soutenir que la rationalisation allemande avait été irrationnelle; on veut dire par là, sans aucun doute, que le gigantesque outillage constituait un ensemble parfait aux rouages soigneusement adaptés et lubrifiés, et d'autre part, que les cartels et les trusts harmonieusement disposés et très puissants étaient à hauteur de la tâche qu'on attendait d'eux. Seulement, parmi les multiples voies qui s'ouvraient à leur choix, la fatalité a voulu qu'ils s'aiguillent sur une mauvaise route; leur politique a flanché on ne sait pourquoi, tant et si bien qu'il y a eu rupture de vues entre gouvernement et magnats de l'industrie.

De tous ces faits se dégage une conclusion : en période de basse conjoncture, les cartels doivent baisser sensiblement leurs prix afin de mettre rapidement un terme à la crise. On nous reprochera peut-être de baser cette affirmation sur un raisonnement négatif et particulier, sur la faillite de la politique cartellaire en Allemagne. A ceci, nous répondrons d'abord en disant que dans les autres pays, les ententes se sont comportées de même façon ou à peu près; c'est ainsi qu'aux U. S. A., les prix des

produits fabriqués ont été gardés inchangés le plus possible après chaque secousse cyclique, et notamment après le krach de 1929, sous prétexte de maintenir coûte que coûte le dogme sacro-saint des hauts salaires, alors que les prix des denrées agricoles s'effondraient. Nous fournirons ensuite deux exemples positifs cités par M. Lescure : la politique de baisse des prix suivie aux U. S. A. par Ford et par le trust de l'acier. En ce qui concerne ce dernier « en 1903-1904 sa politique des prix lui ramène rapidement les acheteurs. En 1907-09 sa résistance les tient momentanément éloignés. Mais aussitôt après la baisse les commandes augmentent. De même après la crise de 1920. Le trust de l'acier assez rapidement a consenti de notables abaissements de prix. Ses carnets de commandes dégarnis à dater de la fin 1920 recommencent à se garnir dès le début de 1922 » ¹. Même réaction, même résultat chez Ford : pendant le premier semestre 1930, ses ventes de voitures augmentent par rapport à 1929 grâce à une réduction massive des prix ; dans l'ensemble la diminution des ventes d'automobiles aux U. S. A. en 1930 est de 50 % par rapport à l'année précédente, elle n'est que de 10 % chez Ford.

Le problème de l'influence de la rationalisation sur le chômage cyclique est donc traité ; le progrès technique et les nouvelles méthodes de production atténuent ce fléau à condition toutefois que les cartels, fruits de la rationalisation, suivent une politique

(1) LESCURE, *op. cit.*

rationnelle et ne voguent pas à l'aventure sous prétexte d'expérimenter les résultats d'une économie plus ou moins dirigée.

§ 3°.

Il nous reste pour être complet à étudier l'influence réciproque du chômage sur la rationalisation; autrement dit quelle est la part du facteur cyclique dans la rationalisation, à quel moment précis de la conjoncture s'effectue-t-elle ?

A la vérité, la réponse varie suivant que l'on adopte comme théorie explicative du rythme des affaires celle de la longueur du processus de production ou bien celle des variations du profit. Avec la première on conclut logiquement à une rationalisation en période de prospérité, et d'autant plus intense que l'activité économique est plus grande. Avec la seconde on aboutit à une conclusion diamétralement opposée : la rationalisation s'effectue en période de dépression, car c'est à ce moment plus qu'à tout autre que l'industriel regroupe les forces dont il dispose afin d'éliminer le gaspillage et accroître le rendement. On veut faire réapparaître le profit; le seul moyen c'est d'abaisser le coût de production puisqu'on ne peut toucher au prix de vente effondré. Cette dernière théorie nous semble la vraie et les faits la confirment en tout point : les concentrations, fusions, intégrations naissent le plus souvent en période de dépression. La rationalisation américaine a eu comme point de départ initial la crise de 1920

qui a cruellement ébranlé le pays. On ne peut nous opposer raisonnablement l'exemple allemand où trop de phénomènes sont intervenus pour que l'on puisse le juger impartialement; notons toutefois que les premiers éléments du processus de rationalisation se manifestent en 1924, c'est-à-dire en pleine crise de déflation. On peut souligner encore la continuelle création de cartels en Allemagne depuis 1929; et aussi mettre en relief un petit fait qui a sa valeur. Nous voulons parler de l'accroissement très sensible du rendement de la main-d'œuvre dans les charbonnages de la Ruhr durant l'année 1930 : du coefficient 138 en janvier il passe à 150 en décembre ¹. Au surplus, l'autorité d'une personnalité bien connue du B. I. T. renforce encore notre démonstration; M. Henri Fuss met en effet en avant trois éléments décisifs, facteurs de rationalisation en période de dépression plus qu'en toute autre : des profits peu élevés, une production faible, des capitaux bon marché ².

(1) Voir page 76, le graphique; voir aussi l'asnexe D.

(2) *Revue internationale du Travail*, juin 1928, « Rationalisation et Chômage », par H. Fuss.

CHAPITRE II.

Rationalisation et Chômage technologique d'après les faits.

SECTION I : Progrès du rendement aux U. S. A. et en Allemagne.

SECTION II : Chômage et rendement : Situation aux U. S. A., en Allemagne, en Tchécoslovaquie, en Angleterre.

SECTION III : Sort de la main-d'œuvre congédiée, 1) La rationalisation n'amènerait qu'un déplacement de la main-d'œuvre; les statistiques américaines. — 2) Vitesse de résorption de la main-d'œuvre congédiée. — 3) L'étude objective des faits n'aboutit qu'à des résultats stériles.

Le problème de l'influence de la rationalisation sur le chômage technologique constitue la partie essentielle de notre sujet; aussi à partir de maintenant y consacrerons-nous tous nos développements. A vrai dire, la juxtaposition de ces deux termes **Rationalisation et Chômage** fait à elle seule immédiatement et exclusivement songer à l'aspect technologique du chômage. Elle évoque un avènement : celui de la machine-reine; elle évoque encore le recul du Travail devant la part grandissante du Capital. Enfin et surtout, elle évoque l'existence d'une masse sans cesse croissante d'individus chassés des usines par une technique qui marche à pas de géant. La machine est-elle pour ou contre le Travail ? Entraîne-t-elle une diminution certaine et définitive de la main-d'œuvre employée ? Question tout à la fois ancienne et récente, encore irrésolue. Ancienne parce

qu'elle a suscité des controverses célèbres entre économistes classiques et dissidents et aussi des mouvements bien nets d'hostilité ouvrière contre certaines manifestations du progrès. De nos jours, son importance paraît beaucoup plus grande encore, car le machinisme a pris une extension considérable en étendue et en profondeur : d'une part, ses applications se sont multipliées et se rencontrent dans le monde entier, d'autre part il a troqué son nom contre celui de rationalisation plus scientifique et plus large.

Dans ce chapitre, fidèle à la méthode inductive que nous avons adoptée, nous nous bornons à étudier **objectivement** les faits sans commentaire d'aucune sorte. Nous ne jugeons pas, nous citons simplement des réalités. Nous présentons le terrain à bâtir d'après les données les plus récentes. Tout au plus nous sommes-nous attachés à faire défiler les phénomènes en les groupant, par esprit de clarté, mais en respectant leur caractère spécifique et souvent contradictoire.

SECTION I.

LES PROGRÈS DU RENDEMENT.

Ce n'est un secret pour personne que durant ces quinze ou vingt dernières années, les progrès de la technique ont fait un bond formidable en avant. La cause en est bien connue : révélée par la plupart des économistes elle s'appelle la Grande Guerre. A un moment où les pays belligérants s'acharnaient

à produire beaucoup et vite, où les hommes manquaient, où il fallait se contenter de matières premières rares, la vieille formule, « Nécessité fait loi », s'imposait avec la rigidité d'un dogme. On s'est tourné vers la Science pour lui demander de pallier aux difficultés de l'heure; et tout de suite elle a indiqué les procédés de fabrication les plus rationnels et comment on devait pourchasser le gaspillage dans les moindres recoins. Sous ses directives on a installé des machines automatiques, un outillage perfectionné, on a généralisé l'emploi du **conveyor** et on a normalisé. D'ailleurs le temps de guerre apparaissait comme éminemment favorable aux expérimentations les plus variées. Le champ de bataille et l'usine travaillant pour la défense nationale se présentaient aux savants comme des laboratoires miraculeux d'où ils réussirent à tirer des merveilles. Les forces de la nature furent domptées plus que jamais, la production s'accrut considérablement en dépit d'une main-d'œuvre déficitaire et les **Ersatze** se révélèrent à la réalité dignes et même au delà des résultats qu'on attendait d'eux. De leur côté, les puissances neutres ne restèrent pas inactives; principales bénéficiaires des hostilités, elles développèrent leur outillage industriel, intensifièrent leurs cultures et portèrent leurs exportations à des chiffres jamais entrevus jusque là.

La guerre finie, les moyens de production s'orientent brusquement dans une voie plus pacifique, vers la reconstitution des stocks et la remise en état des

régions dévastées. Les progrès accomplis sous l'impulsion de la nécessité s'appliquent naturellement à l'industrie du temps de paix; or, ces progrès sont énormes : en cinquante-et-un mois de conflit la technique a parcouru un chemin qui lui aurait peut-être demandé plus d'un siècle en période normale. Au surplus, en 1920, éclate une crise qui atteint plus particulièrement les pays enrichis par la guerre et les pousse de plus belle à améliorer encore leur production. Remarquons aussi que toute invention nouvelle se généralise très rapidement sous le stimulant d'une concurrence internationale sans cesse plus intense. Se rend-t-on bien compte de l'accroissement du rendement depuis la guerre ? D'après les publications du B. I. T. en Allemagne la production industrielle moyenne a augmenté de 39 % en vitesse par employé dans la période 1925-1929; pour la Grande-Bretagne, le chiffre est de 11 % (de 26 % dans les mines) entre 1924 et 1929. Aux U. S. A. de 1919 à 1927 la progression de la production par employé a été de 13 % dans les transports, 41 % dans les mines et 43 % dans les manufactures. Il en est à peu près de même dans tous les autres pays, exemple la France où les mines et usines des départements envahis sont dotées d'un outillage ultra-moderne, exemple encore le Japon où rien que dans l'industrie cotonnière, le nombre des métiers a triplé depuis 1913. Mais nulle part la capacité de production n'a été portée à un point aussi élevé qu'en Allemagne et aux Etats-Unis, car ce sont les seuls pays qui, véritablement et dans toute l'acception du terme, aient rationalisé.

Au lendemain de la guerre, la grande république américaine se rend parfaitement compte que c'est elle qui sort véritable vainqueur du gigantesque conflit. Immédiatement elle s'apprête à tirer profit de cette position exceptionnelle. Pour répondre aux besoins intenses d'une Europe appauvrie, elle s'équipe selon le dernier cri de la science grâce aux capitaux qui l'inondent et dont elle ne sait que faire. Et c'est une prospérité sans précédente qui règne aux U. S. A. de 1921 à 1929... Dans **Monthly Labor Review**, en 1927, M. J. Davis, alors ministre du Travail, montre que la production moyenne de 11 industries caractéristiques comparée à celle de 1914 a augmenté de 68 %. Le graphique d'Irving Fisher que nous reproduisons¹ est encore plus éloquent : on voit l'importance toujours plus grande de la machine dans le processus de fabrication et la hausse continue et rapide de la production industrielle et aussi du rendement de l'ouvrier américain. L'étude détaillée de chaque branche d'industrie révèle une augmentation de production par homme et par heure vraiment saisissante entre 1914 et 1927² :

Papier et pulpe	40 %
Tannage du cuir	41 %
Ciment	54 %
Fer et acier	55 %
Meunerie	59 %
Raffinerie de pétrole	82 %
Automobiles	178 %
Bandages caoutchouc	292 %

(1) (Voir page 69).

(2) *Revue économique internationale*, août 1931, p. 350.

Chaussures	25 %
Boucherie, conserves	26 %
Raffinerie de sucre de cannes ..	33 %

Nous n'aurions garde d'oublier l'accroissement du rendement dans l'agriculture; au contraire nous lui consacrons une place spéciale. En matière de labourage tout le progrès a consisté à augmenter le « train », c'est-à-dire le nombre de machines remorquées qui portent les socs ou les disques pour sillonner le sol.

Mode de labourage et date à laquelle les résultats ont été publiés ¹	Heures- ouvrier néces- saires pour la- bourer 1 acre..
<i>a) New-York 1927.</i>	
Charrue à 2 chevaux, 16 pouces de largeur	5,8
Charrue à 2 socs, 42 pouces de lar- geur remorquée par un tracteur ..	2,4
<i>b) Iowa 1926.</i>	
Charrue à 3 chevaux, 16 pouces de largeur	4,12
Charrue à 5 chevaux, 28 pouces de largeur	1,67
Charrue avec tracteur, 42 pouces de largeur	1,18
<i>c) Washington 1926.</i>	
Charrue à 12 chevaux et à 3 socs, 16 pouces de largeur	1,11
Charrue à 20 chevaux et à 6 socs, 14 pouces de largeur	0,83 à 0,67

D'après M. Michael B. Scheler, « pour moissonner le blé récolté aux U. S. A. en 1930, il eût fallu, il y a 45 ans, 20 millions de moissonneurs de plus ». En

(1) *Revue internationale du Travail*, avril 1932.

effet, pour la récolte et le battage des céréales, les résultats obtenus sont plus édifiants encore que pour le labourage, le tableau ci-dessous l'indique clairement. Ceci tient sans aucun doute à une possibilité de mécanisation beaucoup plus grande¹,

Nombre d'ouvriers nécessaires pour couper, moissonner et battre 50 acres de céréales en une journée selon les divers outils ou machines utilisés.

Opération et désignation de l'outil ou machine	Nombre total de travailleurs		Nombre de travailleurs évincés		Pourcen- tage d'éviction de la main- d'œuvre
	qualifiés	non qual.	qualifiés	non qual.	
<i>Coupe.</i>					
Faucille	200	—	—	—	—
Faux à râteau	50	—	150	—	75
Faucheuse (râteau à main)	40	—	10	—	20
Faucheuse (râteau au- tomatique)	32	—	8	—	20
Moissonneuse	16	—	16	—	50
Moissonneuse-lieuse ..	8	—	8	—	50
Moissonneuse-épieuse.	2	—	6	—	75
<i>Récolte et Battage.</i>					
Faucille et fléau ...	150	170	—	—	—
Faux à râteau et fléau	50	170	100	—	31,25
Faux à râteau et bat- teuse fixe	56	33	—	137	62,27
Faucheuse (râteau à main) et batteuse ..	46	35	18	—	9
Faucheuse (râteau au- tomatique) et bat- teuse	38	35	8	—	9,83
Moissonneuse et bat- teuse fixe	22	35	16	—	21,92
Moissonneuse-épieuse et batteuse fixe ..	8	10	14	25	68,42
Moissonneuse-bat- teuse	2	3	6	7	72,22

(1) *Revue internationale du Travail*, avril 1932.

En Allemagne, les progrès réalisés dans l'agriculture comparés à ceux du Nouveau-Monde semblent beaucoup moins nets. La différence se résume dans les chiffres suivants : alors que les U. S. A. en 1928 comptent environ un million de tracteurs¹ et 28.000 combynes (moissonneuses-batteuses), l'Allemagne ne possède que 12.000 tracteurs en 1928, et 16 combynes en 1932. Cette infériorité manifeste — toute proportion gardée entre les deux pays — tient certainement à un morcellement plus grand de la propriété rurale outre-Rhin. L'emploi d'un tracteur ne devient en effet véritablement rémunérateur qu'au delà de 200 hectares ; pour la combyne, la surface exigée est au minimum de 400 hectares. La rationalisation de l'agriculture allemande paraît donc inachevée ; sans doute de grandes améliorations ont été effectuées ces dernières années, mais il reste encore beaucoup à faire. Le parti national-socialiste l'a bien vu, et son programme économique comprend toute une série de grands travaux destinés à accroître les surfaces cultivables.

En revanche, dans l'industrie, l'Allemagne n'a rien à envier à l'Amérique : l'élève s'est révélé aussi bon que le maître, sinon meilleur. Elle a concentré tous ses efforts dans ce domaine, remanié son outillage, créé des usines nouvelles, élevé des bâtiments gigantesques, électrifié de nombreuses lignes de chemin de fer, construit des routes et des

(1) Le nombre des tracteurs aux U. S. A. passe exactement de 246.000 en 1920 à 853.090 en 1929.

ponts, etc... A la vérité, la rationalisation allemande s'effectue en deux temps. : dans une première période qui commence le 7 avril 1924 avec la fameuse décision du Dr. Schacht et se continue pendant toute l'année 1925, on s'efforce d'assainir l'économie nationale par une restriction brutale du crédit et une politique de déflation sévère. Les résultats ne se font pas attendre, conformes en tout point aux prévisions. Les grands Konzern de l'inflation sautent l'un après l'autre, les faillites et les protêts augmentent considérablement, les entreprises malsaines disparaissent, on abandonne les mines improductives, l'Etat licencie 160.000 fonctionnaires et 230.000 ouvriers. En même temps, la confiance réapparaît avec la stabilité monétaire et le plan Dawes; l'argent étranger fait son entrée dans le pays, 2 milliards de marks-or en 1924, 4 milliards en 1925. Au milieu de 1926, la période de pré-rationalisation est terminée, le terrain déblayé de toutes les constructions fragiles qui l'encombraient, l'atmosphère générale semble plus claire. On décide alors de transformer le pays en une gigantesque usine à l'instar des U. S. A. Leur méthode est bien connue, il suffit de suivre leur exemple. Des techniciens envoyés là-bas rapportent les derniers progrès que les savants et ingénieurs allemands s'attachent à perfectionner encore; les capitaux continuent à affluer par dessus la frontière et permettent la réalisation immédiate de tous les projets. « L'Allemagne, s'écrie M. Curtius alors ministre de l'Economie nationale, est fertilisée par les capi-

taux étrangers comme l’Egypte par les inondations du Nil ». De 1924 à 1930, 16 à 17 milliards de marks-or pénètrent en Allemagne et se transforment en un outillage puissant; l’Amérique elle-même est dépassée dans la course au rendement. Dans la rationalisation allemande, dit M. Max Hermant, « il y a une sorte de superposition de l’esprit allemand à l’expérience américaine; celle-ci est mise en ordre, conçue comme un tout et, pour employer le langage précis de l’algèbre, élevée au second degré ». Le processus de la rationalisation mérite à lui seul une étude sérieuse parce qu’il s’accomplit avec une rapidité et un esprit de discipline vraiment remarquables. Le mouvement est parti d’en-bas, mais les directives viennent d’un institut composé de savants, de professeurs et d’ingénieurs, le *Reichskuratorium für Wirtschaftlichkeit*, créé en 1921 et agrandi et amélioré à tous les points de vue dès 1925 grâce à une subvention de l’Etat. Au-dessous du R. K. W., et en liaison étroite avec lui, existent de nombreux comités (*Ausschüsse*) tels que le Conseil des normes allemandes, le Conseil d’Empire pour les conditions de livraison, le Conseil pour l’administration rationnelle... divisés eux-mêmes en de multiples sous-comités ayant des tâches bien distinctes.

La cartellisation et les fusions d’entreprises sont menées de front. Elles aboutissent tantôt à des ententes nouvelles et tantôt au renforcement de la puissance des ententes anciennes, par exemple le *Reichsverband der Deutschen Industrie*, le *Kohlen-*

Syndicat... tantôt encore à des trusts monstres tels l'I. G. Farben-industrie, les Vereinigte Stahlwerke et les deux Konzern électriques Siemens et l'A. E. G. (Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft).

Partout le rendement de l'ouvrier allemand a augmenté, l'accroissement moyen se chiffre entre 1925 et 1929 à 39 % ; mais dans l'industrie lourde la progression de la production atteint un chiffre plus élevé, notamment pour les hauts fourneaux. Malgré la réduction des heures de travail dans les mines, la production moyenne de charbon par tête de mineur (48 heures de travail par semaine) de 930 kilogs en 1913, tombe à 585 en 1922, se relève à 1.080 kilogs en 1925 (1^{er} trimestre) et à 1.500 kilogs en 1926 (2^e trimestre).

Rendement de la main d'œuvre en Allemagne (1)

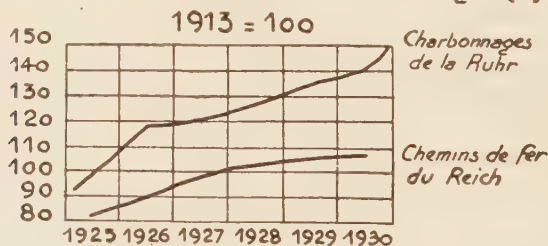


FIG. 4.

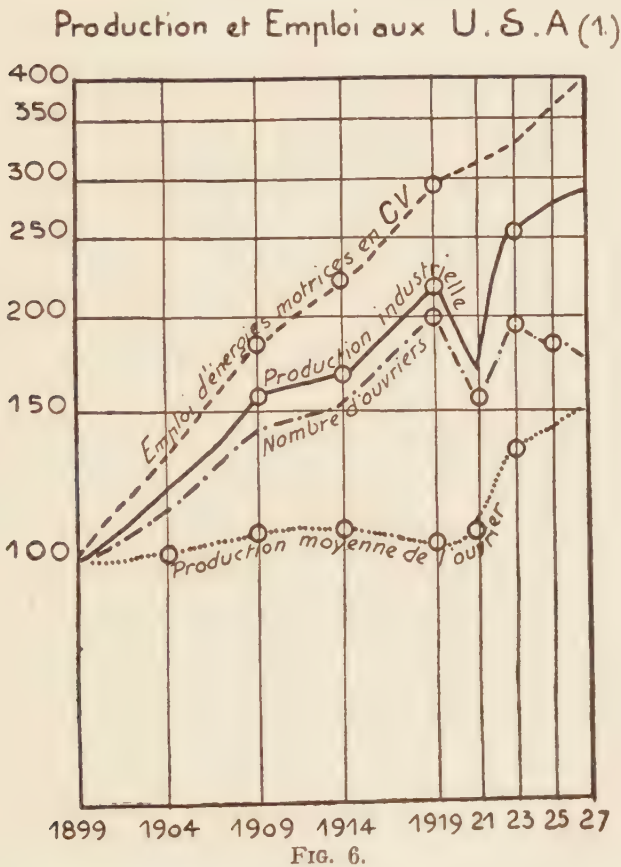
(1) D'après Max HERMANT.

SECTION II.

CHÔMAGE ET RENDEMENT.

§ 1^{er}. — *Les Etats-Unis.*

La contre-partie inévitable de l'accroissement du rendement a été, on le devine, l'existence d'un chô-



(1) Dans *Revue d'Economie politique* 1931, page 334 et d'après Irving FISCHER.

mage de plus en plus intense. Les graphiques apparaissent significatifs à cet égard; depuis la fin de 1927, l'emploi fléchit régulièrement en Allemagne, esquisse à peine un mouvement de hausse en 1929 et s'effondre lamentablement en 1930; et pourtant la prospérité règne dans ce pays de 1927 à 1929, avec, il est vrai, une légère baisse de la conjoncture en 1928 (lock-out de la Ruhr). Le tableau tracé par I. Fisher sur l'activité des U. S. A. entre 1899 et 1927 comprend l'étude de 4 courbes; depuis 1921, trois d'entre elles varient dans le sens d'une hausse constante et rapide : elles correspondent à la production industrielle, au rendement de l'ouvrier américain et enfin à la puissance des machines utilisées dans les usines (pour les moteurs électriques cette puissance passe de 500.000 H.P. en 1900 à 30.000.000 de H.P. en 1925). L'allure de la quatrième est caractéristique : au lendemain de la crise de 1920 l'emploi s'élève et reprend à peu près le terrain perdu à la suite de la de la secousse cyclique, mais dès le début de 1923 il abandonne son mouvement ascensionnel pour fléchir lentement. Les chiffres publiés par le Federal Reserve Board permettent de se rendre compte avec exactitude de l'ampleur du déplacement de la main-d'œuvre entre 1919 et 1929 aux U. S. A. (manufactures et fabriques américaines).

Années	Production manufac- turière	Travailleurs dans les fabriques	Production par travailleur	Salaires payés	Salaires par tra- vailleur
1919	100	100	100	100	100
1920	104	101	103	120	119
1921	80	77	104	79	103
1922	104	84	124	83	99
1923	120	97	124	105	108
1924	112	90	124	98	109
1925	125	93	134	103	111
1926	129	94	137	106	113
1927	126	92	137	104	113
1928	132	91	145	104	114
1929	142	94	151	110	117

La production industrielle, le rendement de l'ouvrier, les salaires global et individuel ont haussé, seul le nombre des travailleurs occupés a fléchi de 6 % depuis 1919¹. L'origine technologique du chômage américain paraît donc indéniable. En 1929, la Fédération américaine du Travail par une enquête au sujet de ses membres réduits au chômage établit que 9 % d'entre eux appartiennent à des entreprises en pleine activité. Au surplus, voici quelques exemples typiques pris parmi tant d'autres qui montrent le recul de l'Homme devant la Machine depuis quelques années aux U. S. A. L'emploi généralisé de l'électricité comme force motrice dans les mines a permis d'éliminer 400 à 500.000 individus sur 750.000 qui jusque là y trouvaient leur gagne-pain. Dans l'industrie de la chaussure 100 machines font le travail

(1) Voir aussi les variations de l'emploi de 1929 à 1931 aux U. S. A. dans l'annexe B.

de 25.000 hommes. Le domaine de l'automobile ne paraît guère plus épargné — 66 % des ouvriers ont été remplacés par des machines au cours des vingt dernières années — ni d'ailleurs celui du Bâtiment : on estime en effet que la surface de bâtiments achevés dans l'Etat de Ohio en 1927 bien que supérieure de 11 % à celle relevée en 1923 n'a exigé qu'un nombre sensiblement plus restreint de travailleurs, 15 % en moins. Dans les chemins de fer un ingénieux mécanisme d'aiguillage et de triage des wagons a remplacé 168 hommes par gare. L'application des machines automatiques à la fabrication des ampoules électriques a privé de leur travail des milliers d'hommes, à raison de 2000 par machine. La New-York Edison Company a installé à New-York une centrale électrique qui fournit le courant à 300.000 familles sans aucune intervention humaine, grâce à des robots perfectionnés.

Les industries à « faux-col » se passent de plus en plus facilement de leurs vendeurs, comptables ou sténographes. Elles les éliminent en masse tantôt par des fusions judicieuses — telle la fusion de la Colgate, de la Palmolive et de la Peet Company — tantôt par l'adoption d'appareils nouveaux comme par exemple le système à disque assurant l'automatisme des communications téléphoniques. La dernière création est la machine « Compos » qui effectue tous les services bancaires depuis le guichet jusqu'au contrôle; cette machine enregistre, classe, calcule, « comptabilise » et imprime les livres; deux opéra-

teurs accomplissent le travail de 25 comptables. On parle encore d'un appareil Ganneett destiné à révolutionner l'industrie du journal dans un avenir assez proche par la disparition des ouvriers et machines linotypes.

Le chômage accompagne-t-il nécessairement les progrès de la technique ? La question paraît oiseuse tant il est vrai que dans les chiffres officiels et les exemples cités, elle soit résolue par l'affirmative. Rendement et emploi, voilà deux termes qui s'opposent et qui varient en sens contraire : la rançon du progrès c'est le chômage. Réponse toute théorique que les faits se chargent de contredire. Dans les pays qui ont rationalisé sans doute il y a des congédiements de main-d'œuvre, mais souvent on peut noter l'absence de chômage dans telle ou telle entreprise modernement outillée.

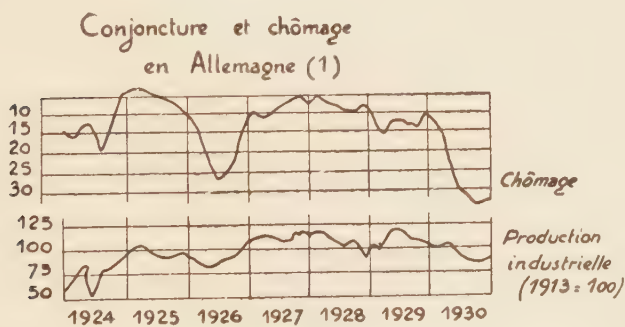


FIG. 5.

La 1^{re} courbe indique le rapport du nombre des chômeurs au nombre total des ouvriers (en pourcentage).

(1) D'après Max HERMANT.

Autrement dit rendement et emploi ne s'excluent pas nécessairement, ils peuvent parfaitement faire bon ménage à deux. C'est le cas aux U. S. A. pour le fabricant d'automobiles H. Ford. Le 1^{er} novembre 1925 cet industriel occupait dans ses usines de Renge et Highland Park 122.215 ouvriers. En 1926, la demande de voitures se ralentit sensiblement; il décide alors d'abandonner le modèle T pour le nouveau modèle A et consacre l'année 1927 au remaniement total de l'outillage et à l'adoption de méthodes meilleures. Cette quasi-fermeture des usines entraîne un certain chômage; mais avec l'année 1928, la vente du nouveau modèle réussit au delà de toute espérance et peu à peu le personnel congédié est rappelé : en décembre 1928, Ford occupe 117.000 personnes, en mars 1929, 122.680. D'ailleurs, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les ouvriers n'attribuent pas toujours au chômage une origine technologique. Une enquête a été menée dernièrement aux U. S. A. dans l'industrie de l'imprimerie et l'on a constaté que moins de 6 % des chômeurs accusaient la rationalisation.

Les progrès accomplis par l'agriculture américaine ne le cèdent en rien, nous le savons, à ceux faits par l'industrie. D'un côté comme de l'autre, la hausse du rendement se révèle prodigieuse; ne nous étonnons pas des statistiques fournies par la **Monthly Labor Review** sur l'éviction de la main-d'œuvre agricole longtemps masquée par le développement de l'agriculture aux U. S. A. Entre 1880 et

1910, l'économie d'origine technologique dans l'emploi a atteint 40 %; mais en réalité, grâce à l'extension de l'agriculture, non seulement on a pu résorber les 3.400.000 ouvriers ainsi libérés, mais on en a embauché 3 millions d'autres. De 1900 à 1927, l'économie de main-d'œuvre se chiffre à 38 %, 4 millions d'individus auraient pu être licenciés, en fait, la technique en évince seulement la moitié. Enfin, dans la seule période 1919-1927, c'est-à-dire en 8 ans, l'économie de travailleurs ruraux due au machinisme atteint 23 %; ce pourcentage correspond au congédiement de 2.530.000 personnes, en pratique 800.000 seulement furent licenciées.

D'après les statistiques du Département du Commerce des U. S. A., le nombre des ouvriers employés dans les différentes branches d'industrie a diminué depuis 1919 conformément au tableau suivant :

INDUSTRIES	NOMBRE D'OUVRIERS		DIMINUTION
	1919	1925	
Agriculture ..	11.300.000	10.700.000	600.000
Manufactures,			
Usines	10.067.000	9.167.000	900.000
Chemins de fer	2.035.000	1.860.000	175.000

Le Dr. Wolman trouve qu'entre 1920 et 1927 il y a eu une diminution de 797.000 ouvriers d'usines et de 307.000 employés de chemins de fer. Un rapport du Bureau du Commerce intérieur et extérieur des U. S. A. montre que le nombre d'individus employés dans les fabriques à la fin de 1928 a diminué de

900.000 depuis 1920 et celui du personnel des chemins de fer de 240.000. Au dire du Dr. Harry W. Laidler, vice-président du Bureau de recherches économiques, le développement du machinisme dans l'agriculture, dans l'industrie, dans les chemins de fer et les mines a provoqué l'élimination de 2.300.000 ouvriers en 8 ans.

§ 2. — *L'Allemagne.*

Le chômage allemand se résume dans les deux tableaux ci-dessous ¹ :

Années	Nombre de chômeurs	Nombre total d'ouvriers (chômeurs compris)	Pourcentage du chômage
1925	660.000	19.000.000	3,5
1926	2.030.000	18.700.000	10,9
1927	1.350.000	20.700.000	6,5
1928	1.375.000	21.000.000	6,5
1929	1.920.000	21.300.000	9
1930	3.140.000	21.000.000	15

Pourcentage des chômeurs dans les syndicats allemands.

Années	Chômeurs complets	Chômeurs partiels
1924		
mars	16,6	9,9
juin	10,5	19,4
septembre	10,5	17,5
décembre	8,1	6,5

(1) Voir les variations de l'emploi entre 1929 et 1931 en Allemagne dans l'annexe C.

1925 (décembre)	5,3	7,2
1926 (décembre)	18,2	16,9
1927 (décembre)	9,1	3,8
1928 (décembre)	8,3	5,3
1929 (décembre)	13	7,4

Remarquons que la période de pré-rationalisation (1924 et 1925) s'accompagne d'un fléchissement sensible du chômage; remarquons aussi que pour l'emploi l'année 1927 est la meilleure comparée aux deux suivantes. Malgré la haute conjoncture des années 1928 et surtout 1929, le chômage hausse de façon inquiétante. Ce chômage est-il une conséquence de la technique nouvelle ? Tout semble le faire accroire.

La capacité de production en Allemagne est en effet portée à un point si élevé qu'à aucun moment l'industrie ne travaille à plus de 75 % de sa puissance totale. Si l'on pose le chiffre 100 comme index de la production industrielle en 1928, on obtient en 1925 : 79,3, en 1929 : 101,4 et en décembre 1931 : 58,6. Le B. I. T. dans ses publications nous donne un aperçu varié de la place prépondérante prise par le machinisme en Allemagne. Une boucherie emploie actuellement 22 bouchers et 15 aides pour tuer et préparer 1000 porcs en huit heures alors qu'auparavant il fallait 150 bouchers. Une fabrique de caoutchouc ramène son personnel de 14.000 à 10.000 employés sans diminuer sa production, etc... Le mouvement de rationalisation s'accompagne de fusions nombreuses dans tous les domaines, par exemple dans la Banque : fusions de la Kommerz bank et de

la Mitteldeutscherkreditbank, de la Deutsche Bank et de la Diskontogesellschaft; cette dernière amène entre 1929 et 1931 une économie de 43 millions de marks et le licenciement de plus de 3.000 personnes. Les employés supérieurs et les ouvriers spécialisés disparaissent de plus en plus; au contraire la nouvelle Science ne touche pas aux individus subalternes à formation purement mécanique. Le nombre des ouvriers non qualifiés tend même à augmenter légèrement, phénomène semblable d'ailleurs en Amérique chez Ford où 95 % des travailleurs sont des non-qualifiés. La fermeture des mines improductives de la Ruhr aboutit à renforcer l'armée des chômeurs : en 1924, elles emploient 463.000 mineurs, le chiffre tombe à 355.000 en mai 1926, se relève à 418.000 en mars 1927 par suite de la grève en Angleterre et se fixe à 398.000 en décembre 1927.

Pourtant, la rationalisation n'engendre pas toujours un chômage technologique plus ou moins permanent. Dans une usine de constructions mécaniques d'Esslingen, l'effectif de la main-d'œuvre s'est d'abord effondré au tiers de ce qu'il était avant l'adoption des méthodes nouvelles pour remonter ensuite au double de l'effectif initial. Le cas du trust de l'acier paraît plus typique encore : il occupait à la fin de 1927 25.000 ouvriers en plus de ceux employés au début de 1926, c'est-à-dire avant toute rationalisation.

§ 3. — *La Tchéco-Slovaquie.*

La Tchéco-Slovaquie nous offre un exemple aussi intéressant que celui du trust de l'acier en Allemagne. Nous voulons parler de la fabrique de chaussures Bat'a¹. L'usine est sans doute la plus importante du pays; en tout cas, par la perfection de son outillage et par sa production elle rivalise avec les grandes firmes similaires des U. S. A. La rationalisation règne en maîtresse absolue sur le domaine et l'intégration verticale paraît poussée au plus haut joint. L'entreprise Bat'a possède en effet des forêts, une fabrique de pâte à papier et de carton, une imprimerie, une usine de produits chimiques, plusieurs tanneries. Les ateliers proprement dits, tous semblables et jouissant d'une sorte d'autonomie, sont équipés suivant les dernières données de la science. L'étude de la production et de l'emploi durant ces dernières années se révèle très instructive :

Années	Ouvriers occupés	Production journalière
1924	3.000	14.000 paires de chaussures
1925	4.500	25.000 —
1926	6.000	35.000 —
1927	8.000	55.000 —
fin 1928	12.000	75.000 —

Mais pour d'autres industries le nombre des travailleurs diminue considérablement devant les progrès du rendement. Une laminerie de fil de fer aug-

(1) Voir l'intéressant article publié dans *Revue internationale du Travail*, janvier et février 1930, intitulé « Les conditions du travail dans une entreprise rationalisée ».

mente sa production de 1000 à 2.500 wagons, le nombre d'ouvriers ayant fléchi de 450 à 200. L'industrie nationale de la verrerie élimine depuis sa rationalisation un nombre croissant de personnes employées. En 1920, 8.000 ouvriers travaillaient le verre à vitres dans une quinzaine d'établissements, la production annuelle atteignait 8 à 10 millions de mètres carrés. En 1930, cinq entreprises cartellisées occupent 3.200 hommes qui desservent 70 machines Fourcault : production annuelle de 20 millions de mètres carrés. Mêmes résultats dans l'industrie voisine du verre à bouteilles où en 1920, sept firmes employaient 8.000 personnes et produisaient de 50 à 60 millions de bouteilles par an; actuellement, quatre entreprises utilisant 33 machines — dont 10 appareils Owens — occupent 3.000¹ ouvriers et produisent annuellement 100 millions de bouteilles.

§ 4. — *La Grande-Bretagne.*

Il peut sembler paradoxal de citer ici l'exemple de l'Angleterre; volontiers on représente ce pays comme essentiellement routinier. Précisément, l'avis de personnalités connues comme les professeurs Henry Clay et Grégory ou la conclusion de savantes enquêtes, par exemple celles provenant de la Commission Balfour et de la Conférence Melchett-Turner en 1929, c'est que le véritable remède au chômage britannique consiste avant tout à appliquer les mé-

(1) M. J. DUBOIN, dans « *La grande Relève* » avance ici un chiffre beaucoup plus bas : 1000 ouvriers seulement.

thodes rationnelles. Sans doute, la Grande-Bretagne n'a pas rationalisé, et selon M. Benham, collaborateur à la London School of Economics, si le rendement par ouvrier a augmenté, cela s'explique par l'amélioration des méthodes de production bien plus que par l'augmentation proportionnelle des immobilisations. A la vérité, certaines branches de l'industrie britannique paraissent bel et bien inspirées des directives germano-américaines : elles possèdent un outillage moderne, sont concentrées et cartellisées. Il en est ainsi pour les produits chimiques et les constructions électriques; et a priori on pourrait s'attendre à un chômage intense dans ces industries plus que dans toute autre. Pourtant, en réalité, la main-d'œuvre augmente depuis la guerre dans ces deux branches. D'après sir Walter T. Layton, le calcul des variations d'effectifs ouvriers dans les industries différentes d'une même région donne pour 1929 en prenant comme base 1923 = 100 :

Soie et soie artificielle	200
Appareils scientifiques et électriques ..	145
Câbles	139
Automobiles	134
Textiles	98
Aciéries	90

En 1927, la section britannique de l'*Association internationale pour le progrès social* procède à une enquête afin de savoir si oui ou non la rationalisation entraîne nécessairement le chômage. A cet effet, elle adresse un questionnaire à 17 entreprises de nature

variée — confiserie, alimentation, tapisseries et broderies mécaniques, vernis et peintures, industrie chimique, mécanique, poterie, gaz, imprimerie et reliure, fer blanc, chocolat — qui s'étaient plus ou moins modernisées. Tous les industriels répondent que l'introduction des nouvelles machines s'est faite sans aucune éviction de main-d'œuvre; les ouvriers libérés par la technique sont maintenus parce qu'on en a besoin, soit pour l'entretien de l'outillage, soit pour l'accomplissement de tel ou tel service. L'une des entreprises, la firme Hans Renold (industrie mécanique), emploie même plus de personnes qu'avant sa transformation :

	HOMMES					FEMMES
	Total des Hommes	Hommes qualifiés	Hommes semi-qualifiés	Hommes non qualifiés	Employés de bureau	
1913	1000	250	350	300	100	310
1927	680	250	185	85	160	680

En conséquence, l'enquête admet que la rationalisation (à la vérité partielle ici puisqu'il s'agit seulement de machinisme) n'entraîne pas de chômage à condition qu'elle soit graduelle. Elle fait valoir en outre que le chômage s'étend plus particulièrement sur les industries à outillage et méthodes surannées, telles que les mines et les constructions navales.

SECTION III.

SORT DE LA MAIN-D'ŒUVRE CONGÉDIÉE.

Si partisan que l'on soit de la rationalisation on ne peut s'empêcher de conclure qu'elle aboutit à créer immédiatement et dans la plupart des cas un certain chômage; les faits le démontrent amplement. Seulement le problème consiste à savoir quelle va être la durée du fléchissement de l'emploi; s'il remonte au bout de quelques mois tout ira pour le mieux, mais s'il s'obstine à rester bas durant des années ne coure-t-on pas vers une catastrophe ?

Que deviennent les masses libérées par un rendement croissant du machinisme, finissent-elles par réintégrer leurs ateliers et usines ou bien s'aiguillent-elles vers un autre travail ? La question se pose naturellement, elle vient tout de suite à l'esprit; mais combien difficile paraît la réponse à faire à cause de la pénurie de renseignements possédés en la matière.

§ 1.

En Allemagne la rationalisation s'effectue en période de stabilisation monétaire; cette circonstance rend presque impossible l'étude de son effet sur l'emploi. En outre les rapports des inspecteurs du travail en 1927 signalent une deuxième difficulté tenant à ce que « les mesures de rationalisation ont été appliquées au début en période de crise économique

et que l'accroissement de la production, qui est ultérieurement résulté de ces mêmes mesures, a fréquemment motivé le réengagement du personnel licencié. » En réalité on ne connaît rien de certain sur la main-d'œuvre évincée en Allemagne; sans aucun doute elle se résorbe pour partie avec la prospérité cyclique ou bien s'oriente vers de nouvelles activités. Cette dernière hypothèse est d'ailleurs celle de M. W. Meakin, tout au moins en ce qui concerne les chômeurs des mines de la Ruhr.

Pour la Tchéco-Slovaquie aucune indication sur le sort par exemple des milliers d'hommes chassés des fabriques de verre par les machines Owens et Fourcalt. Sont-ils restés chômeurs, ont-ils émigré ? Mystère... Chiffres peu faits pour nous rassurer : le pays possède 500.000 chômeurs en 1932 et plus de 700.000 en juin 1933 contre 8.000 en 1925.

Avec les U. S. A. nous sommes en présence de quelques précisions dues à des personnalités compétentes et surtout à quelques rares enquêtes sur les chômeurs. D'après toute une série de documents la rationalisation n'amènerait en fait que des changements *qualitatifs* dans le travail. C'est ainsi qu'aux U. S. A., affirme the U. S. Bureau of Foreign and Domestic Commerce, 1.280.000 hommes ont trouvé un emploi de 1920 à 1928 comme chauffeurs d'automobiles particulières ou commerciales, que le nombre des individus employés à la surveillance et la conduite des réfrigérateurs électriques ainsi que des calorifères à mazout s'est accru de plus de 100.000

depuis la guerre, que l'augmentation du personnel enseignant a été de 185.000 individus et celle du personnel des assurances de 100.000. Le Bureau du Commerce intérieur et extérieur des U. S. A. fournit des chiffres absolument identiques dans un de ses rapports.

Pour M. L. Urwick, directeur de l'Institut d'organisation scientifique du travail, la rationalisation cause entre 1920 et 1927 le déplacement de 1.485.000 personnes, mais crée dans la même période du travail pour 1.907.000 individus qui se répartissent comme suit : 1.300.000 dans l'automobile, 407.000 dans les professions libérales, 616.000 dans les assurances, cinémas, restaurants et hôtels. Au dire du D^r Wolman l'accroissement de main-d'œuvre entre 1920 et 1927 se manifeste plus particulièrement dans les transports par route, télégraphes et téléphones : 1.171.000, et aussi dans l'industrie du Bâtiment : 631.000. M. Magnus Alexander, président du Conseil de la Conférence Industrielle Nationale, se sert d'un raisonnement mathématique pour démontrer l'effet bienfaisant de la rationalisation sur l'emploi. Il estime en effet que la production industrielle augmente de 65 % dans la période 1914-1925 alors que la hausse du rendement de l'ouvrier américain n'atteint que 40 % dans le même temps; il conclut donc à la création d'environ 1.500.000 places pour travailleurs. M. Lawrence B. Mann du département du Commerce des U. S. A., donne le tableau ci-dessous sur

l'accroissement du personnel dans différents domaines au cours des années 1920 à 1927¹.

Production, transports, communications.

	Augmentation
Construction	100.000
Eclairage et puissance électriques ...	53.000
Téléphone	78.000
Télégraphe et câbles	7.000

Industries distributrices.

Industries automotrices, y compris chauffeurs	1.166.000
Radio	125.000
Réfrigérateurs électriques	20.000
Chauffage à l'huile	10.000
Agents d'assurances	96.000
Agences de courrier	80.000
Films cinématographiques	150.000

Services professionnels et semi-professionnels.

Instituteurs et professeurs	185.000
Juges et avocats	22.000
Clergymen	17.000
Médecins et chirurgiens	5.000
Dentistes	25.000

Services personnels et domestiques.

Hôtels et restaurants	525.000
Coiffeurs, barbiers, manucures	169.000

Au total 2.761.000

Ce chiffre de 2.761.000 nous semble beaucoup trop optimiste comparé aux autres qui s'échelonnent tous

(1) *Revue économique internationale*, août 1931, p. 353.

entre 1.500.000 et 1.907.000. Si l'on adopte la moyenne de 1.800.000 emplois créés entre 1920 et 1927 et si on la rapproche de la quantité probable d'individus évincés dans la même période on ne peut s'empêcher de conclure à la nécessité d'un certain chômage aux U. S. A. Dans ce laps de temps en effet, environ un million de travailleurs sont refoulés par les manufactures et chemins de fer, un autre million par l'agriculture et plus de trois millions de personnes arrivent à l'âge de travailler.

§ 2.

En admettant que la rationalisation absorbe et au delà la main-d'œuvre initialement libérée, une autre étude plus statique s'impose, celle de la vitesse de résorption. Après le problème de surface un problème de temps... Il ne sera d'ailleurs pas résolu avec plus de certitude que le précédent. Faisons état cependant des rares données que nous possédons. En 1928 l'Institut des questions économiques de l'Institution Brookings de Washington procède à une enquête minutieuse sur le sort de 754 travailleurs congédiés dans trois communautés industrielles (Baltimore, Chicago et Worcester) et appartenant à 22 métiers différents : ouvriers qualifiés, ouvriers non qualifiés, employés de bureau, etc... De cette étude il résulte que :

1) 11,5 % ont chômé moins d'un mois et plus de la moitié pendant plus de trois mois avant de trouver à s'occuper.

2) Moins de 10 % ont repris du travail dans l'industrie à laquelle ils appartenaient; 2/3 environ travaillent dans des industries différentes.

3) Les industries dites « nouvelles » n'ont absorbé que 15 % des individus interrogés.

4) 1/3 ont trouvé un emploi temporaire avant d'en obtenir un stable.

5) 50 % touchent un salaire moindre, 18 % un salaire supérieur; pour les autres la rémunération du travail reste inchangée.

En 1929 une enquête de l'Institute of Human Relations porte sur 1200 ouvriers congédiés par suite de rationalisation : sur 1109 à la recherche d'un emploi 676 seulement en trouvent dans les trois premiers mois qui suivent leur licenciement.

M. M. B. Scheler cite une étude de M. Isadore Lubin, de l'Institut économique, sur 700 employés évincés au cours de la période de douze mois qui précède le 1^{er} septembre 1928. 40 % trouvent une situation nouvelle; 1/3 s'occupent dans des entreprises n'ayant aucun rapport avec leur ancien travail; 25 % restent chômeurs pendant six mois ou plus.

On a fait une enquête sur 370 coupeurs appartenant à l'industrie de la confection à Chicago; résultat : dans les deux années qui suivent leur congédiement 75 retrouvent un emploi semblable, 17 se montent un atelier et deviennent de modestes artisans, 29 ne travaillent pas encore, les autres s'occupent dans des professions non industrielles.

.....

L'étude objective des faits ne permet aucune conclusion certaine; ils sont trop disparates, trop spécieux et souvent contradictoires. Tantôt la rationalisation de telle ou telle entreprise déterminée ne cause aucun chômage; c'est le cas notamment dans 17 firmes anglaises et aussi chez Bat'a. Tantôt la rationalisation s'accompagne d'un licenciement d'ouvriers, seulement ceux-ci peu à peu réintègrent leur travail primitif; quelquefois même il y a place pour des travailleurs nouveaux et la mécanisation se révèle créatrice d'emplois. Tantôt enfin l'usine modernisée et transformée ne reprend plus qu'une faible partie du personnel congédié; la machine déchainée fait l'ouvrage de l'Homme, elle l'accomplit même beaucoup mieux et plus vite. Nous sommes alors véritablement en présence d'un chômage technologique : le progrès technique chasse *définitivement* l'ouvrier de l'entreprise où il travaillait depuis des années; plus jamais il n'y rentrera, à lui de s'employer ailleurs... C'est la variété de chômage la plus triste, la plus désespérante; la victime en vient à douter du régime capitaliste et met naturellement ses espoirs dans une socialisation plus ou moins complète des biens de production. Il ne s'ensuit pourtant pas que le chômage d'origine technologique soit toujours permanent. Il faut en effet distinguer parmi les chômeurs ceux qui trouvent du travail au bout d'un certain temps dans une industrie semblable à leur industrie d'origine ou bien dans une industrie différente, et d'autre part ceux condamnés à rester

perpétuellement chômeurs. Nous sommes donc conduit à faire une discrimination suivant la permanence du chômage technologique. On se plaît ordinairement à parler d'une réabsorption des ouvriers congédiés par des activités nouvelles; on cite couramment comme exemples l'industrie du cinéma, du phonographe, des accessoires électriques; on cite encore l'industrie automobile, celle de l'aviation et surtout la multiplicité des professions commerciales depuis la guerre. En réalité on ne peut assurer avec certitude que la rationalisation se manifeste simplement, au point de vue de l'emploi, par un déplacement du travail. Certes il y a eu maintes et maintes fois réintégration des chômeurs dans des branches nouvelles, et les statistiques américaines et anglaises sont parfaitement d'accord sur ce point. Mais de là à affirmer que tous les individus jetés à la rue par un machinisme croissant ont été réabsorbés il y a loin. Autrement dit on ne peut nier l'existence d'une certaine absorption par la mise en pratique des découvertes les plus récentes, seulement on ne connaît pas son intensité ni son étendue. Comprend-t-elle tous les chômeurs technologiques ? *That is the question.*

La réponse de l'économiste américain H. Van Deventer est à l'optimisme lorsqu'il fait dire à la machine : « Chaque fois que j'ai fermé une porte à l'emploi j'en ai ouverte une autre plus grande ».¹. L'étiage anormal du chômage actuel procéderait

(1) *Iron Age*, 8 octobre 1931.

donc exclusivement du facteur cyclique. A moins d'imaginer une quatrième variété de chômage tenant, celle-là, à certains troubles « circulatoires » dont souffre le monde depuis la guerre...

Une seule conclusion se dégage de l'étude impartiale des faits : c'est que le déplacement de main-d'œuvre d'une industrie à l'autre ne s'effectue que lentement et au prix de souffrances certaines. Toute autre affirmation serait téméraire. Le terrain de la réalité faisant défaut, on se trouve donc obligé de recourir aux systèmes doctrinaux.

CHAPITRE III

Le chômage technologique et les théories.

SECTION I : Théories régressives ou limitatives. Solutions de M. Caillaux et du professeur Liefmann. Critique.

SECTION II : Théorie patronale américaine. Exposé et critique.

SECTION III : Théories de la rationalisation « inachevée ».

1) Les hauts salaires comme remède au chômage. Chômage et sous-consommation (thèse de la fédération américaine du travail). Chômage et surcapitalisation (thèse d'Hobson). La croyance erronée à la création d'un pouvoir d'achat. — 2) La semaine de 40 heures. Théorie de M. Duboin. La semaine de 40 heures n'est pas un remède au chômage. — 3) La Fiscalité. Systèmes de MM. J. Duboin et Hobson. Critique.

Encore une fois, répétons-le, la réalité des choses ne nous donne aucun indice avéré sur la rationalisation en tant que source de chômage. Le terrain des faits se révèle assez peu uni, bouleversé même et parsemé d'accidents les plus variés. Il ne permet aucune déduction certaine... c'est-à-dire qu'il en permet plusieurs. Là où les fondations sont vacillantes on remarque toujours une pléthore de doctrinaires. Il ne pouvait en être autrement ici. On est favorable ou non à la rationalisation suivant qu'on la croit

créatrice d'emploi ou au contraire cause de chômage. La vieille querelle du machinisme renaît avec une ampleur beaucoup plus grande. D'un côté les partisans, de l'autre les adversaires. A la vérité, depuis l'école libérale de Bastiat et de J. B. Say, depuis Sismondi, les progrès des théoriciens sur la fameuse question paraissent assez faibles. Tout au plus les auteurs se bornent ordinairement à prendre parti pour ou contre en répétant les arguments qui illustraient les démonstrations et polémiques des précurseurs. Quelquefois ils s'efforcent de prolonger, de compléter. Disons cependant pour être juste que ces dernières années on assiste à l'élaboration de systèmes nouveaux. Sans paraître au fond véritablement créateurs ils font figure d'un tout, ils se suffisent à eux-mêmes. Ils puisent parmi les éléments tant de fois remués par les anciens économistes, s'attachent à l'un d'eux et le mettent exclusivement en relief. Tantôt on parle d'arriver à des prix très bas grâce à l'emploi général des machines. Tantôt on veut relever le **Standard of Living** des masses par de hauts salaires. Tantôt encore on préconise la limitation de la journée de travail. D'aucuns même voudraient voir la technique endiguée dans ses applications et la recherche du progrès considérée comme une science à but désintéressé.

Au demeurant trois grandes catégories de systèmes : d'abord les théories hostiles à la rationalisation ou simplement limitatives de rationalisation, ensuite la théorie patronale américaine; et enfin ce

que nous appelons les théories de la rationalisation « inachevée ». Nous réunissons sous ce dernier vocable une multitude d'auteurs qui trouvent la rationalisation bonne en elle-même mais actuellement faussée dans ses effets sur l'emploi par l'absence de certaines conséquences qu'elle intègre nécessairement.

SECTION I.

THÉORIES RÉGRESSIVES OU SIMPLEMENT LIMITATIVES

§ 1^{er}.

Parmi ces dernières et en tout premier lieu il convient de citer la théorie d'un ancien président du Conseil, M. Joseph Caillaux. Ses idées s'expriment par des articles publiés dans certains journaux¹ ou bien par des conférences publiques qui connaissent une nombreuse assistance, ou bien encore, comme c'est le cas pour un ouvrage de M. J. Duboin², par une préface rédigée de main de maître. Elles se résument en quelques mots : le chômage dont souffre actuellement le monde civilisé a sa cause première dans les progrès scientifiques. A l'appui de sa thèse M. Caillaux cite un fait personnel; visitant sur le Rhin la construction d'un grand barrage pour la force hydro-électrique, il demande à l'ingénieur :

(1) *Le Capital*, 3 décembre 1932. *Information financière*, 10 janvier 1933.

(2) Nous faisons fausse route (J. Duboin).

— Vous allez supprimer quantité d'usines ? Combien à peu près d'ouvriers ?

— 1.200.

— Et combien en emploierez-vous ?

— 25.

— Mais alors vous vendrez l'électricité à un taux très sensiblement inférieur ?

— Non, au même prix.

M. Caillaux charge à fond contre la technique nouvelle et les méthodes rationalisatrices; éliminant de plus en plus de travailleurs elles sont la source principale des difficultés qui assaillent le monde. Un seul remède au chômage et plus généralement au déséquilibre mondial : « limiter et harmoniser la production » car « le progrès social et moral n'a pas suivi le progrès matériel ». M. Caillaux préconise les mesures essentielles suivantes : restaurer l'Etat dans sa pleine puissance politique et administrative et lui confier le soin *de diriger l'économie*. Diriger également le crédit et en surveiller la distribution afin qu'il ne s'aiguille que vers les entreprises saines; empêcher l'introduction de techniques prématurées; obliger les industriels à amortir leur outillage très lentement et veiller à ce qu'une technique ne sorte pas avant que les frais de la précédente n'aient été amortis ¹.

Au lieu de conférer à l'Etat la tutelle industrielle du pays le professeur allemand Liefmann fait plu-

(1) Mêmes remèdes mis en avant par le sociologue américain G. Soule avec en plus la socialisation de l'industrie.

tôt appel à l'action des cartels internationaux. Eux seuls seraient capables de mettre un terme au développement angoissant du machinisme, eux seuls seraient capables d'agir avec discernement au mieux des intérêts des hommes. « Ils (cartels internationaux) permettent en effet de limiter sur le marché mondial la concurrence qui force les industries des différents pays à adopter sans égard à leur main-d'œuvre nationale les plus récents progrès de la technique » ¹.

Des deux côtés on est d'accord pour reconnaître qu'on doit élever des barrières contre une rationalisation envahissante et désastreuse. Seulement les moyens proposés divergent totalement : M. Caillaux fait confiance à l'Etat, le D^r Liefmann met tous ses espoirs dans les décisions des cartels internationaux. Les deux systèmes n'échappent pas à la critique, à la fois dans ce qu'ils ont de commun et de particulier.

On ne peut soutenir sérieusement sans paradoxe qu'à l'heure actuelle la meilleure façon de ranimer l'activité économique d'un pays donné c'est de supprimer les grandes usines et les machines trop perfectionnées. Si le législateur le décide un beau jour est-on sûr de voir disparaître le chômage comme par enchantement ? Il y a au contraire de fortes raisons pour conclure à l'adjonction d'unités nouvelles à l'armée des « sans-travail ». Alors que les entrepreneurs s'efforcent par tous moyens de baisser leur

(1) *Revue économique internationale*, janvier 1932.

coût pour résister à la dépression cyclique, la brutale réforme va faire exécuter aux prix de vente un bond formidable. La sous-consommation s'accroîtra encore, il y aura mévente à la fois sur le marché national et international, le pays traversera alors une crise extrêmement grave où périront ensemble patrons, ouvriers et consommateurs. Dans le cadre d'une réforme qui s'appliquerait à tous les pays du monde — à supposer qu'on puisse y parvenir — les mêmes phénomènes se dérouleraient avec le même cortège de misères et de ruines. Qu'on le veuille ou non l'Homme coûte plus cher que la Machine. A moins d'imposer une baisse sensible des salaires, et un recul des conditions d'existence — auxquels s'opposeraient d'ailleurs les masses populaires — il n'y a rien à espérer d'une marche rétrograde. Au surplus une pareille politique tue les initiatives les plus sages; elle ramène en arrière la vie économique ou tout au moins l'oblige au statu quo alors que l'esprit évolue dans des sphères infiniment plus hautes. Y a-t-il donc vraiment pléthore de main-d'œuvre à l'heure actuelle ? Si oui c'est que l'Humanité jouit de tout ce qu'elle désire ou bien c'est parce qu'elle ne sait pas mettre en valeur une énergie dont pourtant elle a un pressant besoin. Cette deuxième alternative nous paraît la vraie : l'homme heureux n'existe pas; à chaque personne il manque quantité de choses pour connaître un bonheur parfait (bonheur matériel s'entend). Les besoins ne font guère défaut, ils sont infinis; le désir de les satisfaire constitue un

puissant stimulant qu'on ne peut négliger. Alors que la technique moderne nous rapproche peu à peu de l'idéal en nous permettant une vie plus facile, un travail moins long et même un certain luxe, les théories limitatives parlent de s'en tenir là sous prétexte que progresser sans arrêt c'est condamner des millions d'individus au chômage.

Qui ne voit au contraire que c'est vers la satisfaction de mille besoins nouveaux qu'il faut diriger la main-d'œuvre congédiée afin de porter toujours plus haut le standard de vie. La machine se révèle donc créatrice de bien-être pour la société : plus elle élimine d'individus, plus la société s'enrichit. A condition pourtant que la conjonction s'opère rapidement entre ouvriers licenciés par les progrès techniques et ouvriers réembauchés dans les industries nouvelles. Malheureusement cette conjonction ne se produit pas dans notre économie actuelle. On assiste à un chômage élevé alors que la misère règne en maîtresse absolue en Chine et ailleurs, alors que même dans les pays les plus civilisés et les moins atteints par la crise des besoins inombrables et élémentaires sont insatisfaits.

Le problème se réduit par conséquent en une coordination à établir entre d'une part la force musculaire de millions d'individus qui ne demande qu'à s'exercer et d'autre part une consommation qui se révèle insatiable. Seulement ces futurs consommateurs, qui sont légions, apparaissent dénués de tout pouvoir d'achat... On semble donc tourner dans un

cercle lorsque l'on s'attaque à la question, et faute de solution raisonnable le monde reste dans l'expectative. En réalité la conjonction suppose pour se réaliser un certain nombre de conditions bel et bien remplies. Nous les groupons volontiers sous un terme générique : le rétablissement de l'automatisme mondial. De nos jours les relations entre pays sont de plus en plus relâchées : chacun d'eux entend se passer des autres, élève des murailles douanières, les surélève encore par l'institution de certaines mesures appelées contingentements, contrôle des devises, taxe compensatoire au change, etc... La circulation des capitaux devient de plus en plus impossible; les mouvements migratoires participent de cette même immobilité. Le temps paraît lointain où régnait un libéralisme international, où les offres et les demandes de toute nature accouraient les unes vers les autres, où l'équilibre économique existait constamment sur le globe à peine troublé par-ci, par-là, de secousses cycliques vite résorbées. Le chômage moderne diffère certainement du chômage d'avant-guerre; leur comparaison fait apparaître des caractères vraiment anormaux pour la période actuelle : étiage élevé, absence de synchronisme dans les variations des courbes de l'emploi des différents pays, permanence du chômage en maints endroits depuis 1920. Mais expliquer ces divergences par l'usage abusif de techniques perfectionnées semble une erreur profonde. On croit tout démontrer en parlant de chômage technologique; en vérité on ne

démontre rien et ou soutient là une cause toute superficielle. Le grand coupable des maux actuels n'est pas la rationalisation; directement et indirectement, en mettant plus d'énergie, plus de possibilités à la disposition des hommes, elle tend à leur bien-être. Il faut bien plutôt accuser l'appareil circulatoire du monde : depuis quinze ans il se refuse à fonctionner, à apporter aux multiples communautés juridiques une sève vivifiante car la guerre l'a détraqué. Par conséquent endiguer le progrès dans ces applications pratiques nous paraît faire fausse route; c'est condamner l'Humanité à la catastrophe ou tout au moins la pousser de Charybde en Scylla.

Au surplus les moyens mis en avant pour limiter la technique semblent assez douteux quant à leur efficience. M. Caillaux ne propose rien moins qu'un régime *d'économie dirigée*; la vieille conception de l'Etat-gendarme est repoussée fort loin. Bien au contraire, à côté de ses fonctions politiques et administratives l'Etat s'adjoindra celles d'un véritable dictateur économique... On peut élever toute réserve contre un pareil pouvoir : dans un domaine essentiellement mouvant et encore peu connu l'Etat échappera-t-il aux pièges, aux erreurs ? Sera-t-il toujours à hauteur de sa tâche ? La plus petite défaillance est grosse de conséquences. Un mauvais aiguillage, des tergiversations trop longues et c'est la ruine d'une région, d'une industrie, peut-être même du pays tout entier. M. Caillaux voudrait voir les prix à un niveau sensiblement plus bas. Le souhait paraît légi-

time, nous ne le critiquons pas, nous y applaudissons volontiers car il concorde parfaitement avec nos idées. Mais le paradoxe éclate entre économie dirigée et vie à bon marché : à la hausse inévitable des denrées due à la raréfaction des machines va s'ajouter une nouvelle hausse, conséquence cette fois des frais de *direction*. En supposant même excellent ce nouveau paternalisme on ne peut songer sans frémir à sa répercussion désastreuse sur le Budget. A un moment où le législateur s'évertue de mille et mille façons à le comprimer, où l'on retrace sa croissance vertigineuse depuis vingt ans et où l'on s'efforce d'éviter la faillite, instituer une prétendue économie dirigée c'est marcher vers la catastrophe. Un tel régime engendre nécessairement l'avènement d'organismes nouveaux; citons les principaux : d'abord la levée d'une armée de fonctionnaires; ensuite une représentation plus ou moins adéquate des multiples individus qui participent à l'activité du pays — agriculteurs, industriels, commerçants, consommateurs — enfin création d'observatoires économiques indispensables désormais au rôle joué par l'Etat. Tout ceci coûte cher; inutile de démontrer qu'en définitive la réforme se traduit par une hausse du coût de la vie. L'incidence est certaine, cent fois étudiée et cent fois réalisée. On vise à la baisse des prix, on n'aboutit qu'à un résultat contraire; l'économie dirigée se révèle donc inefficace.

La solution du professeur Liefmann ne nous satisfait guère non plus. Confier à un cartel internatio-

nal le soin de réglementer la quantité et la qualité des machines de telle industrie bien déterminée nous semble assez hasardeux. Outre que les ententes patronales entre pays soient plutôt rares elles ne revêtent jamais complètement un caractère de généralité. Elles se limitent ordinairement à quatre ou cinq pays et c'est tout. Dans ces conditions pas besoin de songer à une restriction sérieuse dans l'emploi des machines, les risques d'handicap seraient trop grands. Étudié dans le cadre d'une cartellisation véritablement internationale atteignant toutes les branches d'industrie le problème paraît neuf; il appartient d'ailleurs au domaine de l'hypothèse. Mais même sur ce terrain il prête le flanc à la critique. On ne voit pas très bien en effet les patrons du monde entier s'entendre sur le degré d'ampleur à donner à la technique à seule fin de diminuer le chômage. En supposant d'ailleurs ce point acquis la fraude seraient trop tentante chez les entrepreneurs et combien difficile à déceler pour que la réalité corresponde même de loin aux espérances.

§ 2.

Nous abordons maintenant les théories régressives ou hostiles à toute rationalisation. C'est à dessein que nous les faisons paraître au deuxième plan : s'analysant en une exagération des systèmes limitatifs elles participent de leur faiblesse et s'offrent aux mêmes critiques. Leurs partisans accusent eux

aussi les progrès scientifiques dans leurs applications pratiques. Le chômage procède avant tout de la technique nouvelle. Non seulement ils parlent de mettre un frein au machinisme et de le juguler, ils veulent encore revenir en arrière : le bon vieux temps ne connaissait pas tous ces engins mécaniques à haut rendement mais il ne connaissait pas davantage des dizaines de millions de chômeurs. Conclusion : renverser hardiment la vapeur dans la course vers un avenir de misère et revivre les beaux jours du siècle de Louis XIV.

Nul ne s'exprime mieux que Gina Lombroso dans son livre « La rançon du machinisme » : « C'est donc vers la petite industrie et la petite culture individuelle que doit marcher le monde pour retrouver son équilibre et ce sont les pays qui ont conservé la petite production qui jouissent aujourd'hui d'une vie meilleure. Le pays le plus riche et le plus heureux n'est pas l'Angleterre — où est née la grande industrie — ce ne sont pas l'Allemagne ou les Etats-Unis qui ont porté le machinisme à son plus haut degré de perfection, mais c'est la France qui a, comme la Chine, le mieux résisté à la grande industrie ».

Longtemps les masses ouvrières sont restées méfiantes devant les effets du machinisme. De nos jours il est intéressant de constater une évolution sensible de leur mentalité. La C. G. T. admet la rationalisation à condition qu'elle n'ait pas pour seul but d'accroître le rendement individuel au profit de quelques-uns, elle doit bénéficier à tous notamment à

l'ouvrier par une hausse du salaire et la diminution des heures de travail. Au contraire le parti communiste reste hostile aux nouvelles méthodes de production car en régime capitaliste elles frappent exclusivement les salariés en entraînant inévitablement le chômage et la misère ¹. Le leader du parti socialiste, Léon Blum, après être demeuré longtemps l'adversaire acharné de la rationalisation à qui il imputait la misère ouvrière, s'en déclare maintenant partisan au même titre que la C. G. T. ².

Aux doctrinaires de la régression nous reprocherons seulement une seule chose : leur utopie. C'est une utopie en effet de vouloir retourner vers le passé comme s'il demeurait lui-même et à notre disposition dans quelque cachette. La loi du devenir régit le monde, le façonne à son gré invinciblement; lutter contre elle c'est lutter contre le bon sens. « Les discussions ouvertes au sujet du chômage créé par le développement de la technique manquent le but quand elles se bornent à amener la condamnation des nouvelles méthodes d'organisation. Cette condamnation est vaine, aussi vaine que si l'on voulait s'opposer à un grand phénomène de la nature ». Ces quelques lignes écrites par un simple ouvrier français, M. Dubreuil ³, suffisent pour réduire à néant toutes les argumentations des théories plus ou moins régressives.

(1) *L'Humanité*, 6 mars 1932.

(2) La thèse selon laquelle la rationalisation accentuerait l'exploitation des travailleurs est rejetée par un marxiste : Tugan Baranowsky.

(3) *Nouveaux Standards*, p. 171 et 172.

SECTION II.

LA THÉORIE PATRONALE AMÉRICAINE.

Le libéralisme orthodoxe voit dans le machinisme à la fois un facteur incomparable de baisse des prix et un instrument de production illimitée; il en préconise l'emploi avec enthousiasme pour le plus grand bien des hommes. Mais les adversaires de la technique se montrent au contraire plein de pessimisme : ils lui reprochent d'entraîner inévitablement la sous-consommation des masses par la recrudescence du chômage et la baisse des salaires. Stuart Mill traduit parfaitement ces appréhensions en utilisant pour la cause sa théorie du *Wages fund* : l'excès des investissements industriels a pour résultat l'ameusement du fond des salaires, c'est-à-dire la misère chez les ouvriers.

L'école américaine se place à égale distance des extrêmes : *in medio stat virtus*. Elle prétend concilier partisans et adversaires en leur donnant raison à tous deux. Nous ne sommes plus ni au XVIII^e ni au XIX^e siècle, dit-elle, mais au XX^e. Or, cette époque se caractérise par la naissance d'une divinité nouvelle qu'on est bien obligé d'accepter : la rationalisation. La thèse américaine met tout le monde d'accord car elle repose sur deux dogmes : les hauts salaires, les bas prix de vente. Avec l'organisation scientifique du travail, le chômage disparaît, Taylor l'affirmait déjà. Il disparaît parce que la sous-consommation

n'existe plus; *elle n'est plus du domaine du possible* à cause de la vie à bon marché, espoir des libéraux, à cause aussi des salaires élevés, désir désormais réalisé des adversaires. En agissant sur les leviers Salaires et Prix de vente, on adapte facilement production et consommation l'une à l'autre. C'était simple, mais comme l'œuf de Christophe Colomb, il fallait y penser. Ford ne veut pas de chômage car « un chômeur est un client immobilisé »; pour chasser définitivement cette plaie sociale il a recours aux salaires élevés qui permettront aux usines de tourner régulièrement sans à-coups. « Le salaire, dit-il, assure la continuité du travail en créant un pouvoir d'achat qui se renouvelle sans cesse ».

L'optimisme patronal américain se retrouve chez un socialiste français, M. Jules Moch, avec toutefois une petite addition : aux deux dogmes précités cet auteur en ajoute un troisième, la collaboration et le partage des responsabilités entre patron et ouvriers. Mais c'est la même conception qui l'inspire, le même enthousiasme qui le transporte. « Avec le capitalisme américain, la puissance d'achat du travail croît régulièrement, le travail a intérêt à collaborer à cette hausse, tout comme le patron a intérêt à la provoquer. Il ne saurait donc plus être question dans cette forme nouvelle du capitalisme ni d'appauvrissement continu des masses, ni d'antagonisme croissant des classes, ni des crises industrielles multipliées dues à la sous-consommation..... La rationalisation améliore le sort immédiat des travailleurs sans entraî-

ner de chômage. Elle diminue l'impérialisme industriel des nations et avec lui les risques de guerre » ¹.

La rationalisation est donc bienfaisante pour l'emploi de la main-d'œuvre et plus généralement pour le pays tout entier puisqu'elle s'accompagne nécessairement d'une baisse du niveau des prix et d'un accroissement sensible de la rémunération de l'ouvrier. Production et consommation marchent de pair, le rêve suprême de l'économiste paraît réalisé.

A deux points de vue pourtant, la doctrine des grands patrons américains se révèle sujette à caution; elle ne satisfait ni à la logique de l'esprit, ni à l'expérimentation.

Théoriquement d'abord, elle est critiquable tout au moins sur l'une de ses positions. Sans doute, pratiquer la baisse des prix, afin de permettre aux masses d'accéder à un confort plus grand et à la consommation de reculer son point de saturation, est une très bonne chose. Nous l'approuvons complètement et nous l'opposons à la politique des cartels allemands pendant les années 1928, 1929 et 1930. Que la conjoncture soit haute ou basse toute chute des prix de vente dénote une économie absolument saine lorsqu'on ne peut lui attribuer d'autre cause que la découverte d'un nouveau procédé de fabrication ou de telle méthode plus rationnelle. Il s'en faut de beaucoup, au contraire, que l'on puisse dire la même chose d'une hausse des salaires. Cependant, Ford est affirmatif : « Nous n'avons pas besoin de périodes

(1) *Socialisme et rationalisation*, p. 58 et 139.

de somnolence dans les affaires; nous n'avons pas besoin de chômage. Les remèdes auxquels nous avons recours *lorsque les temps sont difficiles* ce sont la baisse des prix **et l'augmentation des salaires** ». Passe pour la baisse des prix : en cas de crise cyclique elle précipitera la reprise de l'activité économique; mais la hausse des salaires à un moment où toutes les courbes se dirigent vers le bas constitue un paradoxe inouï. Alors que les multiples phénomènes se tiennent pour ainsi dire la main dans la main et varient dans le même sens sous le joug impitoyable du cycle *on en fait échapper un à la loi générale*. Le profit, l'intérêt, le loyer, les prix s'amoindrissent, se recroquevillent sur eux-mêmes; seul le salaire lève la tête. Qui ne voit les inconvénients certains de la thèse américaine et sa répercussion fâcheuse sur la durée de la dépression. L'hérésie est flagrante et l'erreur d'une portée incalculable. Les hauts salaires contraignent l'automatisme cyclique, ils prétendent en remonter à une loi intangible. Ils contraignent aussi la chute des prix de vente en demeurant constants ou même en s'élevant encore dans le coût de production tandis que les autres éléments diminuent. Conséquence : reprise des affaires *retardée considérablement*. Le maintien de salaires élevés en période de basse conjoncture trouve-t-il sa justification dans la nécessité de garder intacts les débouchés de l'industrie ? Voilà le gros argument sorti, dépêchons-nous d'y répondre. Dans l'hypothèse à examiner, le pouvoir d'achat de l'ouvrier a grandi du fait de la dé-

pression générale, à condition naturellement qu'il n'y ait pas de chômage. La pratique du short time aboutit en effet le plus souvent à une contraction du salaire réel initial. Mais même dans le cas où l'ouvrier continue à faire ses huit heures par jour il y a lieu de croire que l'industrie verra cependant ses ventes diminuer. On s'en étonne *a priori*, mais à la réflexion, on aperçoit très bien le pourquoi. D'une part les prolétaires ne constituent nullement la totalité ni même la majorité de la population. Et ensuite, malgré une rémunération doublement accrue par la hausse du salaire nominal et par la baisse des prix, l'ouvrier n'achètera guère plus qu'auparavant. La psychologie propre au temps de crise l'atteint comme tout le monde; peu à peu, le pessimisme se glisse en lui et s'en rend maître comme de tout le monde; et comme tout le monde enfin, *il se restreint dans ses besoins* les plus élémentaires et thésaurise. Au surplus, on peut encore ajouter que la théorie américaine repose sur une véritable fiction. C'est une fiction de croire qu'à un moment donné, avec ensemble et discipline, *tous* les patrons vont se décider à hausser *tous* leurs salaires et à baisser *tous* leurs prix de vente. La théorie, dans son application, se heurte à la réalité.

Sur le terrain pratique des faits le système de Ford n'échappe pas non plus à la critique. Pour l'étudier dans son expérimentation il convient de diviser l'histoire des U. S. A. en deux parties. De 1921 à 1929 (Krach de Wall Street), période de pros-

périté croissante à peine coupée çà et là de petits arrêts, notamment en 1923-24 et 1927. Ensuite de 1929 à nos jours, époque de dépression où l'on se plait récemment à relever quelques indices avant-coureurs d'une reprise tant espérée.

Pendant la première période, la doctrine patronale prend corps; aussitôt formée, elle s'empare de tous les esprits américains qui l'acceptent sans discussion comme une religion supérieure à toutes les autres. Elle connaît un succès triomphal et rallie l'adhésion unanime des entrepreneurs et ouvriers. Rapidement, elle franchit les océans et s'étend au monde entier. On traduit ses préceptes dans toutes les langues. On la présente comme le secret de la prospérité et le remède efficace à tous les maux économiques.

La marche vertigineuse des affaires depuis 1928 et son allure fiévreuse en 1929, la hausse boursière, la distribution de dividendes jusque là inconnus empêchent l'économiste à cette époque de découvrir la véritable activité des U. S. A. Il ne l'aperçoit qu'à travers un voile; le masque qui la recouvre est trompeur. En pleine prospérité la théorie des hauts salaires a déjà fait faillite. D'une part, en effet, tous les prix n'ont pas baissé et d'autre part, l'Amérique connaît le chômage. Les témoignages de l'American Federation of Labor et du Dr. Wolman paraissent formels; selon ce dernier, le nombre des individus sans travail de 1921 à 1929 oscillerait entre un million et demi et deux millions. C'est là une première

réfutation à adresser au système patronal. En voici une seconde : sans doute depuis la guerre les salaires dans l'industrie sont rapidement croissants et les patrons tiennent leur parole. De 1913 à 1929, l'indice du salaire horaire des hommes non qualifiés passe de 100 à 247, celui des hommes qualifiés et demi-qualifiés de 100 à 238, conformément au tableau suivant :

	HOMMES QUALIFIÉS ET DEMI-QUALIFIÉS		HOMMES NON QUALIFIÉS	
	Indice des		Indice des	
	Gains par heure	Gains par semaine	Gains par heure	Gains par semaine
Avant guerre	100	100	100	100
1925	229	217	231	218
1926	232	220	233	233
1927	233	222	240	229
1928	235	223	242	232
1929	238	231	247	239
1930	239	213	244	220
1931	227	180	225	181

Mais la rationalisation ne n'accompagne pas d'une baisse sensible du niveau général des prix. Les entreprises rationalisées ne pratiquent pas toutes une politique de baisse des prix. Quand cela leur arrive, c'est toujours au compte-gouttes; ainsi, pour les articles industriels suivants affectés par la rationalisation, il y a eu entre 1922 et 1929 une diminution de 1,8 % pour le chauffage et l'éclairage, de 3,4 % pour l'ameublement et les ustensiles ménagers, de 6,8 % pour l'habillement. Mais le coût de la vie pour

une famille ouvrière a augmenté de 2,1 % dans cette même période. On dira que le salaire réel a augmenté et que ceci corrige cela en partie. D'accord, mais il n'en résulte pas moins que dans son application concrète le système américain ne donne pas tout ce qu'il promet. Les amortissements d'outillage à la fois fréquents et rapides — l'amortissement en trois ou même deux ans est chose courante aux U. S. A. — et la politique de résistance à la baisse des cartels et trusts ont pris le pas sur lui¹.

Les années 1929 et suivantes inaugurent la chute définitive de la doctrine patronale. Son impuissance éclate aux yeux du monde entier. C'est tout au plus une théorie dont l'optimisme s'adapte parfaitement aux périodes de haute activité économique mais qui ne résiste certes pas au souffle violent de la tourmente cyclique. Après le krach de Wall Street et sur les conseils du président Hoover, les magnats de l'industrie décident d'un commun accord le maintien des hauts salaires. Ford va même plus loin : en décembre 1929, il les augmente sensiblement; 113.643 ouvriers payés à plus de 7 dollars touchent un supplément horaire de 5 cents, 24.320 payés à 6 dollars perçoivent dorénavant une rémunération de 7 dollars; quant au salaire d'essai, Ford le porte tout simplement de 5 à 6 dollars. L'American Federation of Labor applaudit vigoureusement à l'attitude des grands patrons. Chacun croit à la brièveté

(1) Néanmoins il y a eu entre 1919 et 1929 aux U. S. A. une baisse de 20 à 25 % des produits manufacturés.

de la crise et à l'efficacité du remède appliqué. Mais 1930, 1931 se passent sans l'apparition d'aucune lueur d'espoir dans le ciel américain. Peu à peu les industriels perdent courage; les salaires fléchissent; Ford abaisse nettement les siens en octobre 1931. La nouvelle doctrine n'a rien donné ou plutôt ses résultats ont été contraires à ceux que l'on attendait. On pouvait légitimement penser qu'au lendemain de la crise boursière d'octobre 1929, les prix industriels allaient baisser. Il n'en a rien été sauf chez Ford. La cause ? D'une part, la politique des cartels et trusts, d'autre part, les hauts salaires eux-mêmes. Incontestablement, leur niveau élevé a gêné beaucoup d'entrepreneurs dans la compression de leur coût; par voie de conséquence les prix de vente sont restés à peu près constants. La rupture initiale de l'équilibre américain vient de là. Les prix agricoles de leur côté s'effondraient en effet lamentablement et sans solution de continuité depuis 1925, amenuisant le pouvoir d'achat des campagnes. Fin 1932, le blé atteint le cours historique de 42 cents. Or, l'Amérique agricole est le grand client de l'Amérique industrielle : 44 % des américains vivent dans des maisons isolées ou dans des villes de moins de 2.500 habitants. Maintenir les prix des produits industriels à un niveau de prospérité c'est vouloir la mévente; selon la forte expression de M. Paul Reynaud, c'est vouloir mettre les objets fabriqués, « comme des pots de confitures, sur des étagères de plus en plus hautes que la

main du producteur agricole peut de plus en plus difficilement atteindre » ¹.

Résultat de cette erreur colossale : un chômage intense à partir de 1930. Cette année nous paraît d'ailleurs plus topique que toute autre; elle se caractérise *primo* par des salaires au moins aussi élevés qu'en 1928-1929 (nous parlons naturellement de l'industrie, car dans l'agriculture les salaires diminuent sans arrêt depuis 1927 ²) et *secundo* par la généralisation du *short time*. On aperçoit immédiatement une des lacunes fondamentales de la thèse patronale : la confusion entre salaire nominal et salaire réel.

A quoi cela sert-il d'octroyer à l'ouvrier une rémunération horaire élevée, mais de ne le faire travailler que deux ou trois jours par semaine ? A rien bien certainement. Le système américain parle de garder intact le pouvoir d'achat des masses en maintenant de hauts salaires, mais cela s'entend de salaires *réels* évidemment. Nous avons contredit *théoriquement* cette prétention; nous constatons maintenant qu'elle ne s'applique même pas sur le terrain pratique des faits. Encore une fois, la doctrine patronale ne tient pas ses promesses : les prix industriels s'obstinent dans une rigidité désespérante au lendemain de la crise, et d'autre part les salaires baissent en réalité dès la fin de 1929. Le tableau suivant

(1) Réflexions sur la crise américaine, par P. Reynaud, dans l'*Illustration* du 24 décembre 1932.

(2) Voir annexe A.

montre que le standard de vie de l'ouvrier non qualifié en 1930 se rapproche sensiblement de celui de l'année 1927.

*Indice du salaire réel par semaine aux U. S. A.
(Hommes non qualifiés).*

Avant-guerre	100
1925	132
1926	133
1927	140
1928	144
1929	150
1930	141

Une dernière critique à adresser aux hauts salaires — puisque nous savons qu'il s'agit uniquement de hauts salaires horaires — c'est qu'ils sont source directe de chômage. Non seulement ils apportent une entrave à la baisse du coût de production et en définitive au fléchissement des prix de vente, mais ils méconnaissent encore la vieille loi de l'offre et de la demande. Celle-ci ne semble guère être du goût des américains; *l'open market* du Federal Reserve Board déjà la « mettait à l'ombre », mais elle a fini par sortir ses griffes. Ici aussi elle a pris sa revanche : la contre-partie des hauts salaires a été le chômage. A un moment donné et dans un pays donné, il n'existe pas, en effet, un certain travail fixe à exécuter; sa quantité varie suivant son prix. Une baisse raisonnable des salaires dès l'éclatement de la crise eut amené un chômage moins catastrophique. Seule-

ment on a voulu diriger l'économie du pays dans sa chute, on a vogué à l'aventure, on s'est empêtré dans un mal plus profond. Notons pour terminer que dans la lutte engagée contre l'évolution cyclique, celle-ci sort vainqueur : toutes les courbes s'orientaient à la baisse, une seule, la courbe des salaires, s'arrogeait le droit de tenir tête à l'orage. Peine perdue. A peine ébauchée la résistance est brisée nette dans sa stratégie et sapée à sa base par l'apparition de millions de chômeurs complets, de millions de chômeurs partiels. En fait, le haut standard de vie de l'ouvrier, dont s'enorgueillissait l'Amérique, a baissé très vite après le krach de Wall Street.

Une dernière remarque : l'étude du salaire nominal aux U. S. A. révèle encore de nos jours un taux élevé. Fin 1932, son indice se fixe aux environs de 200, autrement dit au double du niveau d'avant-guerre. Nous nous trouvons là en présence non plus d'une dernière manifestation de la théorie patronale — les industriels rejettent le dogme des hauts salaires depuis 1931 — mais en présence d'une résistance à la baisse procédant des masses et de l'American Federation of Labor. Nous aurons loisir d'étudier ce mouvement nouveau dans la section suivante.

SECTION III.

LES THÉORIES DE LA RATIONALISATION INACHEVÉE.

Le titre de cette troisième section semble assez étrange au premier abord; pourtant selon nous il se

justifie très bien, car il réunit dans son appellation une pleïade d'auteurs à idées convergentes. Ils proclament la rationalisation *excellente en elle-même* : elle libère de plus en plus les hommes des labeurs écrasants, elle contribue à leur bien-être et fait mentir le vieil anathème *Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front*. Seulement, la rationalisation actuelle a dévié; elle s'est aiguillée dans une mauvaise direction qui l'a conduite à un échec, autrement dit à l'apparition inévitable de millions et de millions de « sans-travail ». *Le chômage technologique résulte avant tout d'une faillite de la rationalisation*, d'une rationalisation *irrationnelle* ou encore d'une rationalisation inachevée par suite de l'absence d'un élément vital. Les techniques nouvelles manquent leur but parce qu'on n'applique pas un postulat qu'elles sous-entendent nécessairement.

Jusque là nos théoriciens sont parfaitement d'accord; les difficultés commencent lorsqu'il s'agit de définir le postulat en question. Certains soutiennent qu'il ne peut y avoir de rationalisation digne de ce nom sans une rémunération élevée du travail : le salaire doit suivre comme son ombre tout accroissement de la productivité ou bien on se heurte rapidement à la sous-consommation ouvrière, c'est-à-dire au chômage. Pour d'autres, la véritable rationalisation suppose une réduction sensible du temps consacré au travail : on parle de la semaine de quarante heures ou de la journée de quatre heures. D'autres enfin mettent l'accent sur une refonte absolument

logique des institutions et préconisent une collaboration étroite entre employés et employeurs ou encore l'adoption d'une politique fiscale appropriée au règne du machinisme. Certains même ne voient le salut que dans la limitation des naissances et se posent en champions du malthusianisme.

Tout le monde fait le procès de la mécanisation moderne; mais l'accusation varie — et le remède proposé aussi — suivant les auteurs. La disparition du chômage ne leur paraît guère compliquée : il suffit de remettre la rationalisation sur le droit chemin en lui injectant ce qui lui manquait afin de la transformer en une rationalisation idéale. On est toutefois en droit d'hésiter; l'esprit se déclare rarement satisfait lorsqu'il se trouve en présence de solutions différentes; il se méfie de la diversité des choses et tend à les analyser chacune leur tour avant de prendre parti.

Les deux premières panacées, remarquons-le bien, n'inaugurent rien d'absolument nouveau. Elles procèdent directement de Sismondi. Cet économiste hostile aux machines à cause de leurs effets sociaux ne poussait pas l'intransigeance jusqu'à vouloir leur suppression. Il se rendait parfaitement compte de leurs avantages, mais sa sensibilité se révoltait contre l'indifférence avec laquelle le libéralisme orthodoxe envisageait certaines de leurs conséquences. Ses violentes diatribes tendaient avant tout à mettre en lumière les souffrances de la classe ouvrière; et dans sa générosité il ne voyait que deux moyens pour les

apaiser : les hauts salaires, la réduction de la journée de travail.

Dans trois paragraphes nous examinerons successivement les hauts salaires, la semaine de quarante heures et la fiscalité comme remèdes au chômage technologique *actuel*.

§ 1. — *Les Hauts Salaires.*

Les partisans des hauts salaires se réclament tous ouvertement ou tacitement de la théorie sismondienne des crises. Cette vieille doctrine joue en quelque sorte le rôle d'un fond commun où chacun puise selon ses besoins pour étayer solidement sa construction. Du noyau central jaillissent quantité de satellites que l'on peut classer en deux groupes bien distincts suivant l'angle sous lequel ils se placent vis-à-vis de leur origine. Mais une rapide esquisse de la théorie-mère s'impose si l'on veut être clair.

Pour Sismondi, la crise apparaît comme la conséquence fatale d'un paradoxe propre à notre régime capitaliste. D'un côté, une production toujours plus poussée qui s'enfle prodigieusement grâce à l'emploi de plus en plus fréquent des machines. De l'autre, une consommation qui atteint rapidement son niveau maximum pour diminuer en volume, s'effriter sans cesse et engendrer finalement cette rupture d'équilibre qualifiée crise économique. Une double sous-consommation, tel est le point de départ de la crise. D'abord une sous-consommation ouvrière tenant à

une rémunération extrêmement basse du travail : salaires obstinément « collés » au coût de la vie, autrement dit soumis à la loi d'airain. Et ensuite, sous-consommation chez les capitalistes eux-mêmes ; cette classe privilégiée n'arrive pas en effet à dépenser la totalité de ses revenus parce qu'elle n'en a pas la possibilité physique. Une fois tous ses besoins satisfaits, il lui reste un solde actif qui va se transformer en moyens de production. L'emploi de ce reliquat approfondit davantage encore le fossé entre production et consommation puisqu'il contribue à donner un nouvel élan à un machinisme déjà déchainé.

Telle est la thèse. Il ne nous appartient pas de lui adresser ici des critiques méritées, d'autres s'en sont chargés¹ et nous ne voulons pas nous exposer à une redite. Notons toutefois une de ses erreurs flagrantes : l'impossibilité pour les capitalistes de dépenser tous leurs revenus *faute de besoins à satisfaire*. Chacun sait qu'il n'existe aucune limite aux besoins ; ceux-ci affectent des aspects multiples : ils peuvent être physiques, intellectuels, sociaux, etc... Leur infinité empêche de les enfermer dans un cadre rigide même pour une personne très riche.

En résumé, pour Sismondi, la crise résulte d'une cause initiale : *la sous-consommation*, et d'une cause secondaire qui se superpose à la première en l'aggravant : *la surcapitalisation*.

Sous-consommation, surcapitalisation, voilà les

(1) LESCURE, *op. cit.*

deux pôles autour desquels gravitent les partisans des hauts salaires. Tantôt ils justifient leurs prétentions en dénonçant la faiblesse du pouvoir d'achat des masses. Tantôt ils s'appuient au contraire sur l'excès des investissements dans nos sociétés modernes. Dans les deux cas un seul remède : des salaires élevés; résultat sûr et certain : la disparition du chômage technologique. Ces assertions valent un examen sérieux.

LE CHÔMAGE ET LA SOUS-CONSUMMATION OUVRIÈRE.

Les auteurs que nous nous proposons d'étudier sous cette rubrique louent les bienfaits de la rationalisation. Elle n'est nullement la cause de la troisième variété de chômage qui caractérise l'après-guerre. Ce chômage, indifféremment appelé technologique, permanent, structurel ou endémique, repose sur la méconnaissance absolue d'un parallélisme *nécessaire* entre d'une part la courbe des rendements en nature et d'autre part la courbe des salaires réels. En bonne logique il faut permettre aux masses un pouvoir d'achat sans cesse plus grand au fur et à mesure que s'accroît leur capacité productive. Le niveau de la consommation doit suivre palier par palier la marche ascendante de la productivité, ou bien l'on court à la catastrophe comme c'est le cas actuellement. « Si les salaires avaient bénéficié d'une élévation symétrique aux progrès enregistrés dans les rendements en nature, le pouvoir d'achat supplé-

mentaire ainsi réparti à des millions de travailleurs aurait mis ceux-ci à même d'accroître indéfiniment leur consommation, du moins pour une foule d'articles pour lesquels les besoins de la classe ouvrière sont loin d'avoir atteint leur point de saturation. C'est dire que l'amplification de la demande portant sur ces articles aurait permis de *résorber*, au fur et à mesure, les travailleurs devenus en surnombre dans les branches récemment rationalisées » ¹.

L'American Federation of Labor se déclare pleinement favorable à cette manière de voir. Par la voix de son vice-président Matthew Woll elle constate que depuis 1912 le nombre des ouvriers diminue régulièrement aux U. S. A. Au contraire, de 1912 à 1929, le montant des dividendes distribués augmente de 251 % et le montant des intérêts payés de 337 %. Elle conclut à l'application immédiate de deux remèdes : la réduction de la journée de travail et le paiement de salaires dignes des hauts rendements où sont parvenues les branches de l'industrie américaine. « Il ne faut pas réfléchir longuement, dit Matthew Woll, pour se rendre compte qu'il n'est aucune raison justifiable pour laquelle dans ce riche pays (les Etats-Unis) nous ne pourrions réussir à assurer aux masses une puissance d'achat qui ne serait pas seulement régulière mais qui demeurerait proportionnée à la productivité croissante de la Nation » ².

(1) *Revue d'économie politique*, janvier-février 1932, article de M. Khérían.

(2) *Revue économique internationale*, août 1931, p. 360.

Le président de l'American Federation of Labor William Green, s'attache de son côté à démontrer que de 1919 à 1929, malgré la politique des grands patrons, le salaire réel moyen s'est à peine élevé de 27,5 % alors que la productivité physique faisait un bond de plus de 50 %. C'est à cet écart de 22,5 % que tient l'existence de millions de chômeurs aux U. S. A. ¹.

Le tableau ci-dessous emprunté au professeur P. Douglas corrobore parfaitement les allégations de W. Green ².

Années	Gains réels	Productivité physique par Homme
1899	100	100
1914	106	116
1921	117	117
1923	132	138
1925	130	154

La simple réflexion d'un ouvrier de Ford, empruntée au New Republic, illustre encore mieux l'absence de parallélisme entre salaires réels et productivité en nature. « Je produis actuellement en trois jours 64.200 pièces pour lesquelles je reçois 24 dollars; en août dernier je produisais en quatre jours 50.000 pièces pour lesquelles je touchais 32 dollars. Depuis août ma paie a été réduite de 25 % tandis que ma besogne augmentait de 28,4 % » ³.

(1) *Bull. de la National City Bank of New-York*, avril 1931, p. 58.

(2) *Real Wages in the United States 1890-1926*.

(3) « *New Republic* » du 29 avril 1931.

M.-B. Scheler soutient une thèse en tout point comparable à celle de la Fédération américaine du Travail : il préconise la diminution de la journée de travail et des salaires « en harmonie avec les progrès réalisés ». Quant à l'économiste Flursheim¹ sa manière de voir est légèrement différente : le chômage résulte des variations dissemblables dans leur ampleur de la force de production et de la production. Par suite des progrès techniques la productivité dépasse de beaucoup la production; voilà où réside le mal. Comment le faire disparaître ? En obligeant la production à suivre la productivité, répond Flursheim, par le paiement de salaires très élevés qui développeront la consommation et par l'emploi intensif de toutes les forces humaines et matérielles du pays.

Cette dernière thèse s'apparente en réalité étroitement aux précédentes. Elle voit la cause du chômage dans une disparité entre productivité et production; mais celle-ci n'est elle-même que la conséquence d'une divergence d'allure entre productivité et pouvoir d'achat des masses. Si la production ne suit pas une marche parallèle à celle de la productivité c'est parce que l'existence d'une sous-consommation l'en empêche. La véritable cause du chômage réside en dernière analyse dans une sous-consommation; un seul remède : des salaires réels en relation directe dans leurs oscillations avec les variations de la productivité.

(1) *Revue éconóm. inter.*, mai 1932 : article du professeur Manlio d'Ambrosio.

*
**

Les théories explicatives du chômage par l'absence d'un parallélisme rigoureux entre le rendement de l'ouvrier et son salaire réel ne sont pas exemptes de reproches. On s'étonne tout d'abord de voir dans une sous-consommation le facteur initial de la débâcle américaine. Certes la production s'enflait de plus en plus surtout pendant les années 1928 et 1929, mais la consommation ne restait pas en arrière. Elle grossissait elle aussi, grâce au crédit qui se présentait sous mille aspects et que les banques octroyaient avec la plus grande facilité. N'est-ce pas bien plutôt la distribution abusive de crédits tant à la production qu'à la consommation, ou encore les spéculations effrénées qui ont amené le drame d'octobre 1929 ?

Dans un autre ordre d'idées, la thèse défendue par W. Green pêche par plusieurs côtés. Elle se présente comme un remède infaillible au chômage technologique. Supposons-là un instant mise en application dans un pays quelconque. Immédiatement les salaires réels très en retard sur l'accroissement prodigieux des rendements en ces dernières années vont faire un bond formidable. Il s'ensuit inévitablement une hausse générale des prix *en pleine période de dépression cyclique*.

D'aucuns soutiendront que c'est là une chose excellente, capable de donner une impulsion décisive à l'économie nationale en lui permettant de franchir

le cap de la crise et de voguer à nouveau vers une prospérité sans cesse accrue. Ils se plaisent à représenter la hausse des prix comme le facteur initial de la reprise des affaires, comme une sorte de choc susceptible de déclencher des activités de plus en plus grandes à la manière du caillou jeté dans un bassin et qui trouble la surface de l'eau par des ondulations concentriques. Tel n'est pas notre avis. Dans la période de conjoncture hésitante, de basse conjoncture où nous sommes, il faut bien plutôt songer à *comprimer* le prix de revient. C'est une loi de nature, une loi inéluctable par conséquent. Instinctivement, lorsque l'entrepreneur voit la bourrasque cyclique souffler autour de lui et mettre à mal ses affaires, il réduit ses frais généraux. Seuls sont emportés les établissements à coût incompressible parce que trop neufs, trop fragiles ou trop mal gérés. Au contraire, les entreprises anciennes solidement assises ayant pour elles l'expérience des décades précédentes abaissent sensiblement leur prix de revient. Le seul moyen de triompher dans le *struggle for life* c'est de vendre bon marché; elles le comprennent fort bien et, comme le roseau de la fable, elles « plient » mais ne « rompent pas ».

Au surplus, la hausse des prix ne fera même pas figure de palliatif au chômage; il y a de fortes chances pour que ce soit plutôt l'inverse qui se produise. En effet, le pays assez généreux pour octroyer aux travailleurs des salaires en harmonie avec les hauts rendements va se trouver en état d'infériorité

manifeste sur le marché international. Rapidement, il verra ses débouchés se restreindre puis diminuer complètement, d'où une recrudescence du chômage conjuguée avec une nouvelle rupture d'équilibre dans les valeurs.

Un autre grief à adresser à cette variété d'échelle mobile des salaires c'est qu'elle conduit directement à la stagnation permanente des affaires. A aucun moment l'entrepreneur n'est stimulé; son esprit d'initiative est comme paralysé devant les conséquences inévitables du système. Raisonnnons dans le cas d'un établissement industriel occupant une trentaine d'ouvriers. Le patron se rend parfaitement compte que l'acquisition d'une machine lui serait très utile : à production constante, elle permettrait un prix de vente plus bas grâce aux économies de main-d'œuvre. Va-t-il l'acheter ? Non évidemment, si la loi l'oblige à élever ses salaires. Dans le cas où la machine élimine quinze ouvriers sur trente, les salaires de la moitié restant à l'ouvrage doublent automatiquement. Rien de changé au prix de revient ou plutôt un prix de revient en hausse à cause de l'amortissement de la machine.

A noter aussi pour l'entrepreneur un autre désavantage tenant cette fois à l'incertitude du coût de production; il s'agit en effet d'un parallélisme étroit entre productivité physique et salaires *réels*. Qu'une mauvaise récolte survienne, que le prix de la vie s'élève pour telle ou telle raison et immédiatement voilà toutes les prévisions faussées. La marge de

profit sur laquelle l'industriel était en droit de compter se rétrécit d'un seul coup. Il est vrai que l'inverse peut tout aussi bien se produire nous objectera-t-on. Sans doute, mais il y a lieu de croire qu'avec le nouveau régime le coût de la vie ira plus souvent en croissant qu'en décroissant pour la bonne et simple raison que les entrepreneurs n'emploieront pas de machines nouvelles ni de méthodes plus rationnelles.

A la base du système de l'American Federation of Labor il y a d'ailleurs une injustice flagrante que l'on entrevoit bien après réflexion. Il sacrifie trop le patron à l'ouvrier, il transforme l'entrepreneur en un agent d'assurance de la classe ouvrière : tous les risques aux employeurs, toutes les chances et tous les bénéfices aux employés. On pourrait même retourner aux partisans du système le mot « vol » dont se servent les marxistes pour qualifier le profit; ici le volé n'est pas l'ouvrier, mais le patron. Par des calculs minutieux et par des études souvent très poussées, il arrive à perfectionner le processus de production, à éliminer le gaspillage, à faire tourner des machines nouvelles, bref à accroître le rendement en nature de ses ouvriers. Légitimement il a droit à une rémunération, à un super-profit.. A chacun selon ses œuvres. Pourtant on lui refuse toute participation aux bienfaits résultant de forces qu'il a su discipliner et acquérir. Pour être plus exact l'entrepreneur ne verra son profit augmenter le plus souvent que s'il réussit à vendre plus cher qu'avant la rationalisation. Dans ces conditions les remanie-

ments d'outillage seront plutôt rares, on le devine.

Il faudra donc faire place en pratique à une hausse du profit eu égard au travail du patron et au risque encouru, il faudra également s'occuper de l'amortissement. En définitive, une modification de la théorie de W. Green s'impose équitablement. Seulement, cette modification nous semble trop essentielle, trop importante, pour que le système subsiste dans son principe. Il y a une hérésie évidente à parler de profits et salaires réels qui marchent de pair avec la productivité sans qu'il y ait chômage et au mieux des intérêts de tout le monde y compris les consommateurs.

Donner aux salaires réels une allure symétrique à celle de la productivité physique est du domaine du possible. Mais de là à croire que cette réforme suffira à rétablir l'équilibre du monde et plus spécialement à détruire le cancer du chômage il y a loin. On croit avoir trouvé la solution au problème en accouplant définitivement production et consommation. Malheureusement on fait fausse route : on oublie, suivant l'expression du professeur Douglas, « l'absence de comparabilité » du taux de l'accroissement de la productivité en nature avec celui de l'accroissement des salaires réels. Le premier est fonction des prix de gros, le second des prix de détail. C'est aux prix de gros évidemment que l'entrepreneur vend ses marchandises et aux prix de détail que les travailleurs achètent de quoi vivre. Obliger le patron à accorder des salaires réels pro-

portionnels à la productivité physique c'est aller trop loin en réalité. Du point de vue de l'entrepreneur cela revient à payer des salaires *plus que proportionnels à la productivité*. On comprend aisément ce que cette prétention a d'insoutenable.

LE CHÔMAGE ET LA SURCAPITALISATION.

Pour une deuxième catégorie d'économistes, le chômage technologique tire son origine dans les investissements massifs qui caractérisent l'après-guerre. La construction d'usines gigantesques et les remaniements d'outillage ont occasionné à des degrés divers dans tous les pays un véritable drainage des capitaux. Sous le stimulant d'un taux d'intérêt élevé l'argent s'est précipité à flots dans les mains des capitaines d'industrie. Son action fécondante a répondu à tous les espoirs : aujourd'hui le monde dispose d'une capacité de production colossale. Seulement les machines tournent au ralenti et la période de morne activité tend plutôt à s'éterniser. Il ne faut pas cependant voir dans la rationalisation la cause de tous nos maux. Le grand coupable n'est pas le progrès dans ses applications pratiques, le grand coupable c'est l'Homme lui-même. Il ne sait pas en effet *répartir équitablement le dividende national entre les forces de production d'une part et la consommation d'autre part*. Emporté par son égoïsme ou sa témérité il néglige le pouvoir d'achat des masses pour grossir le plus possible la production.

Il en résulte un déséquilibre évident d'où procède le marasme économique actuel.

La thèse est vieille. Déjà, nous l'avons vu, Sismondi en esquisse les grandes lignes. Ricardo de son côté insiste sur une distribution judicieuse du revenu national dans l'intérêt du pays. Stuart Mill incorpore cette idée dans sa fameuse théorie du fond des salaires : l'excès des investissements aboutit à amoindrir le *wages fund*, autrement dit à précipiter l'écart entre production et consommation. Il faut donc garder un juste milieu et maintenir la consommation à un niveau tel qu'elle suive sans difficulté la production. Rodbertus en fournit d'ailleurs le moyen : établir une proportion constante entre production et masse des salaires.

Quoi qu'il en soit, le système connaît un regain d'actualité; il a pour lui les faveurs de M. Keynes¹ et aussi celles du président Roosevelt. Mais son défenseur le plus ardent est M. J. A. Hobson de l'Ecole des « Welfare Economists ». On peut même soutenir que la grande majorité des américains marchent comme un seul homme derrière cette théorie qu'ils brandissent comme une bannière et dont ils espèrent un renouveau d'activité. Sidney Hillman, président général de l'*Amalgamated Clothing Workers of America*, résume à merveille en une phrase tout le contenu de la doctrine : « Si l'industrie affecte une part trop importante de ses ressources à des immobilisations, au perfectionnement de ses installations,

(1) Traité sur la Monnaie.

sans en consacrer une part suffisante à la distribution des salaires, qui représentent du pouvoir de consommation, les facilités de production demeureront excessives, comparées aux capacités de consommation du marché » ¹.

Nous nous bornerons simplement à exposer la théorie d'Hobson et à la commenter. Dans son livre : *Rationalisation and Unemployment*, cet auteur s'attache à démontrer que le chômage provient d'un manque d'harmonie entre le développement des forces productives et la capacité d'achat des masses. Dans la répartition du revenu national la part de la consommation a été sacrifiée à celle des immobilisations. Les pouvoirs d'achat des capitalistes et prolétaires se sont trouvés effrités l'un et l'autre. Il y a eu en effet depuis la guerre une véritable sous-consommation *capitaliste* tenant à la politique suivie par les grandes sociétés industrielles. Celles-ci s'ingénient par tous moyens à restreindre le plus possible la distribution de dividendes aux actionnaires afin de grossir leurs réserves et d'investir à nouveau. La rationalisation, d'autre part, a nécessité, là où on l'a réalisée, des retraits massifs de la circulation monétaire qui se sont transformés en usines et machines. Autant de moins à l'actif liquide de la classe possédante. Les excès d'investissements ont non seulement amputé la capacité d'achat des capitalistes, mais ils ont eu une répercussion fâcheuse sur les possibilités de consommation de la classe ouvrière.

(1) *Revue éconóm. intern.*, août 1931, pages 390-391.

Un chômage d'origine technologique a rapidement pris des proportions inquiétantes, la pratique du « short time » s'est surtout généralisée, amenuisant le pouvoir d'achat des travailleurs. *Nouvelle sous-consommation*. Loin de s'en inquiéter, les conseils d'administration continuent à investir, et les capitalistes dont les besoins essentiels frisent leur point de saturation, à transformer en moyens de production le plus petit actif disponible.

La crise qui secoue le monde n'a qu'un nom d'après Hobson : c'est une crise de **surcapitalisation**. L'exemple américain le montre, dit-il, d'une façon saisissante. De 1919 à 1928, l'indice de la production aux U. S. A. passe de 100 à 132, l'indice de la masse des salaires (pays rolls) de 100 à 103, l'indice de l'emploi de 100 à 89¹. En pleine période de prospérité la surcapitalisation ronge sournoisement le pays. Désormais, la crise est inévitable : elle éclate à l'automne de 1929.

La cause du mal étant décelée, Hobson n'a pas de peine à conclure. Le seul remède efficace c'est de ranimer la consommation en lui faisant une plus grande place dans la répartition du dividende national. Pour cela deux moyens : 1° une lourde imposition des revenus ne résultant pas du travail afin de mettre un frein aux immobilisations excessives; 2° la distribution de salaires élevés. Hobson insiste sur l'accroissement du pouvoir d'achat des masses : il permettra une consommation plus grande, don-

(1) LESCURE, op. cit., page 417.

nera un coup de fouet à la production et stimulera par voie de conséquence la recherche de nouvelles techniques tout en ramenant au travail des dizaines de millions de chômeurs.

CRITIQUE DE LA THÉORIE D'HOBSON.

La doctrine de la surcapitalisation apparaît infiniment plus probante que celle des dirigeants de l'American Federation of Labor. Elle est tout à la fois plus forte, plus construite, plus scientifique. Les statistiques américaines citées par Hobson à l'appui de sa démonstration sont au-dessus de tout soupçon — elles proviennent du Bureau of Labor — et semblent assurer au système une base solide et inattaquable. Une première faiblesse à lui reprocher pourtant c'est qu'il fournit un remède qui suppose l'adhésion unanime de tous les pays. Cela va sans dire. Hobson le reconnaît d'ailleurs parfaitement : l'Angleterre ne pourrait unilatéralement élever ses salaires sans que son économie en souffre. Il faut donc un accord international qui rallie tous les pays et aussi un contrôle international destiné à réprimer les fraudes. Nous restons volontiers sceptique sur cette entente universelle et sur les modalités et sanctions qu'elle comporterait. Le système d'Hobson, en l'état actuel des choses, se heurte à une impossibilité **de fait** sur laquelle nous ne nous attarderons pas.

Une critique **de fond**, cette fois, à adresser à Hobson ressort du tableau ci-dessous emprunté aux pu-

blications du *National Bureau of Economic Research*¹. Il démontre de façon péremptoire que la part globale des salaires dans le revenu national américain loin de diminuer depuis la guerre s'est au contraire considérablement accrue.

Années	Part des entrepreneurs et propriétaires en millions de dollars	Part des salaires en millions de dollars
1910	15.614	16.766
1914	17.011	18.238
1924	20.490	26.267
1926	21.844	28.577
1927	22.833	30.059
1928	24.055	29.967

Les savantes études du professeur Douglas dans *Real Wages in the United States 1899-1926* et celles du professeur W. I. King dans *The National Income and its Purchasing Power* aboutissent à la même conclusion.

Il ne nous resterait plus rien à dire sur la théorie d'Hobson — puisque des statistiques et enquêtes puisées aux meilleures sources la détruisent de fond en comble — si nous ne tenions à souligner l'orientation de la politique économique américaine ces temps derniers. Fidèle à son programme électoral dans lequel il dénonçait la répartition vicieuse des revenus du pays et les excès d'investissements, le président Roosevelt songe à relever sérieusement le pouvoir

(1) *Bulletin de la Statistique générale de la France* (avril-juin 1931, p. 388).

d'achat national. C'est une expérimentation intéressante des idées d'Hobson qui se prépare sur une large échelle... Après avoir ranimé l'activité générale en « décrochant » le dollar le gouvernement fédéral veut obtenir une recrudescence de la consommation afin d'accentuer le mouvement de reprise. Pour cela deux moyens : la prime payée aux producteurs agricoles en vertu du *Farm Relief Act*, les salaires augmentés et les heures de travail réduites qu'impose l'*Industrial Recovery Act*. Au moment où nous écrivons ces lignes¹ une hausse sensible des salaires — environ 15 pour cent — commence à se faire sentir dans le textile, les aciéries et l'industrie du ciment, atteignant près d'un million d'ouvriers. Les autres branches doivent suivre rapidement cet exemple. L'optimisme règne à nouveau aux U. S. A. et l'American Federation of Labor annonce une diminution de 1.600.000 chômeurs entre le 1^{er} avril et le 1^{er} juillet.

Loin de nous l'idée de souhaiter à la grande République un échec dans ses efforts pour sortir du chaos. Nous voudrions au contraire la voir réussir pleinement d'abord parce que ce serait la juste récompense de son courage dans l'adversité, ensuite parce que le retour du monde à la prospérité dépend étroitement d'elle. Nous ne croyons pas toutefois que l'Amérique soit sur la bonne voie. Peut-être faisons-nous erreur nous aussi en déclarant que ce n'est pas à la consommation qu'il faut s'en prendre,

(1) Juillet 1933.

mais plutôt aux instruments « circulatoires » qui ont failli dans leur rôle.

Le système d'Hobson : des salaires élevés conjugués avec une fiscalité inédite, le système de la fédération américaine du travail : des salaires réels en harmonie avec les rendements en nature, reposent sur une véritable aberration. Il y a là une erreur de jugement dont on n'entrevoit pas l'ampleur. L'erreur c'est de voir la disparition du chômage dans la création d'un pouvoir d'achat. On croit ingénument qu'avec quelques milliards jetés aux masses on sortira de l'impasse, on fera reculer bien loin le spectre du chômage... On oublie malheureusement que s'attaquer au pouvoir d'achat c'est prendre l'effet pour la cause. Le pouvoir d'achat d'un pays n'est jamais que le **reflet** de son activité économique, autrement dit que la contre-partie de sa capacité productive. On ne peut acheter qu'autant et dans la même proportion que l'on peut vendre. Production et pouvoir d'achat sont synonymes et indissolublement liés l'un à l'autre tels l'avvers et le revers d'une médaille. Agir sur le pouvoir d'achat national c'est un coup d'épée dans l'eau : *il restera en réalité ce qu'il est sans aucun changement*. Veut-on des exemples ? En voici : l'inflation monétaire confère un pouvoir d'achat aux entrepreneurs et aux débiteurs mais en enlève aux ouvriers et aux créanciers, le pouvoir d'achat total ne change donc pas. La diminution des indemnités de chômage et la réduction des traitements des fonctionnaires amenuisent la

capacité d'acquisition des intéressés, mais les impôts par contre pèseront moins lourdement sur les industriels; il en résultera une hausse du profit et des disponibilités qui trouveront à s'employer soit en biens de consommation, soit en moyens de production. Le pouvoir d'achat d'un pays reste constant quoiqu'on y fasse : en additionnant ses parcelles éparses, on aboutit toujours au *même total*. Il obéit en somme, comme les corps chimiques, au principe de Lavoisier : rien ne se perd, rien ne se crée. Même raisonnement et même vérification lorsqu'on parle d'une hausse générale des salaires, conséquences certaines : esprit d'entreprise peu stimulé chez les patrons, arrêt même des manufactures et usines si le profit est par trop atteint, et en tout cas sous-consommation capitaliste plus ou moins accentuée.

Loin de nous également l'idée de réserver aux classes laborieuses une portion congrue parmi les bienfaits apportés par la rationalisation. Le salaire doit bénéficier au même titre que le profit ou l'intérêt de la hausse de la productivité. M. Moch a raison lorsqu'il fait confiance à la rationalisation parce qu'elle active la « loi du décollement des salaires et des prix »; et nous applaudissons sincèrement M. Fourgeaud quand il affirme qu'une amélioration de méthode n'est une rationalisation « qu'autant qu'elle a des répercussions favorables dans toute l'économie, c'est-à-dire qu'elle est profitable non seulement à l'entrepreneur mais aussi *au travailleur* et

au consommateur » ¹. Le taylorisme donnait déjà un coup de fouet à la rémunération du travail. Il est dans la logique des choses que la rationalisation, plus large, plus profonde que le système Taylor, continue le mouvement en l'amplifiant davantage encore. Nous reprochons seulement aux partisans d'Hobson et de W. Green de mal choisir leur moment pour préconiser une hausse des salaires. Ils veulent résorber le chômage. C'est très bien ! Mais alors pourquoi ne pas laisser la crise se dénouer d'elle-même suivant le jeu des lois naturelles ? Le profit, ce nerf moteur de toute activité, tend naturellement à réapparaître grâce à la baisse des éléments du coût de production plus brutale que la baisse des prix de vente. Pourquoi contrarier la chute des salaires — puisqu'elle comporte son propre remède — et contrarier du même coup la reprise des affaires ? Des hauts salaires tant qu'on en voudra, mais à une condition : que ce soit dans les périodes de haute conjoncture. En période de dépression les salaires doivent plier tout comme le profit, l'intérêt ou le loyer et obéir au rythme économique.

§ 2. — *La Semaine de quarante Heures.*

La semaine de quarante heures occupe actuellement la place d'honneur parmi les panacées susceptibles de déraciner le chômage. On en fait grand cas depuis un an environ. Elle a d'ailleurs rencontré tout

(1) FOURGEAUD : *Rationalisation*, p. 22.

récemment la haute approbation du président Roosevelt ¹ qui la considère comme une condition fondamentale au renouvellement de la prospérité américaine. A beaucoup elle apparaît comme la contre-partie logique de l'adoption massive des procédés rationalisateurs. Puisque la machine tend de plus en plus à libérer les individus du travail la meilleure façon d'éviter le chômage — ou de le résorber — c'est de répartir équitablement l'ouvrage entre *tous* les salariés. Au fur et à mesure des progrès réalisés les parts iraient en décroissant mais resteraient toujours égales l'une à l'autre.

Les milieux ouvriers ² et une partie de la Doctrine se déclarent favorables à la semaine de quarante heures. Les députés socialistes ont déposé à la Chambre le 23 février 1933 un projet de loi pour l'installation urgente de cette réforme en France. A l'étranger les travailleurs la placent aussi au premier plan de leurs préoccupations : Congrès des Trade-Unions à Nottingham, Comité fédéral de l'Allgemeinen Deutschen Gewerkschaftsbundes, Commission syndicale d'Autriche, Comité exécutif de la Fédération syndicale internationale et de l'Internationale socialiste et ouvrière (Zurich), American Federation of Labor etc...

Sous la poussée de ces multiples courants la Conférence Internationale du Travail a dû se prononcer. En 1932, à sa quinzième session, et sur la proposition

(1) Industrial Recovery Act.

(2) C. G. T. et Internationale syndicale chrétienne.

de M. Jouhaux délégué ouvrier français, elle invite le Conseil d'administration de B. I. T. « à mettre à l'étude aux fins d'adoption prochaine d'une réglementation internationale, l'introduction légale de la semaine de quarante heures dans tous les pays industriels ». Dès lors l'idée est lancée, on ne l'abandonne plus, tant et si bien que le 20 janvier 1933 la Conférence Internationale du Travail spécialement réunie vote par 41 voix contre 21 et 7 absentions une résolution qui surprend tout le monde. On n'était pas habitué en effet sur le terrain international à une rapidité pareille dans la procédure. Le texte de la résolution mérite d'être cité :

« La Conférence, après avoir pris connaissance des divers arguments apportés pour et contre une réduction de la durée du travail, estime qu'elle est un des moyens susceptibles de réduire le chômage. En conséquence, elle décide d'examiner les questions de détail en prenant pour base de son examen les questions posées par le B. I. T. dans les conclusions de son rapport, afin d'aboutir à un arrangement sur le plan international dont les modalités d'application seront déterminées en vue de rendre possible le maintien du niveau de vie des salariés. »

L'avis de la Conférence se résume donc en ceci :

1) la semaine de quarante heures diminuera effectivement le nombre des chômeurs.

2) la réforme sera d'ordre international.

3) en aucune façon elle n'aboutira à une baisse des salaires réels.

M. Jacques Duboin arrive à des conclusions identiques dans son ouvrage bien connu « *Nous faisons fausse route* ». Le raisonnement de cet auteur est à la fois profond et saisissant : tous les maux dont souffre le monde, et en particulier le chômage, proviennent d'une marche effrénée de la technique ces quinze dernières années. L'analyse révèle qu'au lendemain de la guerre l'industrie et l'agriculture ont su mettre à profit les leçons et enseignements tirés de la grande tourmente. La spécialisation, la normalisation, le travail « fluent » que les nécessités de l'heure imposaient sur une vaste échelle ont été transportés d'emblée, sitôt la cessation des hostilités, dans un domaine plus pacifique. Il fallait restaurer les usines détruites, reconstruire les pays envahis et satisfaire une demande exaspérée par les restrictions de toute nature nées de la guerre. La rationalisation a répondu à tous les besoins; dès 1924, la production européenne égalait celle de 1913. Seulement on n'a pas pris garde que les méthodes nouvelles créaient un handicap pour les travailleurs. Désormais le règne de la machine s'affirmait; d'abord esclave de l'Homme elle en devenait le maître. Les préférences des entrepreneurs lui allaient parce que plus efficiente et plus docile. Peu à peu le chômage est apparu faisant tache d'huile sur le monde avec comme conséquence inéluctable une sous-consommation ouvrière. Les événements se précipitent alors : toute sous-consommation amène l'industriel à restreindre sa production, à fermer quelques usines,

bref à débaucher du personnel. Recrudescence du chômage, recrudescence aussi de la sous-consommation. D'un autre côté le patron qui voit se fermer ses débouchés un à un entame une lutte à outrance contre son prix de revient; il arrive à le comprimer en licenciant encore quelques ouvriers et surtout en rationalisant ce qui lui permet de ne maintenir que la main-d'œuvre strictement nécessaire. Nouveaux chômeurs, nouvelle sous-consommation. L'économie nationale entière est atteinte... L'entrepreneur désespéré compte sur les pays étrangers pour lui assurer des débouchés certains. Peine perdue. Il se heurte à des murailles douanières car l'étranger souffre du même mal. Alors « petit à petit se déclenche dans le monde une guerre économique moderne avec des raffinements insoupçonnés » où les engins meurtriers s'appellent primes à l'exportation, dumpings, chutes de monnaies, taxes compensatoires au change, contrôles de devises.

M. J. Duboin est un écrivain de talent, il persuade par sa logique déductive. Partant d'un point déterminé il explique clairement à la manière des mathématiciens. Il coordonne merveilleusement les événements et introduit la simplicité dans un milieu réputé des plus complexes. Ses remèdes au chômage sont à la fois le couronnement et la suite à sa théorie sur l'origine de la crise actuelle.

Pour pallier à la sous-consommation ouvrière, M. Duboin préconise la réduction des heures de travail dans un cadre international et sans une diminution corrélative des salaires.

Quant au machinisme dont il dépeint mieux que personne les effets désastreux il conseille de l'endiguer par une fiscalité opérante. « Il suffirait d'imposer avec des coefficients variables les amortissements de matériel que tout fabricant effectue chaque année au moment du bilan. L'impôt serait d'autant plus élevé que l'amortissement serait plus rapide ».

Tenons-nous-en pour le moment au premier remède. M. Duboin voit avec sympathie la semaine de quarante heures et en attend le plus grand bien¹. Son avis concorde avec la résolution votée par la Conférence internationale du Travail. La C. G. T. met aussi tous ses espoirs dans une diminution des heures de travail; au dire de son secrétaire général, M. Jouhaux, il s'agit de résoudre la crise du chômage par « une redistribution immédiate des possibilités de travail existantes de manière à les répartir sur le plus grand nombre possible d'individus ». Autre formule : « La semaine de quarante heures est une nécessité inéluctable de l'évolution économique et du progrès ». A ces éloges dithyrambiques il convient d'ajouter une déclaration faite par le même M. Jouhaux au Congrès national des mineurs : « La semaine de quarante heures est une reprise à faire sur la société capitaliste en attendant la reprise totale qui viendra bien un jour ».

Quoi qu'il en soit, la réforme présentée mérite un examen sérieux. En l'état actuel des choses la semaine de quarante heures constitue-t-elle le meilleur

(1) La grande relève de l'Homme par la machine (J. Duboin).

dérivatif au chômage ? Voilà la question à laquelle il faut répondre.

*
**

A priori on serait tenté de dire oui : de toute évidence la réduction légale des heures de travail aboutit à l'embauchage de nombreux chômeurs. J'emploie 10 ouvriers à raison de 8 heures par jour ouvrable c'est-à-dire 48 heures par semaine. Vienne la loi des quarante heures, si je veux garder ma production intacte, je dois faire appel à deux ouvriers supplémentaires.

En réalité il y a là une sorte de fiction dans laquelle pataugent les partisans du système. Dénoncé par M. Fourgeaud¹ et aussi par le professeur Allix² le sophisme est flagrant. Employant l'expression de ce dernier et savant auteur nous dirons que le remède des quarante heures repose sur l'existence d'une « masse de travail » réputée constante. Tout comme Stuart Mill dans sa théorie du fond des salaires on élève à hauteur d'un postulat l'idée qu'à un moment donné et sur un marché donné il y a une quantité **fixe** de travail à effectuer. On en déduit alors cette conséquence qu'il suffit d'augmenter le nombre des salariés en diminuant le temps consacré à l'ouvrage pour voir disparaître automatiquement le chômage. Suivant l'image du professeur Allix on croit que le problème se résoud en un « gâteau » à

(1) FOURGEAUD : *Rationalisation*, p. 117 et suiv.

(2) *Revue politique et parlementaire*, décembre 1932.

répartir entre des bénéficiaires de plus en plus nombreux et que tout l'art consiste à faire des parts de plus en plus petites. Malheureusement un tel raisonnement est vicieux ; à sa base en effet il suppose un postulat inacceptable. A un moment donné et sur un marché donné il y a bien une certaine quantité de travail, mais cette quantité n'est pas fixe : elle dépend étroitement du **prix** de ce travail. Embauchage et salaires varient en raison inverse. Plus le prix de la main-d'œuvre s'abaisse sur le marché et plus l'indice de l'emploi s'élève. La quantité de travail à effectuer n'est qu'une masse élastique directement fonction du niveau des salaires. Pour un niveau voisin de zéro la masse de travail côtoie l'infini. J'aurai besoin d'un jardinier pour satisfaire ma passion des fleurs et d'une bonne cuisinière pour s'occuper de mes repas car je déteste le restaurant ; seulement je dois me passer de l'un et de l'autre car le prix de leurs services me semble exorbitant.

Une fois admis ce raisonnement qui n'est jamais qu'une application de la loi de l'offre et la demande le reste vient tout seul. La semaine de quarante heures introduit nécessairement des salaires horaires plus élevés ¹, elle rend donc plus cher le prix du tra-

(1) A moins de supposer l'application de la semaine de 40 heures sans modification au taux horaire des salaires. A noter d'ailleurs qu'aux U.S.A. chez Ford la semaine de 5 jours ne comportait aucune hausse des salaires horaires. « Nous avons travaillé, disait Ford en 1926, sur la base de la semaine de 5 jours. Mais nous n'avons payé que les salaires de 5 journées de travail et non de 6. De plus, chaque fois que l'un ou l'autre département était particulièrement surchargé de besogne, il en revenait au régime des 6 jours ». (Samuel M. LEVIN dans *Revue écon. int.*, avril 1932).

vail. Par voie de conséquence les débouchés se ferment, le « gâteau » diminue de volume et le chômage un moment masqué réapparaît avec plus d'acuité que jamais.

La réforme proposée ne mérite donc pas le nom de remède au chômage. C'est tout au plus un palliatif. Encore aurait-on de justes raisons pour lui refuser ce qualificatif. Par la hausse du salaire horaire de *un sixième* elle aboutit en effet à une augmentation sensible du prix de revient. En pleine période de dépression nous estimons que ce serait faire une folie. **L'Animateur des Temps Nouveaux** a présenté le schéma des incidences de la semaine de quarante heures. Incidences qui conduiraient à une majoration de 25 à 30 pour cent du coût de la vie. Accroissement du salaire horaire; donc hausse du prix de revient dans les mines. Hausse corrélative dans l'industrie des transports et dans les hauts-fourneaux. L'acier arrive chez le fabricant d'automobiles : nouvelle augmentation du coût de production. Le vendeur d'automobiles augmente lui-même le prix de ses voitures parce qu'on les lui fournit dans de moins bonnes conditions et aussi parce que les « quarante heures » élèvent ses frais généraux. La hausse des prix fait fuir les amateurs d'automobiles ou en diminue le nombre. Mais dans tous les cas l'acheteur d'une voiture en répercute le prix sur ses clients. En définitive c'est le consommateur qui paye la facture des « quarante heures ». Conclusion : par le jeu des incidences le salaire *réel* de l'ouvrier — celui-là

seul qui lui importe — ne change pas. La nouvelle thérapeutique ne parvient pas à créer un pouvoir d'achat supplémentaire au profit des classes laborieuses. Un moment ranimées, les facultés de consommation s'affaissent de plus belle et le chômage rentre en scène.

Les partisans de la réforme se refusent, il est vrai, à admettre une hausse du prix de revient. Dans son coût, l'industriel verrait bien croître la part des salaires, mais les autres éléments iraient rapidement en diminuant. En fin de compte l'adoption de la semaine de quarante heures s'accompagnerait d'une baisse certaine des coûts et partant d'une baisse des prix de vente. Les preuves mises en avant sont les suivantes : les perfectionnements incessants du machinisme, l'accroissement du pouvoir d'achat des travailleurs aujourd'hui en chômage, la diminution des charges sociales entraînées par les allocations de crise. En réalité, la première assertion seule constitue le véritable pilier de l'argumentation. Elle revient à affirmer que grâce à la technique la semaine de quarante heures résoud le plus important des problèmes actuels. Le processus serait : réduction du temps consacré au travail conjuguée avec une hausse du salaire horaire de un sixième, baisse du niveau général des prix, accroissement de la consommation, embauchage des chômeurs. La réintégration des individus sans emploi serait donc l'œuvre, en dernière analyse, de l'introduction de la semaine de quarante heures dans les divers pays.

Il y a là une fausse interprétation des choses parfaitement mise en lumière par le professeur Bernard Lavergne¹. Dans l'hypothèse à examiner, l'embauchage n'est pas une conséquence des « quarante heures », mais seulement *des progrès de la technique*. Il n'y aura hausse de l'emploi que dans la mesure où ces progrès permettront une recrudescence des facultés de consommation par la baisse des coûts qu'ils engendreront. La semaine de quarante heures n'est donc pas par elle-même un remède au chômage, et c'est à tort qu'on lui attribue des vertus qu'elle n'a pas.

Outre sa réfutation de la théorie de la « masse de travail » — théorie inadmissible puisqu'elle revient à dire que « plus le travail sera cher plus on le fera travailler »² — le professeur Allix adresse une deuxième critique à la semaine de quarante heures. Nous en avons esquissé d'ailleurs une toute semblable à propos du système d'Hobson. L'adoption des « quarante heures » suppose nécessairement un accord **international**; c'est l'évidence même et le professeur B. Lavergne a mille fois raison d'appuyer sur les inconvénients d'une réforme appliquée par la France unilatéralement. Elle conduirait 1° au « suicide » de nos exportations et 2° à la ruine des services publics. La réforme est d'essence internationale, elle nécessite une entente entre pays. En dépit des progrès du **Jus gentium** trop de conférences,

(1) *Revue des deux Mondes*, 15 mars 1933.

(2) ALLIX, dans « *Sans-fil* » (1^{er} septembre 1932).

trop d'innovations internationales — exemple : la journée de huit heures — ont échoué en fait pour qu'il y ait lieu de garder un bien vif espoir dans l'application internationale de la semaine de quarante heures. Le droit des gens apparaît encore trop neuf ou trop faible devant les égoïsmes et ambitions des peuples.

Il vaut mieux mettre sa confiance dans l'avenir. Plus tard, à la faveur d'une époque que l'on se plaît à ne point croire chimérique, lorsque prospérité et amour entre peuples règneront, on pourra songer sérieusement à une réduction des heures de travail avec maintien du standard de vie. Dans une période d'abondance alliée à un super-machinisme, l'Homme se libérera de la glèbe, il s'élèvera intellectuellement. « Le corps de l'Homme agrandi par la science attend un supplément d'âme ». Rien de plus juste que cette parole de Bergson. Rien de plus respectables que les aspirations humaines vers un idéal où l'âme puisse se retremper. M. J. Duboin dans un ouvrage récent¹ revient sur son hostilité manifeste vis-à-vis du machinisme. Il ne cherche plus à l'entraver, mais au contraire à en favoriser l'essor le plus possible. Après lui avoir jeté la pierre, il en fait son dieu, car il y voit le moyen de libérer l'individu. A cinquante ans, dit-il, l'ouvrier abandonnera définitivement son travail et perdra sa qualité de producteur. Il sera mis à la retraite et occupera ses loisirs en pratiquant le sport, la pêche, le jardinage, etc...

(1) La grande relève des Hommes par la Machine.

D'accord ! Mais encore faut-il que l'Etat soit assez riche pour payer régulièrement la pension de ces retraités ! Encore une fois toute initiative un peu hardie doit reposer sur des fondations solides, c'est-à-dire sur une situation économique saine et prospère. La faiblesse actuelle de la conjoncture et certaines divergences internationales défendent l'introduction de la semaine de quarante heures. La grande majorité des Chambres de Commerce — Paris, Marseille, Bordeaux, Lille, Rouen, pour ne citer que celles-là — sont d'ailleurs en ce sens.

A plus forte raison repoussons-nous la semaine de seize heures préconisée par les technocrates américains. Selon ces derniers, en employant rationnellement l'énergie mécanique formidable dont ils disposent, les hommes pourraient satisfaire la plupart de leurs besoins au prix d'un travail très faible : 660 heures par an pour les adultes de 25 à 45 ans, soit 4 heures par jour et 4 jours par semaine. Le chômage disparaîtrait et le continent nord-américain (c'est celui-là seul en effet que considèrent les technocrates dans leurs calculs et prévisions) connaîtrait une sorte d'âge d'or. Malheureusement, le mouvement technocratique est actuellement défunt aux U. S. A. Après avoir fait fureur un moment, il est tombé dans l'oubli. Sous une apparence scientifique — où il a puisé son succès — il cachait un idéal utopique et révolutionnaire. Le « Conseil des ingénieurs américains », puissante association américaine, a jugé la « technocraty » à sa juste valeur; elle a, dit-

il, des « prétentions exagérées, intolérantes et extravagantes ». Irving Fischer de son côté se moque de la technocratie et trouve que ce qu'il y a de plus merveilleux en elle « c'est que jusqu'à une date récente on l'ait prise au sérieux » ¹. Nous n'avons donc pas à insister plus longuement sur une doctrine proche parente du socialisme utopique de Cabet et Fourier.

§ 3. — *La fiscalité comme remède au chômage.*

A certains auteurs déjà cités, la fiscalité est apparue comme un moyen efficace sinon d'enrayer le machinisme dans son développement, tout au moins d'en retarder l'allure. Ils reconnaissent d'ailleurs qu'une thérapeutique d'ordre fiscal ne saurait constituer à elle seule un facteur susceptible d'annihiler le chômage. Ils lui accordent même une place secondaire, un rôle purement *négatif* dans leur argumentation. Hobson, par exemple, met l'accent sur la nécessité de payer aux ouvriers des salaires plus élevés. De son côté, M. J. Duboin souligne les bienfaits que l'introduction de la semaine de quarante heures amènerait dans le monde. Ce sont là les remèdes *positifs* qu'ils préconisent avant tout devant cette calamité universelle qu'est le chômage. Subsidièrement, ils proposent ensuite de juguler les nouvelles techniques en ayant recours à l'impôt.

Ce paternalisme inédit se présente avec des différences marquées chez M. Duboin et chez M. Hobson.

(1) *Revue de Paris*, mars 1933 et *Revue de France*, mars 1933.

Le premier songe à taxer les amortissements de matériel d'autant plus sévèrement qu'ils seraient plus rapides. M. Duboin espère ainsi faire abandonner aux entrepreneurs l'habitude de mettre au rancart un outillage incomplètement amorti pour en acquérir un nouveau. Dorénavant ils y regarderaient à deux fois « avant de transformer radicalement un machinisme qui, à défaut d'autres avantages aléatoires et problématiques, assure un salaire régulier à la main-d'œuvre et ne compromet pas la paix sociale ».

On a tellement critiqué M. Duboin sur cette taxe à l'amortissement qu'il a fini par tourner bride. Dans son plus récent ouvrage on ne trouve plus trace d'aucun impôt. Le système fiscal proposé laisse en effet de singulières possibilités de fraude aux industriels. On n'aperçoit pas très bien ni l'assiette ni le mode de perception de la nouvelle taxe. Enfin, comme le fait justement remarquer M. Caillaux, la perspective d'un supplément d'impôt n'arrêtera pas l'entrepreneur qui espère tirer profit d'un renouvellement d'outillage.

La formule d'Hobson est beaucoup plus large : il s'agit de taxer les revenus ne provenant pas du travail, car il y a lieu de présumer qu'eux seuls permettent des immobilisations excessives et contribuent par là à rompre l'harmonie entre forces de production et facultés de consommation. — Un pareil système soulève immédiatement des difficultés. Aucun doute pour les créances qui portent intérêt

ni pour les loyers : ces revenus seront absorbés en grande partie par l'impôt. Aucun doute non plus pour les traitements et salaires : ils y échappent complètement. Mais entre ces deux extrêmes prennent place certaines catégories de revenus qu'on peut hésiter à taxer. Il en est ainsi pour les rentes et dividendes des grosses sociétés industrielles lorsque ces revenus sont la conséquence prouvée d'un travail accompli dans le passé par le rentier ou l'actionnaire. Autre cas plus compliqué encore : le profit procède-t-il d'un travail de l'entrepreneur et se confond-t-il avec le salaire comme l'affirmait Condillac ? Ou bien à en croire Adam Smith se confond-il avec l'intérêt du capital ? S'analyse-t-il simplement ainsi que le prétend Walker en une rente tenant à la capacité personnelle de l'entrepreneur ? Autant de questions auxquelles il faudra répondre... On peut encore reprocher à Hobson de pénaliser par son impôt une seule classe exclusivement : la classe capitaliste. Aux U. S. A. et en Grande-Bretagne les ouvriers ont maintes fois participé aux investissements en souscrivant aux actions et obligations industrielles.

Le taux de la nouvelle taxe promet d'ailleurs d'être prohibitif. Dès lors on assistera à la lésion de catégories sociales intéressantes (petits propriétaires, petits épargnants, petits créanciers) et à la fraude à l'impôt.

Au demeurant on peut englober les systèmes fiscaux de MM. Duboin et Hobson dans une même cri-

tique. Ils s'apparentent tous deux étroitement car ils s'inspirent d'une idée commune sur laquelle nous n'avons pas à revenir. Ils supposent en effet l'un et l'autre pour leur application la réalisation d'ententes *internationales*. C'est ce qui fait leur grande faiblesse à un moment où on ne parle que de « vague » de nationalisme et « d'autarchie » économique. Mais notre critique portera plutôt sur un autre trait commun aux deux théories, c'est qu'elles conduisent directement le prix de revient vers une *hausse certaine*. La caractéristique de l'impôt s'appelle l'incidence; bien rares sont les impôts qui ne peuvent être répercutés en tout ou partie. Dans l'hypothèse qui nous préoccupe, la taxe destinée à freiner le machinisme ou à entraver la surcapitalisation aboutit à l'accroissement des frais généraux et bien entendu du prix de la vie. A maintes reprises nous nous sommes élevés dans ce chapitre contre un pareil résultat. Voir avant tout le prix de la vie baisser, tel était notre fil directeur, notre leitmotiv, alors que nous examinions les « hauts salaires » et la semaine de quarante heures. Ici encore nous nous laissons guider par cette pensée que nous croyons vraie. Nous fuyons systématiquement tout système qui, **en l'état actuel des choses**, fait dépendre la résorption du chômage d'une hausse générale des prix.

CHAPITRE IV.

Rationalisation et Libéralisme économique.

SECTION I : Rationalisation et chômage actuel. 1) La part de la rationalisation dans le chômage actuel est faible, exemples anglais, allemand, américain. — 2) Conception libérale moderne du chômage né de la technique. Analyse de M. Fuss, théories de MM. Lescure et P. Douglas.

SECTION II : Chômage et phénomènes circulatoires. 1) Ralentissement des mouvements migratoires. — 2) Ralentissement des échanges et absence d'automatisme dans le monde. — 3) Remèdes au chômage.

SECTION I.

LA RATIONALISATION ET LE CHÔMAGE ACTUEL.

§ 1.

Les détracteurs de la rationalisation la mettent seule en cause lorsqu'on leur demande d'expliquer le chômage mondial. Il y a quelque chose de trop absolu dans cette affirmation : un phénomène aussi complexe que le chômage n'est que la **résultante** de plusieurs facteurs économiques et sociaux. L'étude des chômages anglais, allemand et américain montre

en effet la multiplicité des causes qu'on peut attribuer au fléau moderne. Dès lors le rôle joué par les machines et méthodes nouvelles tend à s'estomper et à passer au deuxième plan. Pour mieux juger l'influence réelle de la rationalisation il faut se placer dans le cadre des faits et examiner soigneusement chacune des sources à la base du chômage actuel.

*
**

En dehors de la dépression cyclique qui l'atteint comme les autres pays, la Grande-Bretagne souffre depuis la guerre d'un chômage très particulier. A coup sûr il ne convient guère ici d'accuser les progrès techniques. Chacun sait que la routinière Angleterre conserve un outillage démodé et des méthodes de production surannées dans ses mines, ses filatures et ses aciéries. Le chômage britannique n'est donc pas d'origine technologique, c'est l'évidence même. Pourtant, par un véritable tour de force, certains économistes soutiennent le contraire. Voici entre autres le raisonnement tenu par M. Khérian dans sa théorie du « chômage transféré » ¹. Jusqu'en 1929, dit-il, les U. S. A. ignorent le chômage et semblent par conséquent échapper aux désastreux effets sociaux de la rationalisation. En réalité, grâce à des prix de revient extrêmement bas, l'Amérique a supplanté l'Angleterre sur la plupart des marchés internationaux; elle l'a privée de ses débouchés exté-

(1) *Revue d'Economie politique*, janvier-février 1932.

rieurs et condamnée au chômage dans ses industries d'exportation. Le chômage qui aurait dû être la contre-partie inévitable de la rationalisation américaine n'a pas existé aux U. S. A. avant 1929; mais cette rationalisation explique parfaitement la crise traversée par l'économie britannique depuis la guerre. Le chômage anglais résulte en quelque sorte d'un « transfert » et l'analyse révèle d'une façon indirecte mais certaine l'action plutôt malfaisante des techniques nouvelles américaines.

M. Duboin aboutit sensiblement au même résultat : pour lui la nature technologique du chômage anglais ne fait aucun doute. Les progrès accomplis dans le domaine de l'électricité et l'utilisation intensive du mazout dans le monde entier sont bel et bien causes du chômage dans les houillères britanniques. D'un autre côté, le sur-équipement industriel des Dominions n'a pas peu contribué à tarir les exportations de la mère-patrie.

Au fond, les démonstrations de MM. Khérian et Duboin paraissent assez artificielles. Elles mettent en relief une chose malheureusement vraie : la dégringolade rapide du niveau des exportations britanniques ces quinze dernières années malgré les conclusions optimistes de l'enquête Balfour. La chute du commerce extérieur anglais résulte de la seule lecture du tableau ci-dessous :

*Indices des prix à l'exportation*¹.

	1926	1927	1928
Angleterre	173	163	163
Allemagne	133	134	134
Etats-Unis	133	124	125

Au lieu de rendre responsables du chômage les procédés routiniers qui conduisent à un coût de production élevé en Grande-Bretagne MM. Duboin et Khérian accusent l'Amérique (et subsidiairement l'Allemagne) et lui reprochent d'avoir un prix de revient trop bon marché.

Le raisonnement est à tout le moins paradoxal. Jusqu'ici on croyait que la conquête de débouchés nouveaux revenait *légitimement* aux pays les mieux outillés pour lutter contre les nations concurrentes. Voici que maintenant ils n'ont plus le droit d'intensifier leurs exportations sous prétexte qu'ils causent ainsi préjudice aux autres ! Trouver au chômage anglais une origine technologique c'est voir les choses à travers un prisme. Les économistes d'ailleurs, lorsqu'ils parlent de la Grande-Bretagne, emploient une terminologie particulière : ils parlent de chômage *chronique* ou *endémique*, faisant par là une démarcation voulue entre la crise américaine et la crise britannique. Qui ne voit au surplus que le meilleur spécifique au chômage anglais consiste en une amélioration des méthodes de production et en un rema-

(1) M. LESCURE à son cours, année 1930-31.

niement quasi total de l'outillage industriel ? La Grande-Bretagne s'est laissée distancer sur les marchés étrangers par des concurrents mieux équipés, mieux armés pour la lutte. Dans ces tournois internationaux celui-là triomphe qui arrive à vendre aux prix les plus bas. Les grands vainqueurs de l'Angleterre ont été les U. S. A. et le Japon. Citons aussi l'Italie qui a nettement fait reculer le commerce britannique avec les pays de l'Europe méridionale.

Aux grands maux les grands remèdes. L'Angleterre souffre d'un prix de revient trop élevé ; il faut l'en guérir coûte que coûte. Pour supprimer un pareil handicap, un seul moyen : la rationalisation. Préconisée par maintes enquêtes officielles et par de savants économistes tels les professeurs Gregory, Henry Clay et Lescure, elle seule est susceptible de ranimer l'économie britannique bien plus que certaines thérapeutiques d'ordre monétaire actuellement en honneur. La rationalisation de l'industrie, voilà la condition *sine qua non* de la résorption définitive du chômage anglais. Le meilleur exemple à citer à l'appui de cette thèse nous est fourni par la rationalisation de certaines branches de l'activité britannique : l'industrie des produits chimiques et l'industrie des constructions électriques. L'une et l'autre sont concentrées, cartellisées et dotées de laboratoires sans cesse à la recherche de procédés scientifiques nouveaux. L'une et l'autre emploient une main-d'œuvre de plus en plus importante depuis la

guerre¹. Les exportations de moteurs et d'outillage électriques passent de l'indice 100 en 1920 à l'indice 150 en 1930; en 1926 les prix à l'exportation ne dépassent les prix de 1913 que de 35 pour cent malgré des salaires doubles.

Le professeur H. Clay voit la solution du problème anglais dans une rationalisation déclenchée par les pouvoirs publics. L'Etat doit créer un bureau d'études chargé de réorganiser chaque branche d'industrie suivant un plan rationnel, bureau composé de techniciens et de compétences². Le professeur Lescure fait plutôt confiance à l'initiative individuelle en matière de rationalisation. Il estime en effet que l'entrepreneur, guidé par son intérêt particulier, est mieux placé que quiconque pour modifier les procédés anciens ou adopter les techniques nouvelles. L'Etat se doit tout au plus de l'éclairer par des conseils judicieux et des directives qui ne s'imposeront pas.

Le Coal Mines Act³ du 1^{er} août 1930 s'inspire de la thèse d'Henry Clay et constitue un premier pas vers la refonte des méthodes anglaises de production. L'act prévoit, entre autres dispositions, la création d'une commission chargée de préparer un plan de concentration des mines qui sera appliqué *obligatoirement en cas* de résistance chez les industriels et ouvriers.

(1) Voir le tableau établi par sir W. T. Layton, page 81.

(2) H. Clay veut également la réapparition du profit, nerf moteur de toute entreprise. L'Etat devra donc avancer des fonds aux industriels.

(3) Voir *Revue polit. et parlam.* du 10 avril 1931.

*
**

En Allemagne non plus la rationalisation n'est pas seule source de chômage. Peut-être même n'est-elle pas à incriminer le moins du monde car de multiples causes tout aussi plausibles surgissent lorsque l'on interroge les faits. M. Fuss ¹ souligne d'abord l'ailure assez bizarre de la courbe de l'emploi pendant les années 1924, 1925, 1926 et 1927. La rationalisation s'accompagne au début d'une diminution considérable du chômage, puis après d'un chômage élevé, puis d'une nouvelle diminution du chômage. Il y a là intervention manifeste d'un phénomène absolument étranger à la mécanisation de l'économie allemande. M. Fuss dénonce alors la véritable cause du chômage lequel résulte des relations « entre les moyens de paiement disponibles et les biens offerts sur le marché, relations qui se traduisent dans le niveau général des prix ». Autrement dit, M. Fuss met avant tout l'accent sur la restriction des crédits inaugurée en 1924 par le Dr Schacht. C'est la rareté de moyens de paiement qui explique seule le chômage en Allemagne ².

On peut encore trouver une autre source du chômage allemand dans la mauvaise politique suivie par les cartels. Sans contredit leur volonté persistante de maintenir des prix de vente excessifs a occasionné une sous-consommation génératrice de perturbations sur le marché du travail et en définitive

(1) *Revue intern. du Travail*, juin 1928.

(2) Voir aussi Max HERMANT, *op. cit.*, page 88.

d'un chômage certain. En outre les cartels allemands sont l'objet de bon nombre de critiques en ce qui concerne leurs manières d'agir. On reproche particulièrement aux « Verbände » d'intégrer des entreprises mal équipées comme affaires marginales plutôt que d'entamer la lutte contre elles et de les réduire en imposant des prix plus bas. On leur reproche encore leur refus d'arrêter les usines marginales sous prétexte d'avoir à verser des indemnités trop lourdes aux industriels éliminés. On leur fait grief aussi de pratiquer le dumping sur une large échelle et de se rendre coupables de bien d'autres choses encore. Dans la mesure où ils ont contribué à la cherté de la vie les cartels ont engendré un chômage relativement considérable.

Qu'on n'oublie pas non plus l'une des conséquences les plus importantes de la chute de l'ancien mark allemand : l'obligation pour beaucoup de gens -- rentiers, retraités, etc... -- de se remettre au travail afin d'assurer leur existence. La population active s'est encore accrue du fait de la suppression du service militaire obligatoire et surtout à cause de l'apparition de femmes de plus en plus nombreuses dans l'armée des travailleurs ¹. Selon M. E. Lederer ², professeur à l'université d'Heidelberg, la population laborieuse comprenait en 1906 environ 32.500.000 personnes; en 1925, malgré un territoire réduit, le

(1) En 1907, 8,5 millions de femmes travaillaient en Allemagne. En 1925, on en compte 11,5 millions (*Revue intern. du Travail*, avril 1932).

(2) *Revue d'Economie politique*, 1931, p. 276.

chiffre passe à 40.500.000, soit une augmentation de 8 millions d'individus. La comparaison des pourcentages entre population active et population totale est aussi éloquente : en 1910 58,2 pour cent des allemands n'avaient que le travail pour gagne-pain, pour l'année 1925 on trouve le chiffre de 65,2 p. cent.

Inutile d'aller plus loin : la crise cyclique actuelle, le « *Kapitalhunger* » qui caractérise l'Allemagne à partir de 1924 et ne se calme pas malgré l'arrivée à doses massives de l'argent étranger par dessus les frontières, le rôle néfaste des cartels, l'augmentation de la population active, autant de facteurs capables à eux seuls d'expliquer l'*Arbeitslosigkeit* allemande.

La rationalisation constitue, elle aussi, un cinquième phénomène générateur de chômage comme les quatre autres. Le tout est de préciser son action et de la juger à bon escient. Pour cela nous devons l'analyser puisqu'elle n'est qu'une synthèse à la vérité assez complexe d'éléments variés. Mais dès à présent nous nous efforçons de la replacer dans son milieu réel d'où l'avaient extraite ses adversaires afin de la rendre seule responsable du chômage mondial.

*
**

Une correction semblable s'impose dans l'intérêt de la perspective américaine. Ici cependant les choses sont plus difficiles à remettre en place. La rationalisation est venue au monde aux U. S. A. et Taylor l'a guidée dans ses premiers pas. Avant l'automne de

1929 l'Amérique connaissait un certain chômage. En pleine prospérité il y avait des gens sans travail... Chômage *nettement* technologique. Mais son origine technologique résultait beaucoup moins de l'intrusion des machines et des robots perfectionnés que de la vitesse de la mise en application des procédés rationalisateurs. Les américains souffrent du chômage parce qu'ils ont été trop vite avec le **Scientific Management**. En quelques années à peine ils transformèrent à la fois l'industrie et l'agriculture. Toutes les branches de l'économie américaine furent remaniées et sur-équipées. D'où l'apparition d'un chômage technologique que déjà Ricardo et Stuart Mill prévoyaient — et déclaraient temporaire — lorsqu'ils parlaient d'une introduction brutale et rapide des machines dans telle ou telle industrie.

La rationalisation n'est pourtant pas seule coupable du chômage aux U. S. A. On a prétendu, à juste raison d'ailleurs, que le splendide isolement de la grande république n'y était pas étranger. Nous aurons loisir de nous appesantir davantage sur ce sujet dans la deuxième section. Disons pourtant dès maintenant que certains économistes américains accusent les lois de limitation du nombre des immigrants d'être à l'origine de la crise de chômage aux U. S. A. Leur réquisitoire, appuyé sur des arguments solides, donne sérieusement à réfléchir¹.

Dans un autre ordre d'idées M. Fuss prétend que le chômage américain est surtout imputable, en 1926

(1) Voir page 175.

et 1927, à la politique de restriction de crédit du Federal Reserve Board et à certaines circonstances — par exemple la réorganisation des usines Ford — plutôt qu'à la rationalisation.

§ 2.

Nous nous proposons dans ce paragraphe d'examiner la conception libérale moderne du chômage né de la rationalisation. Certes, il ne convient plus à l'heure actuelle de défendre la rationalisation avec les seules affirmations optimistes de l'école orthodoxe vis-à-vis du machinisme. A problème nouveau, solution nouvelle. Cependant, la rationalisation participe du machinisme puisqu'elle l'englobe; n'étant jamais que son prolongement logique elle conserve pour elle les arguments maintes fois développés par les économistes classiques. C'est ainsi que l'on peut s'avancer à dire que le chômage d'origine technologique n'a qu'une durée *temporaire*. Tout comme le machinisme, la rationalisation n'entraîne qu'un bref temps d'arrêt dans l'activité des masses laborieuses. Une période de réadaptation s'impose nécessairement après chaque nouvelle invention. Toute innovation détruit un équilibre antérieur : la découverte de l'Amérique en déplaçant le centre du commerce maritime a ruiné Venise, l'invention de la poudre à canon réduisit à néant la puissance féodale et assura l'hégémonie du roi sur tous ses sujets. Le métier de Jacquard transforma en chômeurs des milliers de tisserands. L'Histoire est ainsi faite que tout progrès

comporte une rançon immédiate. Les forces un moment dérégées par l'apparition d'un phénomène nouveau végètent un temps plus ou moins long, s'entre-choquent même par moment puis finissent par s'assimiler le dernier élément venu à la lumière et repartent alors de plus belle. Il y a là une chose contre laquelle l'Homme ne peut absolument rien, une sorte de loi naturelle qui se retrouve d'ailleurs en physiologie et qui n'est jamais que l'un des aspects de la lutte pour la vie. On peut parfaitement résumer cette loi en disant que l'action amène la réaction; on aura ainsi clarifié le problème mais on ne l'aura pas résolu.

Quoiqu'il en soit, de nombreux auteurs sont d'accord pour proclamer que le chômage dû aux techniques modernes n'est pas permanent comme certains esprits pessimistes veulent le faire accroire. Pour M. Fourgeaud, la rationalisation entraîne un chômage momentané car l'existence d'un chômage permanent supposerait une quantité *limitée* de travail dans le monde. Or un tel postulat n'est rien moins qu'absurde. Selon M. Dubreuil, le chômage créé par le **Scientific Managment** disparaît rapidement pour peu que l'on s'occupe d'améliorer 1° la consommation par une meilleure organisation, 2° les rapports entre patrons et ouvriers grâce au partage des responsabilités.

M. Fuss¹ prétend, avec beaucoup de justesse d'ailleurs, que tout jugement porté sur la rationalisa-

(1) FUSSE, « *Revue internationale du Travail* », juin 1928.

tion considérée *in globo* est mauvais. La rationalisation, chose éminemment complexe, doit être analysée et chacun de ses éléments passé au crible afin de préciser son influence spécifique sur l'emploi. Au dire de M. Fuss, elle se décomposerait en cinq termes :

1° *Le perfectionnement des machines* qui entraîne un certain chômage. Mais en réalité, la main-d'œuvre éliminée est très peu nombreuse, car l'introduction de nouvelles machines s'effectue lentement, celles-ci exigent pour leur construction, entretien et usage un certain personnel. Enfin, produisant à meilleur marché — c'est le grand argument du libéralisme orthodoxe qui reparait — les machines engendrent une demande croissante d'objets fabriqués et, d'une façon plus générale, une augmentation réelle du pouvoir d'achat du consommateur qui contribuera à donner du travail aux ouvriers.

2° *La rationalisation du travail humain* ou taylorisme aboutit elle aussi au chômage, mais moins brutalement que le machinisme.

3° *La rationalisation de l'organisation technique* ne cause aucun déplacement de main-d'œuvre : elle facilite uniquement la production en pourchassant le gaspillage.

4° *La rationalisation économique de l'usine* « vise à adapter la production au marché et à stabiliser l'emploi des ouvriers ». Par conséquent elle ne peut créer de chômage.

5° *La rationalisation des industries* comprend les

multiples ententes industrielles qui sous les noms de cartels, comptoirs, syndicats, trusts, etc., font la guerre contre certains effets néfastes de la libre concurrence. Elle entraîne éventuellement du chômage, mais par contre tend à stabiliser l'emploi.

M. Fuss conclut en disant que le machinisme et l'organisation scientifique du travail conduisent à un faible chômage **permanent**. Seulement il faut bien s'entendre sur le sens à donner à ce dernier mot. L'ouvrier éliminé par les nouvelles techniques ou encore par la décision d'un trust fermant quelques usines improductives sera réabsorbé dans un temps plus ou moins lointain. Une fois achevées les transformations dont il est victime le chômeur retrouvera du travail ou dans son entreprise initiale ou dans une autre. Le chômage technologique est **temporaire**. Mais il est aussi permanent en ce sens que le processus de mécanisation se continuant sans cesse, il y a toujours à un moment donné une masse « flottante » d'individus sans travail.

*
**

Il est extrêmement intéressant de suivre la pensée libérale dans son développement. Chaque auteur apporte une pierre à l'édifice. Solidement charpentée, la construction milite en faveur de la rationalisation.

Le point de départ est la théorie classique des effets du machinisme. Chômage vite résorbé grâce à la libération d'un pouvoir d'achat qui contribue à donner du travail. Ainsi l'introduction de la ma-

chine à composer (linotype) révolutionna l'imprimerie à la fin du siècle dernier : elle provoqua une telle baisse des prix que la demande s'accrut dans des proportions considérables. La main-d'œuvre fut augmentée immédiatement. Ce fut « un des cas où l'introduction d'une machine qui révolutionnait une industrie entière ne causa aucun désastre même temporaire ¹ ». Autre exemple toujours dans l'imprimerie : l'adoption du margeur automatique. Autre exemple encore : les chemins de fer français qui font vivre actuellement plus d'un demi-million d'hommes.

On tend ensuite à élargir le contenu du machinisme jusqu'à le faire coïncider avec le concept de rationalisation. Celle-ci ne serait en dernière analyse qu'un super-machinisme; par conséquent on ne se trouverait pas en présence d'un phénomène foncièrement nouveau. Ses effets seraient plus étendus, plus consistants, plus profonds que ceux du machinisme. Mais les uns et les autres appartiendraient à une origine identique, à une nature commune. Tel semble bien être l'avis des économistes libéraux qui voient dans l'organisation scientifique du travail une source temporaire de chômage. Le professeur Lescure ² notamment fait une discrimination entre les produits suivant leur plus ou moins grande élasticité. Lorsque la demande est élastique l'entreprise

(1) M. Gompers, alors président de l'American Federation of Labor.

(2) M. Lescure à son cours (1930-1931). Voir aussi l'opinion identique du professeur Manlio d'Ambrosio dans *Revue économique intern.*, mai 1932.

rationalisée absorbe rapidement la main-d'œuvre congédiée. Lorsqu'au contraire la demande affecte un caractère inextensible et rigide, la rationalisation n'entraîne pas, malgré la baisse des prix, un surcroît de production; mais néanmoins il y a des économies de pouvoir d'achat qui s'appliquent à créer d'autres produits et en fin de compte à redonner du travail aux chômeurs. La rationalisation ne peut créer qu'un chômage momentané. Pas plus que le machinisme, elle ne peut engendrer de chômage chronique. Elle est bien plutôt, à la longue, source d'un mieux-être, car elle finit par entraîner une demande supérieure de main-d'œuvre.

Même avis du professeur P. Douglas dans son livre **Technological Unemployment**. Il distingue les répercussions immédiates et lointaines de la rationalisation. Les premières sont désastreuses et l'auteur en fournit une excellente explication¹. Un chômage temporaire est inévitable, car « il faut *un certain délai* avant que l'abaissement des prix de fabrique se fasse sentir au consommateur sous la forme d'une baisse des prix et *un délai encore plus long* pour que le consommateur, dépensant moins, achète davantage ». Le déplacement de main-d'œuvre sera d'autant plus important que le produit sera inélastique, que la part des salaires sera faible dans le coût et que l'industrie sera peu développée. En ce qui concerne les répercussions lointaines de la rationalisation, le professeur P. Douglas affirme l'effet bienfai-

(1) Rationalisation et emploi (B. I. T.).

sant des nouvelles méthodes de travail. Avec le temps elles entraînent en toute certitude la résorption des chômeurs, des possibilités d'emploi nouvelles et une augmentation des gains et revenus individuels.

Degré d'élasticité des produits, psychologie des commerçants et intermédiaires, psychologie des consommateurs, autant de piliers sur lesquels repose la théorie libérale du chômage technologique. La technique *en elle-même* ne condamne pas l'ouvrier à la misère, elle ne le jette pas à la rue. Elle apporte peut-être un certain trouble dans l'entreprise qui s'équipe suivant les lois rationnelles et la classe laborieuse en souffre bien certainement. Mais ce trouble est infiniment moindre que celui qu'on aperçoit lorsque l'on ne va pas au fond des choses. Si l'on pouvait domestiquer la demande et lubrifier le jeu de certaines réactions à la fois économiques et sociales on percevrait nettement le véritable rôle de la rationalisation. On verrait alors que même dans le domaine des répercussions immédiates, son influence sur l'emploi est extrêmement faible. L'économie politique **pure** a ceci de bon qu'elle permet de découvrir les véritables causes en les mettant exclusivement en relief. Les procédés rationalisateurs ne sont que la cause *occasionnelle* du chômage actuel; la plus ou moins grande intensité des besoins, les divergences qui les séparent dans leur nature intime, la psychologie des masses en sont les causes *profondes*. Appartiennent encore à cette seconde catégorie, d'une part les entraves apportées à la circulation des

hommes, des marchandises et des capitaux dans le monde, et d'autre part l'état où se trouve la conjoncture au moment de la rationalisation. M. Fuss insiste sur ce dernier point : la réintégration des travailleurs libérés par la technique dépend de la situation économique générale. La vitesse de résorption varie parallèlement aux oscillations rythmiques de la conjoncture. En période de haute activité la rationalisation d'une entreprise, voire même d'une branche d'industrie, n'amènera aucun chômage. Les individus licenciés trouveront facilement à s'occuper ailleurs et à des conditions identiques. Dans le chaos allemand, la rationalisation d'une usine de constructions mécaniques d'Esslingen est à citer en exemple... Même chose pour le trust de l'acier¹. Malheureusement, la rationalisation s'effectue ordinairement dans les moments de dépression. L'entrepreneur doit comprimer son coût dans ces périodes plus qu'à toute autre. Le cycle économique est donc à ranger parmi les causes profondes de chômage technologique.

Autre source directe de chômage : les troubles circulatoires mondiaux auxquels nous arrivons.

(1) Voir page 78.

SECTION II.

CHÔMAGE ET PHÉNOMÈNES CIRCULATOIRES.

§ 1.

Depuis la guerre les courants migratoires se sont considérablement ralentis dans le monde. Il y a là une chose qu'on ne remarque pas assez et qui a cependant son importance. Sans doute est-on mal placé en France pour entrevoir cette quasi solution de continuité dans la circulation humaine. Notre pays laisse sa porte grande ouverte aux immigrants : il les accepte tous d'abord par bonté d'âme et ensuite, il faut bien l'avouer, par nécessité pour parer le plus possible à la crise de la natalité. Ce n'est que récemment que le législateur a pris certaines mesures destinées à contingenter les étrangers dans l'intérêt de la main-d'œuvre française. Les autres pays nous ont précédé dans cette voie depuis longtemps et d'une façon beaucoup plus sévère, tels les U. S. A. et l'Australie. Quelquefois même on rencontre des gouvernants qui s'attachent à entraver l'exode de leurs nationaux !

La Commission internationale de l'émigration convoquée en 1921 envisageait la restauration et la création de mouvements migratoires¹. Elle a échoué dans sa tâche devant l'égoïsme des peuples. Se fait-on une idée de la déchéance de l'émigration ? Citons quelques chiffres au hasard concernant par exemple

(1) Problèmes du chômage en 1931 (B. I. T.).

la Grande-Bretagne. En 1913 l'émigration mensuelle anglaise atteignait 32.000 personnes, en 1927 elle tombe à 12.800, en 1929 à 11.800 et en 1930 à 8.000 personnes seulement. Comment ne pas voir dans ce ralentissement excessif l'une des causes du chômage anglais ! L'ouvrier anglais ne s'acclimate qu'en pays anglo-saxons et ce sont précisément ceux-là qui ferment le plus hermétiquement leurs portes à l'immigration...

Quelques économistes américains accusent les lois de limitation du nombre des immigrants d'avoir une répercussion néfaste à double effet. Non seulement elles expliquent une bonne partie du chômage britannique mais loin de sauvegarder les travailleurs nationaux elles les conduisent à la misère en les vouant *eux aussi* au chômage. L'existence aux U. S. A. de dix ou douze millions d'individus sans travail serait le résultat indiscutable d'une législation draconienne et ultra-nationaliste. Sous couleur de maintenir un standard de vie élevé à l'ouvrier américain elle empêche le développement de la consommation par l'adjonction de nouveaux consommateurs. D'autant plus que le chiffre des naissances aux U. S. A. baisse singulièrement depuis la guerre... Selon M. Hersch ¹ « le million d'immigrants qui, avant la guerre, s'ajoutait chaque année à la population des U. S. A. augmentait d'autant le débouché intérieur de ce pays. Comme débouché, ce flot d'immigrés était plus que l'équivalent d'une annexion chaque année

(1) *Revue internationale de sociologie*, septembre-octobre 1929.

d'un nouveau pays d'un million d'habitants, puisque la vente au million d'immigrés ne demandait ni transport lointain ni autres frais spéciaux ».

Revenons à la Grande-Bretagne et constatons que les mouvements migratoires *à l'intérieur* de ce pays sont comme ankylosés. Ainsi la paralysie est générale et l'immobilité triomphe sur toute la ligne. Le dynamisme déchoit. Dans le pays de Galle et le nord de l'Angleterre le nombre des travailleurs (chômeurs compris) demeure constant : on en comptait 4.060.000 en 1923 et 4.075.000 en 1929. Même éloquence des chiffres dans les Midlands et le sud : pour les deux années précitées on dénombre respectivement 4.700.000 et 5.250.000 individus occupés ou à la recherche d'un travail ¹. L'ouvrier anglais ne se déplace plus. Le chômeur reste dans son faubourg enfumé et s'obstine à ne pas quitter la région — voire même la ville — qui l'a vu naître. Peut-être faut-il ici jeter la pierre à l'assurance-chômage. Beaucoup d'économistes ² estiment en effet que la « dole » permet aux « sans-travail » un niveau de vie trop élevé. Jouissant d'une certaine aisance le chômeur anglais dispose d'une plus grande latitude pour reprendre son travail à des conditions nouvelles. Il se refuse souvent à tel ou tel genre de besogne parce qu'il consulte ses goûts. Il aime son indépendance et est attaché plus qu'on ne croit à l'endroit où il vit depuis

(1) *Revue politique et parlementaire*, juin 1932.

(2) Entre autres M. J. Rueff dans *Revue d'écon. polit.*, 1931, N° 2

toujours. La « dole » agit aussi à la manière d'un frein sur les salaires qu'elle empêche de baisser au-dessous d'un niveau rigide... Les points de vue social et économique se heurtent ici violemment. L'économiste ne voit que la logique des choses et des événements mais il n'aime guère analyser l'être humain afin de connaître ses réactions. Il juge impartialement ce qu'il perçoit et prononce sa sentence quand bien même elle serait susceptible de déclencher une révolution ouvrière. Dans un ordre d'idée semblable il faudrait condamner, en économie politique **pure**, l'accession des masses à la petite propriété. Celle-ci enchaîne le prolétaire au sol et entrave son déplacement éventuel. La loi Loucheur par exemple, dans notre pays, a des effets sociaux et moraux bienfaisants, mais vue sous l'angle **économique** elle apparaît éminemment critiquable.

§ 2.

A l'heure actuelle la force d'inertie triomphe non seulement en matière de circulation humaine mais aussi sur le terrain des échanges internationaux. L'après-guerre se caractérise, suivant l'expression célèbre d'un ancien président du conseil, par le « désarroi des hommes et des choses ». Les frontières des différentes nations se hérissent de murailles douanières infranchissables et le commerce extérieur s'atrophie; conséquence inéluctable : un chômage mondial. On assiste également à la dégénérescence des exportations de capitaux. Les émissions de va-

leurs étrangères se font en effet de plus en plus rares. Avant guerre la France possédait un magnifique portefeuille étranger évalué à 40 ou 45 milliards de francs-or. Les capitaux fournis aux nations débitrices étaient surtout constitués par des machines et outils *fabriqués en France*. Autre source certaine du chômage dans le monde...

Il faut encore noter l'absence d'une monnaie internationale saine, la co-existence de pays agricoles vendant beaucoup et bon marché à côté de pays industriels vendant peu et cher¹, et insister particulièrement sur un autre trait des temps présents : l'absence d'automatisme dans l'activité économique. Avant 1914 le chômage reste faible car la production se développe de façon harmonieuse. Si la concurrence du blé argentin est par trop vive les agriculteurs européens ou bien se transforment en ouvriers d'industrie et fabriquent des machines pour l'Argentine ou bien encore émigrent à l'étranger. Le chômage cyclique est de courte durée : après la période d'essor le coût de production croît plus vite que le prix de vente, le profit disparaît et l'on débauche les ouvriers. Au bout d'un certain temps le prix de revient baisse plus vite que le prix de vente, le profit réapparaît et l'on fait appel à la main-d'œuvre congédiée. L'automatisme des prix, des salaires, de l'intérêt et de l'escompte **corrige** le chômage avant guerre.

Actuellement il n'y a plus d'automatisme. Les en-

(1) Voir annexe E.

tentes stabilisent les prix. Les salaires de leur côté varient beaucoup moins qu'avant 1914 (prolongation du contrat de travail dans tous les pays) et obéissent difficilement aux oscillations des prix. On constate également des divergences entre coût de la vie et prix de gros, et des taux d'intérêt variables avec les pays. Couronnant le tout, une fiscalité prodigieuse règne en despote absolu et freine les initiatives les plus courageuses¹. Autant de facteurs nouveaux défavorables à l'emploi régulier de la main-d'œuvre.

*
**

Pour pallier au chômage qu'entraînent indirectement ces ruptures d'équilibre entre les valeurs *il faut rétablir l'ancien automatisme*. Les trusts et cartels doivent abandonner leur politique de prix élevés en période de basse conjoncture. Les salaires doivent baisser et suivre harmonieusement le rythme cyclique dans ses alternatives. Mêmes desiderata pour les variations du coût de la vie. Il est évident que les salaires ne peuvent être abaissés sans un fléchissement corrélatif des prix de détail. C'est même par là que l'on doit commencer afin de sortir de la crise actuelle. Certains gouvernements césariens l'ont compris et ont imposé la baisse aux commerçants. Dans les états démocratiques il faut plutôt

£ (1) Répartition des charges fiscales par tête d'habitant calculée en dollars par sir Robert Cahill, attaché commercial à Paris (« *Sans-fil* », 3-12-1932) :

Angleterre	75
France	48
Allemagne	35
U. S. A.	24

songer à obtenir la baisse en ressuscitant la concurrence. A cet égard on peut faire confiance au paternalisme municipal : l'ouverture d'épiceries et de boulangeries communales est spécialement recommandée. L'exemple de Ford mérite aussi d'être suivi. Les commerçants de Detroit avaient élevé leurs prix en considération des hauts salaires payés aux ouvriers; Ford a immédiatement déclenché une contre-offensive par la création de magasins vendant à des prix raisonnables et faisant office de régulateurs. Une telle pratique rencontre l'approbation du professeur Lescure¹ qui voudrait voir les grands industriels ouvrir des maisons à succursales multiples dans les centres ouvriers.

Il faut aussi rétablir la circulation mondiale capitaux qui permettra seule de niveler le taux de l'intérêt. Il faut enfin supprimer les principaux étages de cette construction gigantesque qui s'appelle le protectionnisme. Sait-on qu'« un pardessus français usagé ayant coûté à Paris 500 francs neuf doit payer 700 francs pour entrer chez nos amis roumains ! »². N'oublions pas non plus, d'accord avec le B. I. T., de réorganiser et faciliter l'immigration, soupape de sûreté bienfaisante lorsque la pression humaine est par trop élevée.

La prospérité économique de demain est conditionnée par la mise en œuvre de tous ces moyens, à commencer par la baisse du prix de la vie. Leur syn-

(1) LESCURE, *op. cit.*, page 541.

(2) Joseph BARTHÉLÉMY dans le *Capital* du 29 octobre 1932.

thèse constitue un tout parfaitement homogène dont on devine le nom : le libéralisme économique. L'ère libérale future, ne connaîtra plus l'Amérique sursaturée d'un blé invendable, ni le Brésil de son café, ni la Roumanie de son maïs. Elle verra l'Indo-Chine écouler facilement son caoutchouc, l'Inde ses arachides, la Tunisie ses olives et la Suède son bois. Les échanges s'effectueront normalement, au rythme des besoins. L'activité du monde sera tout entière dominée par la vieille formule de J.-B. Say qu'il faut comprendre *lato sensu* : les produits s'échangent contre les produits, les capitaux contre les capitaux, le travail contre le travail et, en définitive, les valeurs contre les valeurs ¹.

L'économie mondiale, dépouillée de ses artifices et des docteurs à vaines thérapeutiques, permettra à la rationalisation d'améliorer le sort de l'Homme et de justifier l'idée que s'en faisait Levasseur. « Etant donné que le prix de vente d'un produit se compose du salaire des ouvriers, du prix des matières premières, de l'intérêt des capitaux, et du profit de l'entreprise il est possible, grâce à la science, de créer un produit à meilleur marché avec des matières plus chères, des salaires plus élevés, plus d'intérêt pour le capital et en définitive avec un profit plus considérable pour l'entrepreneur » ².

(1) Voir LESCURE, *op. cit.*

(2) LEVASSEUR, « Traité d'économie politique ».

CONCLUSION

Dans les aspects variés que revêt le chômage, le rôle de la rationalisation apparaît bienfaisant à maints égards. Elle élimine progressivement le chômage *saisonnier* en stabilisant l'emploi de la main-d'œuvre pendant l'année entière. La politique rationnelle des trusts et cartels tend aussi à assouplir la rigidité de la conjoncture et par là à réduire au minimum le chômage *cyclique*. Sans doute de grands progrès sont encore à faire dans ce dernier domaine et trop souvent les ententes pratiquent une rationalisation « irrationnelle » allant à l'encontre des intérêts de la société et de leurs propres intérêts. La part de la rationalisation dans le chômage *actuel* est enfin beaucoup plus faible que celle qu'on lui impartit généralement *a priori*. Il est facile d'accabler le machinisme de critiques violentes et de requérir contre lui un endiguement sévère. Facile aussi de le présenter comme facteur unique de chômage... Les masses populaires s'emballent très vite et acceptent d'emblée n'importe quelle explication à leur misère du moment qu'on leur promet d'y mettre fin. Les démonstrations fallacieuses ne suffisent pas pour condamner irrémédiablement la machine. Le miroitement d'une cité future où les méthodes rationalisatrices seraient

inconnues appartient plutôt à la politique. L'économiste se doit, au contraire, d'aller au fond des choses et de soulever des voiles souvent trompeurs. Rares sont les phénomènes, objets d'une seule cause. L'Amérique, terre d'élection du machinisme, est en proie à un chômage qui résulte de multiples sources. Citons les principales : la trop grande rapidité du processus de rationalisation, l'abus du crédit, les lois hostiles à l'immigration, les tarifs douaniers excessifs, l'action du Farm Board, le maintien des salaires nominaux, etc... Il est par conséquent faux de parler d'un chômage technologique américain ou d'un chômage technologique allemand.

Dans ces deux pays comme dans le reste du monde, le chômage provient surtout d'une lubrification défectueuse de l'appareil économique. La circulation des hommes, des capitaux et des marchandises se fait difficilement. Les échanges sont entravés. Il n'y a plus d'automatisme ni d'harmonie entre les phénomènes.

. Les réactions trop lentes des commerçants et consommateurs devant la baisse des prix, conséquence importante de la rationalisation, conduisent à indisposer souvent envers celle-ci. On découvre ses défauts, mais on n'aperçoit pas ses qualités... Le marchand continue à vendre cher et lorsqu'il se décide enfin à baisser ses prix les clients s'obstinent à ne pas acheter. Paradoxe étrange qui vicie au premier abord la vieille loi de l'offre et la demande ! En réa-

lité, la lenteur des réactions a une cause toute psychologique : le manque de confiance.

L'incertitude règne en maîtresse sur le monde : craintes politiques, craintes monétaires... Faut-il vendre, faut-il acheter ? On ne sait pas. Et le malaise continue...

Le rétablissement de la confiance viendra d'une alliance de la Politique et de l'Economique. A elles deux, elles rebâtiront le monde et poseront les jalons d'une nouvelle ère de prospérité.

Rationalisation et chômage, problème complexe qui se pose de nos jours avec une acuité que l'on croit volontiers inédite ! Et pourtant, la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle voyaient un duel aussi retentissant entre le machinisme et l'homme. Après une période de souffrances aiguës, l'accord a fini par se faire entre les adversaires. L'ouvrier s'est rendu compte qu'en définitive la machine lui permettait de satisfaire des besoins de plus en plus nombreux. A l'heure actuelle, ce ne sont pas les besoins qui manquent : ils sont infinis. William Preen déclarait en 1930 : « Plus de 7 millions de familles aux U. S. A. n'ont pas d'auto; environ 20 millions n'ont pas de radio. Dans nos villes plus de 4 millions de familles n'ont pas de baignoire et plus de 3 millions n'ont pas l'eau courante même dans leur cuisine, 13 millions de familles urbaines n'ont pas le téléphone, 4 millions n'ont pas l'électricité¹ ». La rationalisa-

(1) M. Paul Reynaud s'exprime en des termes identiques : « Comment parler de diminuer l'activité créatrice alors qu'il y

tion permet d'accéder à un confort plus grand, elle est créatrice de richesses. Seulement son introduction s'accompagne d'un chômage momentané, rançon inévitable du progrès. On crie alors à la catastrophe tout comme on le faisait dans les premiers temps du machinisme. On oublie que l'Histoire n'est qu'un perpétuel recommencement... C'est sans doute ce qu'expriment ces paroles récentes d'Einstein : « La croyance au déclin de la civilisation est bien compréhensible étant données les misères et les aberrations de notre temps. Mais je suis convaincu que les progrès des méthodes de production contribueront, après que l'on aura surmonté les difficultés actuelles, à une libération de l'individu et à un sain développement de la civilisation. »

Solesmes, le 10 août 1933.

28 août 1933

Vu : Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu : Le Président de la Thèse,
JEAN LESCURE.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

a 10 millions de salles de bains à construire en France ? Pourquoi les français continueraient-ils à avoir 5 fois moins de téléphones que les canadiens et 8 fois moins d'appareils de radio que les anglais ? » (*L'Illustration*, 24-12-1932).

ANNEXE

A

Voici la variation des salaires nominaux aux
U. S. A. dans l'agriculture (gains journaliers) :

Avant-guerre	100
1925	171
1926	172
1927	171
1928	169
1929	168
1930	150
1931	115

B

Indices mensuels de l'emploi aux U.S.A. (1926 = 100)
d'après le Bureau of Labor :

	1929	1930	1931
	—	—	—
Janvier	95,2	90,2	73,1
Février	97,4	90,3	74,1
Mars	98,6	89,8	74,8
Avril	99,1	89,1	74,5
Mai	99,2	87,7	74,1
Juin	98,8	85,5	72,2
Juillet	98,2	81,6	70,4
Août	98,6	79,9	
Septembre	99,3	79,7	
Octobre	98,3	78,6	

Novembre	94,8	76,5
Décembre	91,9	75,1

C

Variations de l'emploi en Allemagne pour les travailleurs à plein temps (non compris les industries saisonnières) :

	1926 = 100		
	1929	1930	1931
Janvier	85,8	81,1	64,4
Février	84,3	79,5	64,8
Mars	85,2	79,0	64,7
Avril	87,5	78,6	65,2
Mai	87,8	78,5	66,1
Juin	88,9	77,5	65,9
Juillet	88,7	76,0	64,2 ¹
Août	88,6	74,1	
Septembre	88,2	73,0	
Octobre	76,6	72,2	
Novembre	86,3	70,2	
Décembre	83,1	66,3	

D

Un membre d'un grand trust industriel des U. S. A. déclarait récemment au sociologue américain George Soule que le rendement théorique des usines appartenant à ce trust avait fait des progrès si rapides pendant les années de crise qu'il pourrait atteindre le rendement de 1929 avec le personnel réduit employé en 1931 (« *Vu* », numéro spécial du 1^{er} mars 1933).

(1) Chiffres provenant de l'Institut für Konjunkturforschung.

E

Les pays agricoles vendent beaucoup et bon marché, tandis que les pays industriels vendent peu et cher. Voici, à titre d'illustration, quelques chiffres concernant l'Argentine et la Grande-Bretagne que nous extrayons de l'ouvrage de M. Lescure.

Niveau des prix auquel l'Argentine importe et exporte :

	1913	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Imp. ...	100	193	185	175	157	155	133	130
Exp. ...	100	127	136	150	115	116		

Volume de l'exportation et de l'importation argentine :

	1913	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Imp. ...	100	91	90	101	105	112	127	137
Exp. ...	100	117	144	112	132	167		

Niveau des prix auquel la Grande-Bretagne importe et exporte :

	1913	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Imp. ...	100	149	155	155	142	135	137	134
Exp. ...	100	190	189	184	173	163	163	159

Volume du commerce extérieur britannique :

	1913	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Imp. ...	100	96	107	111	114	117	113	136
Exp. ...	100	77	81	86	72	83	84	87

F

En juillet 1933, le gouvernement de Thuringe a interdit l'emploi des machines pour le soufflage du verre, « C'est la première fois dans les temps mo-

dernes, déclare *l'Acht Uhr Abendblatt* en rapportant cette mesure, que l'Etat arrête les bras métalliques de la machine. Ses articulations d'acier, en accomplissant le travail qui nourrissait autrefois des centaines de mains humaines, ont fait de la machine la mère de la misère ouvrière. »

Le gouvernement allemand a manifesté aussi son hostilité envers les machines en interdisant l'emploi de machines nouvelles dans l'industrie des cigarettes (juillet 1933).

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.

Généralités sur le chômage	7
La multiplicité des remèdes au chômage d'après les économistes	14
Définition de la rationalisation	16
Contenu de la rationalisation	17
Complexité et difficulté du problème, « rationalisation et chômage »	21

CHAPITRE I

Rationalisation et chômage périodique.

Section I : Rationalisation et chômage saisonnier.

Origines du chômage saisonnier	27
Ses inconvénients	29
La rationalisation permet l'élimination progressive du chômage saisonnier : exemples variés	31

Section II : Rationalisation et chômage cyclique.

1) La Rationalisation cause principale de chômage cyclique	35
La Rationalisation facteur indirect de chômage cyclique : elle hâterait ou retarderait l'explosion de la crise	35
2) La Rationalisation, en réalité, ne fait qu'assouplir la conjoncture : politique préconisée aux cartels ...	41
Les cartels allemands sont responsables d'une bonne partie du chômage en Allemagne	48
3) La Rationalisation d'une entreprise s'effectue généralement pendant la dépression cyclique	56

CHAPITRE II.

Rationalisation et chômage technologique d'après les faits.

Section I : Les progrès du rendement.

Accroissement de la productivité aux U. S. A.	62
Le rendement en Allemagne	65

<i>Section II : Chômage et rendement.</i>	
Situation aux U. S. A.	69
Situation en Allemagne	76
Situation en Tchécoslovaquie	79
Situation en Grande-Bretagne	80
<i>Section III : Sort de la main-d'œuvre congédiée.</i>	
La rationalisation n'amènerait qu'un déplacement de la main d'œuvre : les statistiques aux U. S. A.	83
Vitesse de résorption de la main d'œuvre congédiée ..	87
L'étude objective des faits n'aboutit qu'à des résultats stériles	89

CHAPITRE III.

Le chômage technologique et les théories.

<i>Section I : Théories régressives ou limitatives.</i>	
Solutions de M. Caillaux et du professeur Liefmann ..	94
Critique de ces théories	97
<i>Section II : Théorie patronale américaine.</i>	
Exposé de la théorie	105
Critique	107
<i>Section III : Théories de rationalisation inachevée.</i>	
1) Les hauts salaires comme remède au chômage	119
Chômage et sous-consommation : thèse de la fédération américaine du travail	121
Chômage et surcapitalisation : thèse d'Hobson	130
La croyance erronée à la création d'un pouvoir d'achat	137
2) La semaine de 40 heures	139
Théorie de M. Duboin	141
La semaine de 40 heures n'est pas un remède au chômage	145
3) La fiscalité comme remède au chômage	152
Système de M. Duboin	153
Système d'Hobson	153
Leur critique commune	154

CHAPITRE IV.

Rationalisation et libéralisme économique.

<i>Section I : La rationalisation et le chômage actuel.</i>	
1) La part de la rationalisation dans le chômage actuel est faible	156

Exemple anglais et réfutation de l'origine techno- logique du chômage en Grande-Bretagne	157
Exemple allemand	162
Exemple américain	164
2) Conception libérale, moderne du chômage né de la technique	165
Conception de M. Fuss	167
Théorie de M. Lescure	170
Théorie de M. P. Douglas	171
<i>Section II : Chômage et phénomènes circulatoires.</i>	
1) Ralentissement des mouvements migratoires	174
2) Ralentissement des échanges et absence d'automatisme mondial	177
3) Remèdes au chômage	179
CONCLUSION	182

